

JEAN DURENG

Agrégé d'Histoire

Professeur au Lycée Charlemagne

MISSION

DE

Théodore CHEVIGNARD de CHAVIGNY
EN ALLEMAGNE

Septembre 1726 — Octobre 1731

D'APRÈS SES MÉMOIRES INÉDITS

ET SA CORRESPONDANCE POLITIQUE, CONSERVÉS AUX ARCHIVES
DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A PARIS

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

PRÉSENTÉE A LA

Faculté des Lettres de l'Université de Paris

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

MISSION DE THÉODORE CHEVIGNARD DE CHAVIGNY
EN ALLEMAGNE

Septembre 1726 - Octobre 1731

*D'après ses Mémoires inédits et sa Correspondance politique,
conservés aux Archives du Ministère des Affaires Etrangères
à Paris.*

JEAN DURENG

Agrégé d'Histoire

Professeur au Lycée Charlemagne

MISSION

DE

Théodore CHEVIGNARD de CHAVIGNY

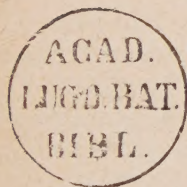
EN ALLEMAGNE

Septembre 1726 — Octobre 1731

D'APRÈS SES MÉMOIRES INÉDITS

ET SA CORRESPONDANCE POLITIQUE, CONSERVÉS AUX ARCHIVES

DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A PARIS



THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

PRÉSENTÉE A LA

Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PRÉFACE

Le personnage de Chavigny et ses missions commencent à être bien connus. M. de Boislisle, en commentant la charge cruelle de Saint-Simon contre lui¹, ne nous a laissé rien à désirer ni à apprendre sur ses débuts, son imposture, et sa carrière souterraine jusqu'à sa rentrée en grâce². Ses missions secrètes, en qualité de confident et d' « âme damnée » de Dubois, nous ont été racontées par M. E. Bourgeois³. Le Duc de Broglie l'a retrouvé, beaucoup plus tard, en Allemagne, en 1744-45, auprès de l'Electeur de Bavière⁴. La fin de sa carrière, qui se mêle aux débuts d'une carrière encore

1. SAINT-SIMON. — *Mémoires*, éd. DE BOISLISLE, t. XIX, p. 23, et CHÉRUEL et RÉGNIER, t. XVIII, 285.

2. SAINT-SIMON. — Edition de BOISLISLE, t. XIX. Appendice III, p. 456. *Le diplomate Chavigny* (38 pages).

3. EMILE BOURGEOIS. — *La diplomatie secrète au dix-huitième siècle : ses débuts*. T. I. *Le secret du Régent et la politique de l'abbé Dubois*, p. 229 et 329. T. III. *Le secret de Dubois, cardinal et premier ministre*, p. 245, 335, 371. Paris, Colin, 1909-1910.

4. DUC DE BROGLIE. — *Marie-Thérèse impératrice*. T. I, 290 sq. Chavigny est « l'inventeur, l'inspirateur, l'âme de l'Union de Francfort ». Paris, Calmann-Lévy, 1888. — Cf. E. ZÉVORT : *Le marquis d'Argenson et le ministère des Affaires étrangères*, p. 67 et 113. Paris, Germer-Baillièvre, 1879.

plus brillante, celle de son neveu, le chevalier de Vergennes, a été étudiée par M. Bonneville de Marsangy¹. Il manque néanmoins l'histoire de deux de ses missions, celle d'Allemagne (1726-1731) et celle d'Angleterre (1732-1738). Toutes deux ont une importance indéniable. Notre ouvrage est consacré à la première des deux².

Cette mission d'Allemagne est la première tentative, depuis l'expulsion des Français après Blenheim, pour y reconquérir le terrain perdu par Louis XIV, à dater des Réunions, de la Révocation de l'Edit de Nantes et du traité de Ryswick. En un mot, l'œuvre de Chavigny fut de reconstituer un parti hostile à l'Empereur, dépendant de la France. Le traité de Herrenhausen lui avait donné l'appui des deux Electeurs de Hanovre et de Brandebourg, bien précaire, mais indispensable aux premiers pas; mais, à travers beaucoup de vicissitudes, Chavigny dut chercher d'autres alliés, pour s'arrêter, en dernière analyse, à un groupement Saxo-Bavarois, en passant par l'Union électorale (1728-1729). Les résultats et les conséquences de cette mission dépassent le cadre de notre étude. Elle annonce et explique les guerres de 1733 et de 1740, à ne les considérer que sous leur aspect spécifiquement germanique. Les principes dont elle n'est qu'une application, et principalement l'affaiblissement, même la rupture des liens qui attachent l'Empire à l'Empereur, sont ceux qui ne cesse-

1. LOUIS BONNEVILLE DE MARSANGY. — *Le chevalier de Vergennes*. T. I, 6 sq. Paris, Plon-Nourrit, 1894.

2. Nous signalons que le volume de M. AUERBACH (dans la série du *Recueil des Instructions aux Ambassadeurs*) consacré à l'Allemagne, doit paraître incessamment. On y trouvera les Instructions de Chavigny, dont pour cette raison, nous nous sommes dispensés de publier de longs extraits, et une partie concernant les affaires comitiales.

ront d'inspirer la diplomatie française, jusques et y compris la Révolution et Napoléon I^{er}.

D'autre part, cette mission éclaire d'un jour un peu nouveau celui qui la remplit avec honneur. Sans doute, dans le milieu si compliqué et si spécial du Saint-Empire, Chavigny dut une partie de son succès aux mêmes qualités qui l'avaient servi dans les affaires secrètes : l'esprit d'intrigue, d'observation sagace, la subtilité des expédients, l'audace et la prudence, la maîtrise de soi et de tous ses propos, la souplesse et la ruse. Mais, à se sentir dans un poste dont il fut presque le créateur, attelé à l'ouvrage dont la perfection est l'ultime objet de la politique française, il grandit à ses propres yeux, et devant l'histoire. C'est un diplomate de race, à l'aise dans la négociation, à laquelle il apporte une grande fertilité d'invention et de ressources, mais ne perdant jamais le but de vue, devançant ses instructions, les dépassant quelquefois, et servant avec à-propos les désirs inavoués de ses supérieurs, malgré la politique pacifique et conciliatrice de Fleury. En fait, de Ratisbonne, il fut en quelque manière un représentant du Roi dans l'Allemagne entière, sans titre officiel : il négocie avec le Wurtemberg, la Bavière, l'Electeur Palatin, l'Electeur de Cologne, l'Electeur de Hanovre ; il cause indirectement avec l'Electeur de Saxe et le Landgrave de Hesse-Cassel ; il a dans bien des cours secondaires des correspondants. On le voit à Augsbourg, à Francfort, à Hanovre, à Munich, à Cologne, à Mannheim, à Würtzbourg. Cinq ans d'incessante activité qui justifient son orgueil d'avoir laissé dans ce pays des traces durables de son séjour.

MANUSCRITS UTILISÉS

Affaires Étrangères : Correspondance générale : Allemagne, 370-381¹ ; Bavière, 75, 78, 79, 80, 83² ; Brunswick-Hanovre, 87³ ; Mayence, 39⁴ ; Wurtemberg, 17⁵.

Mémoires et Documents : France, 445 (Mémoires de Chavigny)⁶.

Mémoires et Documents : Allemagne, Fonds Divers) 59 (Négociations d'Allemagne de Le Dran)⁷ ; 66 et 67 (Traités de Droit Public allemand) ; 149 (Mémoire de Le Dran sur le Mecklembourg).

1. A. E. All.
2. A. E. B.
3. A. E. B. (B-H).
4. A. E. M.
5. A. E. W.
6. A. E. Mém. et Doc. F.
7. A. E. Mém. et Doc. F. D. All.

I. 1726-1727

LES INSTRUCTIONS. — LA LÉGITIMATION. — PREMIERS EFFORTS.
L'UNION DES CERCLES ET LA NEUTRALITÉ DE L'EMPIRE.

I

La mission de Chavigny est une suite naturelle du traité de Hanovre. « Le traité de Vienne nous conseilla nécessairement de faire la contre-partie ; il fallut opposer une confédération à l'autre ; la France, l'Angleterre et la Hollande se liguèrent ; le roi de Prusse y fut entraîné ; le commerce d'Ostende fut le lien, de même que le motif de leur confédération. L'Empereur ne s'étonna pas ; il menaça hautement de traduire les deux rois d'Angleterre et de Prusse comme Electeurs, à la Diète générale de l'Empire, de s'y faire faire raison du traité d'Hanovre et de les y poursuivre comme infracteurs et perturbateurs de la paix publique. Le Roi de Prusse sollicita la France d'envoyer sans perte de tems un ministre à Ratisbonne qui pût veiller aux entreprises de la cour de Vienne et s'y opposer efficacement : le souvenir de quelques entretiens que j'avois eus avec ce Prince dans le dernier séjour d'Hanover luy inspira la pensée de prier M. de Rottembourg de me proposer à M. le Duc. »

« Ma destination fut bientôt décidée ; on n'auroit guères pu me donner une instruction propre à me fixer sur la conduite à tenir soit avec l'Empire soit en particulier avec les princes qui composent ce grand corps ; *l'Allemagne abandonnée depuis plus de trente ans, étoit une terre à défricher avant de pouvoir y semer.* »¹

Les instructions de Chavigny², datées du 4 septembre 1726, très volumineuses, sont en effet d'un caractère assez général ; elles constituent cependant un document de la plus grande précision sur la nullité de l'influence française dans le Corps Germanique, au moment du départ de l'envoyé.

Les causes de cette éclipse totale sont nombreuses. C'est d'abord la rupture des protestants et de Louis XIV, provoquée par sa politique catholique. Outre la propagande religieuse qui avait accompagné les Réunions, outre la Révocation de l'Edit de Nantes, ils s'étaient soulevés contre une clause de l'article 4 de la Paix de Ryswick, stipulant, au mépris des traités de Westphalie, la conservation de 60 églises catholiques bâties par lui dans les 800 lieux restitués à l'Empire sur les usurpations des Chambres de Réunion³. La clause avait été renouvelée à Bade, en 1714, et aucune

1. *Les Mémoires de M. de Chavigny contenant quelques observations sur les anecdotes les plus importantes qu'il a recueillies des négociations qui lui ont été confiées depuis 1712 jusqu'en may 1738.* A. E. Mém. et Doc. F. 445, f° 181.

2. A. E. All. 370, f°s 8-107. — Addition, 5 septembre 1726, *ibid.* f° 110.

3. Instructions, l. c. f° 87 : « Il faut même avouer que si la clause de l'article quatrième du Traité de Ryswick est un monument de la piété du feu Roy, le succès n'a pas répondu aux motifs qui l'ont fait agir et que cette clause a été plus nuisible qu'avantageuse à la France ». La clause en question était une dérogation aux traités de Westphalie, à l'article 5 du traité d'Osnabruck.

représentation n'avait pu déterminer la cour de France à en accorder la suppression. Quelques éclaircissements qu'elle eût donnés, le corps protestant gardait une crainte déliante à l'égard de la France papiste et propagandiste de Louis XIV, si différente de celle de Richelieu et de Mazarin. Louis XIV s'était principalement attaché aux catholiques, aux Electeurs de Bavière et de Cologne : tous deux avaient été ruinés pendant la guerre de la Succession d'Espagne : le souvenir de leurs malheurs les rendaient singulièrement circonspects. Enfin le Régent avait abandonné l'Allemagne moyenne et l'Allemagne du Sud à la cour de Vienne, pour les besoins de sa politique personnelle, qui l'attiraient vers l'Electeur de Hanovre et vers l'Empereur. Ainsi la Quadruple Alliance compléta les fautes de Louis XIV et nous éloigna du Corps Germanique.

Les seuls princes sur qui la France pût avoir quelques moyens d'action étaient ceux de la vallée du Rhin, dont les plus considérables possédaient des fiefs en Alsace ou en Franche-Comté et, par là, dépendaient en quelque manière du Roi ¹ : l'Electeur Palatin et le Duc de Wurtemberg étaient les plus importants ; mais le premier était lié à la cour de Vienne par la garantie, en faveur des Sultzbach, de la succession de Berg et de Juliers ; le second se réservait et la France avait quelques moyens de le gagner. Pour les Electeurs de Cologne et de Bavière, ils étaient sur le point de

1. Instructions l. c. f° 70. Ces princes sont : l'Electeur Palatin qui réclame les droits régaliens dans les fiefs de Seltz, Hagenbach et Guttenberg. L'Evêque de Spire (Weissembourg, Lauterbourg, Altensadt). Le Duc des Deux-Ponts (Bergzabem, Cleburg et Catharimbou). L'Archevêque de Mayence, grand maître de l'Ordre teuto-nique (Rietzeltz). Le margrave de Bade-Bade (Beinheim). Le Duc de Wurtemberg (voir plus loin).

traiter avec l'Empereur. L'alliance de Hanovre, qui devait former un centre de force en Allemagne, n'était pas de nature à y servir l'influence française. Le roi d'Angleterre et le roi de Prusse sont définitivement brouillés en mai 1726¹. Tous deux sont du reste impopulaires : ils ont contre eux la majorité des protestants, dont le chef reste l'Electeur de Saxe, malgré sa conversion². En septembre 1726, la ligue de Hanovre n'avait gagné en Allemagne qu'un adhérent, le Landgrave de Hesse-Cassel et elle avait perdu le roi de Prusse. Chavigny allait donc arriver au milieu de l'indifférence ou de l'antipathie générales.

L'accès même de la Diète était interdit aux ministres du Roi de France, depuis 1714. Le comte de Gergy avait pu demeurer auprès d'elle de 1716 à 1721 sans parvenir à nouer des relations d'affaires avec aucun des envoyés des Electeurs ou Princes. La « légitimation » des ministres étrangers était sujette à des difficultés de cérémonial qui ne sont ni sans intérêt ni sans portée³. On exigeait d'eux une lettre de créance et un plein pouvoir avec traduction latine ou allemande. Cette concession de pur formalisme, Louis XIV avait pu la refuser sans dommage pour lui ou ses envoyés ; son successeur était obligé de la faire sous peine d'une exclusion rigoureuse, témoin Gergy. Surtout les députés des Electeurs se considéraient comme des ambassadeurs, en prenaient le titre, prétendaient au traitement d'Excellence et à la pré-

1. Voir notre ouvrage : *Le Duc de Bourbon et l'Angleterre* p. 373, 374.

2. L'Electeur de Saxe exerce le directoire de la Diète en place de l'Electeur de Mayence, lorsque celui-ci ne veut pas y vaquer ; il reçoit en particulier les communications des protestants et les fait dicter publiquement.

3. Instructions, I, c. f° 9.

séance en lieu tiers sur tout autre qu'un ambassadeur attitré ; en 1702, de cette prétention nouvelle, ils firent une véritable loi. Louis XIV qui n'avait jamais eu à la Diète que de simples plénipotentiaires, avait pu néanmoins leur faire rendre des honneurs qui les mettaient sur le pied de supériorité par rapport aux représentants électoraux et princiers ; en 1716, Gergy n'y arriva jamais. Ces minuties étaient un signe des temps. Entre les temps glorieux de Louis XIV et la paix de Bade, il y avait les désastres et l'humiliation de la France ; il y avait aussi l'accroissement des grandes maisons allemandes, la création du royaume de Prusse et de l'électorat de Hanovre.

Ecartée de la Diète, la France en devait abandonner le maniement à l'Autriche. Celle-ci était à peu près maîtresse de ses délibérations. Elle en imposait aux députés, les malmenait ou les corrompait par des pensions, des titres, des espérances ; la plupart tenaient à leur emploi par avarice ou vanité¹ et dépendaient moins de leurs maîtres que de la cour de Vienne, surtout dans les cas, assez fréquents, où ils étaient chargés de deux suffrages². Le ministre électoral de l'archevêque de Mayence avait le Directoire de la Diète, c'est-à-dire le droit de recevoir tous documents destinés à l'assemblée, et celui de la convoquer, en son entier, ou par collèges : ce droit précieux lui conférait le pouvoir d'examiner les pièces, de les refuser ou de les accepter, de hâter ou de retarder leur « dic-

1. Cf. Chavigny à Chauvelin, 29 mai 1731. A. E. All. 379. Cf. *id.* 18 mai 1728, *ibid.* 374, f° 153.

2. Le ministre du Duc de Brunswick-Wolfenbüttel est chargé du suffrage du margrave de Bade-Durlach (Ch. au Roi, 17 octobre 1726. A. E. All. 370, f° 141). Celui du Palatin a la voix de l'Electeur de Trèves (à Chauvelin, 17 février 1728, *ibid.* 374, f° 60).

tature publique » ¹. La commission impériale ², qui représentait le chef du Corps Germanique, avait sur les députés de Mayence une influence absolue ; elle en usait pour diriger les délibérations dans le sens qui lui plaisait ; son prestige était tel que nul n'eût osé passer outre à une défense, ou éluder ses ordres. En fait les discussions à la Diète étaient longues ³, embarrassées, fastidieuses, pédantes ; les affaires les plus simples y prenaient de telles proportions que des années se passaient sans que rien fût résolu, à cause du conflit des intérêts particuliers, à cause de la rivalité des collèges. En 1726, plusieurs motifs de division, plus ou moins graves, existaient. Le différend du collège des Princes et du collège des Electeurs ⁴ ; les députés des Princes prétendaient au même cérémonial que ceux des Electeurs ; parmi eux, les plus acharnés étaient ceux qui représentaient les anciennes maisons, jalouses des avantages reconnus aux maisons nouvellement promues en dignité, (Wurtemberg, Hesse-Cassel, Brunswick-Wolfenbüttel, etc...). Le différend

1. Chavigny à Morville, 21 janvier 1727. A. E. All., 371, f° 70. Contestations entre l'Electeur de Saxe et l'Electeur de Mayence pour le Directoire ; les archevêques de Trèves et de Cologne prétendent être les vicaires de l'Electeur de Mayence, en cas de vacance.

2. Le premier commissaire de l'Empereur fut de 1726 à 1731 le vieux prince de Fürstemberg ; le second, le baron de Kirschner, le plus actif ; le ministre électoral d'Autriche (Bohême) était le jeune comte de Sinzendorf, neveu du chancelier ; le ministre d'Autriche (au collège des Princes), le baron de Jodocy, le plus habile de tous, selon Chavigny.

3. Instructions, l. c., f° 21.

4. Instruction, l. c. f°s 11 et 12. Cf. A. E. All. 370, f° 271. Conclusum du collège des Princes, protestant contre la distinction établie par la commission impériale entre Princes et Electeurs. F° 272, Mémoire des anciens princes.

du collège des Electeurs et du Collège des Villes ¹, celles-ci, surtaxées pour l'entretien de la Chambre Impériale de Wetzlar, et se plaignant, soutenues par les Princes. Les querelles des Cercles pour les réparations de Philipsbourg et de Kehl ², tous les états éloignés du Rhin atermoyant pour payer leur quote-part d'une imposition totale de 30.000 florins. Enfin la division, beaucoup plus ancienne, profonde et fertile en conséquences, entre les Catholiques et les Protestants ³, qui s'accusaient mutuellement de contrevenir tous les jours à la paix de Westphalie. De violentes attaques étaient particulièrement dirigées contre l'Electeur Palatin, qui accablait d'avaries les communautés protestantes de son état et contre le Roi de Prusse, qui saisissait toutes les occasions de séculariser les biens des congrégations catholiques. Pour réprimer et redresser ces infractions à la paix d'Osnabrück, les Catholiques voulaient qu'elles fussent portées devant les Electeurs, tandis que les Protestants exigeaient des commissions locales, formées des princes des cercles intéressés et de délégués impériaux. Cette querelle était d'autant moins susceptible de solution que les Protestants revendiquaient le droit de délibérer séparément des Catholiques, en matière de religion, et de donner à leur suffrage la même valeur qu'à celui de leurs adversaires, quel que fût leur nombre ⁴. De sorte

1. Instructions, l. c. f° 22.

2. Instructions, l. c., f° 26.

3. Instructions, l. c. f° 31. — Mémoire de Spon le fils, très complet, avec une liste de griefs de religion. A. E. All. 377, f° 145.

4. *Jus eundi in partes quacunq. de causa*. Précis contenant les griefs et matières de religion pendantes et indécises tant en la Diète de Ratisbonne qu'au Conseil aulique et autres tribunaux de l'Empire depuis 1714 jusqu'en la présente année 1730. A. E. All. 377, f° 145. Cf f° 148.

que les délibérations d'une assemblée où de pareilles divisions rendaient impossible tout travail suivi, devaient se traîner misérablement, dans une majesté de formes solennelle. A la vérité, les députés n'avaient d'autre horizon que la Diète, leur petite cour, la commission impériale, leurs intérêts personnels ¹, aucune notion politique, aucune lueur du jeu des grandes puissances. Ils agissaient peu ou pas. S'ils agissaient, c'était par peur, ou par cupidité ; et la cour de Vienne savait à point nommé leur faire le bien ou le mal qu'il fallait pour diriger leurs résolutions ².

Du reste, l'Empereur, dans les occasions importantes, ne soumettait rien à la Diète sans être assuré du succès, par ses négociations dans les cours de l'Empire. Il y était tout puissant ³ ; les petites principautés indigentes de Souabe et de Franconie, il les tenait sous sa coupe. Les évêques lui étaient dévoués ; parmi les ecclésiastiques, la famille du vice-chancelier, comte de Schonborn, tenait une place importante ⁴, au premier rang figurait son oncle, archevêque-électeur de Mayence. La méthode autrichienne consistait à entourer les princes les plus marquants de conseillers qui fussent les hommes de l'Empereur. Le Palatin, l'Electeur de Bavière en étaient environnés ; le comte de Stadion, un des ministres de Mayence était conseiller intime ; le comte de Plettemberg, factotum de l'Electeur de Cologne, membre du Conseil privé.

1. Chavigny, 18 mai 1728, citée.

2. Chavigny à Chauvelin, 6 février 1731. A. E. All. 379.

3. Cf. Saint-Saphorin à Townshend, 1^{er} août 1725. Notre livre : *Le Duc de Bourbon et l'Angleterre*. Appendice, p. 513.

4. Chavigny à Chauvelin, 3 mai 1729. A. E. All. 375, f^o 97 : la famille comprend le vice-chancelier d'Empire, l'archevêque de Mayence, le grand prévôt de Mayence, un cardinal de Schonborn, coadjuteur de l'évêque de Constance, un chanoine d'Eichstedt.

On les retenait par leur famille, qu'ils désiraient placer brillamment. Le ministère hanovrien, son représentant à Ratisbonne, le baron de Münckhausen subissaient même la fascination du prestige impérial ; à peine le roi de Prusse y échappait-il que les moindres promesses le faisaient retomber sous le charme. Ainsi, depuis la fin du dix-septième siècle, l'Autriche avait repris avec lenteur, mais non sans succès, sa politique de domination en Allemagne. Elle manœuvrait avec habileté, soutenant, dans la dispute du cérémonial, les Electeurs, qu'il importait de gagner, contre les Princes plus faciles à contenir, tenant la balance égale entre Protestants et Catholiques, et quoique accusée de favoriser ceux-ci, en réalité se servant de leur querelle pour maintenir son autorité sur les uns et sur les autres. Saint-Saphorin et Chavigny, qui sont tous deux de bons observateurs, tiraient de toutes ces remarques la même conclusion. « Hormis dans la Basse-Allemagne, écrivait le premier en août 1725, l'Empereur exerce dans l'Empire presque un pouvoir aussi absolu que s'il s'agissait de ses propres états ¹. » « L'Empereur peut tout icy » mandait le second le 28 octobre 1726 ². D'après l'un comme d'après l'autre ³, la situation en 1726 est la

1. Dépêche à Townshend, citée.

2. A. E. All. 370, f° 225. « Les Etats de l'Empire ont beaucoup decheu des droits que les Traittés de Westphalie leur ont acquis, mais c'est moins en y renonçant qu'en les négligeant. Ils déferent à la vérité à la Cour Impériale sur bien des points qui regardent la manutention intérieure de l'Empire qui n'accroissent que trop à leur préjudice l'autorité de l'Empereur, mais en même temps, des considérations ou des intérêts particuliers, les corruptions même inévitables dans un gouvernement comme celui-ci font qu'on les méconnoit souvent dans l'exercice de leurs droits. »

3. Chavigny à Chauvelin, 25 novembre 1727. A. E. All. 373, f° 188. Voir la lettre de Saint-Saphorin du 16 juin, citée dans *le Duc de Bourbon et l'Angleterre*, p. 296.

même, non pas que sous Louis XIV, mais *qu'avant les traités de Westphalie*.

Dans ces conditions, les Instructions ne pouvaient avoir qu'un sens général. Chavigny¹ devait empêcher l'Empire de prendre parti dans la guerre qui menaçait d'éclater entre les ligues de Vienne et de Hanovre — en développant les bonnes intentions du Roi, prouvées par tous les traités qu'il avait faits, depuis 1714, pour le bien de la paix, y compris celui de Herrenhausen — en détruisant les préventions des Allemands contre le susdit traité, réputé comme offensif et destructeur des lois de l'Empire, quand au contraire toutes les précautions avaient été prises² pour y sauvegarder les droits et libertés des princes, à l'abri des traités de Westphalie³ — en traitant de « supposition grossière » et en démentant le bruit que ce traité aurait été communiqué aux Turcs⁴ — en montrant que l'affaire d'Ostende était personnelle à l'Empereur, et qu'on ne cherchait qu'à y compromettre l'Empire sous le faux prétexte que les Pays-Bas en faisaient partie intégrante⁵. Mais ces instructions défensives dissimu-

1. Il est ministre plénipotentiaire, mais n'étant pas autorisé à produire son plein pouvoir, il est sans caractère, afin d'éviter toute difficulté de cérémonial. Pour ménager son amour-propre, Morville, qui le protège, a inséré dans les Instructions : « et même que si les difficultés à l'admission d'un plénipotentiaire de sa part à la Diète venoient à cesser, personne ne seroit plus capable que le sieur de Chavigny d'estre honoré de ce caractère auprès de cette Assemblée. » (Instructions, f^o 17.)

2. Dans les articles 2 et 3 séparés.

3. Instructions, l. c., f^o 94.

4. Addition à l'instruction du sieur de Chavigny. A. E. All. 370, f^o 110 (5 septembre 1726).

5. C'est la question du Cercle de Bourgogne, créé par Maximilien. Cf. Instructions, f^o 103. Cf. Chavigny à Morville, 21 janvier 1727, A. E. All. 371, f^o 83.

lent les instructions offensives, les plus essentielles, et qui légitiment à elles seules toute la mission. Chavigny était chargé d'attirer l'attention des princes allemands sur l'accroissement de la maison d'Auriche, qui ne s'écarte pas des principes établis depuis Charles-Quint ¹ La Pragmatique Sanction est pour elle le moyen de conserver unis les domaines acquis en 1713 et 1714. Cette crise sert à l'Empereur d'occasion pour rallier l'Empire et le réunir au traité de Vienne, dont l'article XII garantit cette même Pragmatique. Chavigny signalera cet article, qui anéantit « le principe de l'élection » et devient « le sceau de leur esclavage et de leur ruine ». Il faudra éviter les démarches vives, ne pas laisser soupçonner d'arrière pensée, parler dans l'intérêt des princes seuls, en affichant l'impartialité pour les religions ² et dans les querelles, en un mot « s'envelopper, sans affectation, dans les traités de Westphalie³. » Entre temps Chavigny fera savoir aux ministres à qui l'on pourra se fier, que le Roi est tout disposé à travailler à l'agrandissement des états de leurs maîtres ⁴. Comme il faut un point d'appui dans l'Allemagne du Nord et du Sud, l'envoyé doit collaborer étroitement avec Münckhausen et Isaac Le Heup, délégué par le Roi d'Angleterre auprès de la Diète ; il est chargé, de plus, d'une négociation d'alliance avec le Duc de Wurtemberg ⁵ et autorisé à

1. Instructions, l. c., f^{os} 100, 101, 102.

2. Addition, l. c., f^o 113 : « Le Roi est également prest à remplir en faveur des Princes des deux religions les obligations qu'il a contractées par les Traités de Westphalie. »

3. L'expression est de Chavigny. Mémoires, l. c., f^o 182.

4. Addition l. c., f^o 114.

5. Mémoire pour servir d'instruction au sieur de Chavigny passant à la cour de Wurtemberg avant de se rendre à l'employ dont S. M. l'a honoré à la Diette de Ratisbonne, 5 septembre 1726, fait par Pecquet le fils. A. E. W. 17, f^o 120.

payer son concours de la succession de Montbéliard, séquestrée depuis la mort du dernier prince¹. Chavigny doit donc entreprendre la tâche, singulièrement ardue et ingrate, de constituer, en Allemagne, de toutes pièces, un parti français, selon les formules classiques, pour aider et remplacer au besoin le Hanovre, et en vue du partage de la succession autrichienne.

1. Les domaines du prince de Montbéliard comprenaient la ville et la principauté, terres d'Empire, plus neuf seigneuries situées en France, Horbourg et Richwiz en Alsace, Grange, Clerval et Passavant en Franche-Comté, dont la souveraineté appartenait au Roi, Blamont, Clémont, Châtelot et Héricourt, dans la même province, dont la souveraineté était contestée. Le prince de Montbéliard avait « un grand nombre d'enfants nés de différents mariages assez douteux et de concubinages publics. Il en avait d'adoptifs, venus du mariage d'une de ses maitresses avec un premier mary ». Le Duc et le Prince s'entendent en 1715 (Traité de Wilbaden), pour écarter tous ces rejetons ; le Prince se repent ; d'où procès que sa mort interrompt (mars 1723). Le Conseil aulique écarte les enfants (8 avril 1723). Le Duc occupe Montbéliard. Mais le fils aîné, Georges-Léopold, se prétend légitime et en appelle, pour les neuf seigneuries, au Parlement de Besançon et au Conseil de Colmar. Le Roi évoque l'affaire devant son Conseil et met les seigneuries sous sequestre ; elles excitaient sa convoitise par l'importance de leur position, sur le passage de Franche-Comté en Alsace. Le comte de la Marck (*Mémoire*, A. E. W. 17, f^o 59) avait proposé au Roi de les acquérir avec son concours pécuniaire, ainsi que Montbéliard, pour que la France eût une voix à la Diète. D'après le « *Mémoire secret sur les prétentions respectives du Duc de Wurtemberg et du fils aîné du dernier Prince de Montbelliard au sujet des terres de la succession de Montbelliard qui sont en France*. » Août 1724. A. E. W. 17, f^o 30. — Chavigny était porteur de deux projets : 1^o Un traité de restitution des neuf seigneuries, moyennant reconnaissance de la souveraineté du Roi et une rente de 12,000 florins aux enfants ; 2^o un traité d'alliance, impliquant l'obligation de ne pas accéder au traité de Vienne, et de fournir des troupes à la France.

II

Parti de Strasbourg le 26 septembre 1726, Chavigny s'arrêta le 27 à Rastadt, chez le margrave de Bade-Bade, resta deux jours à Carlsruhe chez le margrave de Bade-Dourlach, un bon Allemand « de mœurs assez bizarres¹ », le 5 octobre, il était à Augsbourg, chez le Duc de Wurtemberg. Le 7, il arrivait à Ratisbonne.

Il ne perdit pas un moment pour se faire légitimer. Alors, les difficultés commencèrent : le ministre de l'Electeur de Mayence, baron de Hotten, reçut la lettre de créance avec traduction latine : il consentit à faire annoncer sa légitimation, mais exigea un plein pouvoir. Chavigny argua que sa lettre de créance suffisait, n'ayant aucune affaire spéciale à traiter, mais seulement à faire part à la Diète des intentions saintes et pacifiques du Roi. Il fallut pourtant patienter un mois, en attendant que les ministres fussent autorisés à passer sur la difficulté du plein-pouvoir. Chavigny supportait ces délais sans se plaindre : il fallait entrer en Allemagne par la porte basse. D'autre part, le même jour que lui, arrivait un mandement impérial pour réveiller les prétentions des ministres électoraux au sujet des prééminences qu'ils s'arrogèrent sur les ministres étrangers du second ordre². Chavigny, sans caractère, n'avait garde de donner prise : il fit la première visite et donna l'Excellence, sans affectation, aux uns et aux autres; il traitait indifféremment les Electeurs et les Princes, sur ce

1. Pour tous détails. Chavigny au Roi, 17 octobre 1726. A. E. All. 370, p. 124 (très long et circonstancié).

2. *Ibid.*

qu'étant « comme un particulier » il ne lui convenait pas d'entrer dans les querelles d'un cérémonial qu'il ignorait ¹. Conduite adroite qui lui conciliait les uns et n'aliénait pas les autres. L'essentiel était de n'avoir pas officiellement cédé pour le cérémonial et d'avoir paru cependant faire des concessions. Les préventions favorables créées chez les députés de la Diète par cette entrée de jeu modeste et adroite ne furent pas étrangères à la rapidité relative et à la bonne grâce assez inattendue avec laquelle on procéda, le 18 novembre, à la dictature publique de sa légitimation comme ministre, sans plein-pouvoirs ².

Les premières semaines se passèrent à reconnaître son monde ³. Il attirait les députés par une attitude pleine de réserve et d'onction. « Il ne prétendait ni n'exigeait aucun devoir, mais seulement des dispositions qui répondent à celles où il était de vivre avec un chacun dans la plus grande confiance et dans la plus grande liberté ⁴. » Il donnait successivement à manger à tous, et à leurs femmes, procéda fort goûté en Allemagne ⁵. Ses fonds secrets lui ménageaient des

1. Chavigny au Roi, 25 novembre 1726. A. E. All. 370, f° 294. Munckhausen, ministre électoral de Hanovre, l'aide en lui recrutant des amis aux Princes (au Roi, 28 octobre 1726, *ibid.*, p. 220).

2. Chavigny au Roi, 25 novembre 1726. A. E. All. 370, f° 292.

3. Chavigny au comte de Gergy (ambassadeur à Venise), 14 novembre 1726. A. E. All. 370, f° 251: « Je suis dans un pays où il y a peu d'action et où il s'agit beaucoup moins d'agir que de reconnoître et d'observer. »

4. Chavigny au Roi, 28 octobre 1726. A. E. All. 370, f° 223. Chavigny veut « se faire désirer ».

5. Chavigny à Morville, 25 novembre 1726. A. E. All. 370, f° 299 : « Il me revient de tous côtés qu'ils se trouvent fort bien chez moi et surtout fort à leur ayse. »

intelligences et des renseignements ¹. Il jetait çà et là le fondement de relations personnelles plus suivies, avec le chancelier de Hesse-Darmstadt, Maskowski, le ministre de l'évêque de Wurtzbourg, baron de Halten, celui du Brunswick-Wolfenbüttel, Braw, celui de Bavière, Königsfeld, que ses instructions lui ordonnaient de cultiver ². Il se liait avec le baron de Münckausen, représentant de l'Electeur de Hanovre, qui l'instruisit dans les débuts sur le droit public allemand ; il dirige l'écuyer Isaac Le Heup, envoyé du Roi d'Angleterre ³. Dès novembre, il jette les bases de sa correspondance avec le comte de Terring, premier ministre de l'Electeur de Bavière, qu'il poursuivra avec persévérance jusqu'à son départ ⁴. Ses dehors insinuants semblent, dès l'abord, lui avoir concilié d'assez nombreuses sympathies : dès le mois de décembre, quelques-uns songeaient à lui confier l'arbitrage du cérémonial entre Electeurs et Princes ⁵. Surtout, il abondait en discours généraux sur l'intention du Roi d'observer la paix et les traités de Westphalie, sur la sollicitude de S. M. pour les états de l'Empire, sur la nécessité de se grouper : « Je réponds avec reconnoissance à la confiance qu'ils me témoignent ; je les affermis même autant que je le puis dans le désir qu'ils ont de faire cesser tous les

1. Chavigny à Morville, 29 janvier 1727. A. E. All. 371, f^o 108. Il a des relations secrètes avec un magistrat d'Ulm et un autre de Ratisbonne ; il se procure des relations de la Diète et des copies des délibérations.

2. Au Roi, 28 octobre 1726, citée ; — à Morville, 4 novembre 1726, A. E. All. 370, f^o 238 ; — à Morville, 27 décembre 1726, *ibid.*, f^o 403.

3. A Morville, 27 décembre, citée.

4. La première lettre est du 21 novembre 1726 (A. E. All. 370, f^o 273). Cette correspondance volumineuse est soit au fond Allemagne, soit au fond Bavière, vol. 76 et suivants.

5. A Morville, 27 décembre 1726, citée.

sujets de méfiance et d'aversion qui se sont glissés entr'eux. Mais je leur dis qu'avant de terminer de semblables démeslés, il faut qu'ils s'essayent et se reconnoissent les uns les autres dans ce qui doit faire l'objet de leurs soins pour le maintien de leurs droits les plus essentiels, que, lorsqu'ils seront d'accord sur ce qui concerne leur intérêt commun, il sera bien plus facile de moyenner leur satisfaction réciproque ¹. » Mais il sentait bien, de prime abord, la difficulté de rien faire à la Diète : tous ces députés étaient livrés à l'Autriche ², médiocres, sans idées, sans instructions. « Ce n'est pas à Ratisbonne qu'il faudroit agir, écrivait-il au Roi le 19 novembre 1726; il seroit à souhaiter qu'on pût travailler directement auprès des princes ³. »

C'était la meilleure méthode, sans aucun doute. Dans la querelle des ligues de Vienne et de Hanovre, il était indéniable que l'attitude de l'Empereur devait dépendre de celle de l'Empire, et que les décisions de la Diète ou des Cercles devaient dépendre des dispositions individuelles des princes allemands. Aussi, de janvier à mars 1727, des envoyés impériaux s'essaimèrent-ils à travers l'Allemagne ⁴, pour les sonder et les déterminer. Wurmbrandt dans la Franconie et la Haute-Saxe, Kirschner dans le Wurtemberg et la Souabe,

1. A Morville, 27 décembre 1726, citée.

2. Le ministre du duc de Brunswick-Wolfenbützel, Braw, d'abord sympathique à Chavigny, lui fait défaut en janvier 1727, sous l'influence du ministre du Duc, de Dehn, impérialiste outré. Le comte de Metternich, député du Roi de Prusse, est vieux, podagre, sans résolution, ballotté entre les ordres contradictoires de son maître. Le comte de Königsfeld, envoyé bavarois, est un personnage à double face. Le Heup distribue des gratifications, mais Morville se refuse à en donner, car ces députés prennent des deux côtés.

3. Chavigny au Roi, 19 novembre 1726. A. E. All. 370, f° 261.

4. Chavigny au Roi, 7 janvier 1727, A. E. All. 371, f° 1.

Kinski dans la vallée du Rhin, Sinzendorf le jeune en Bavière et à Mannheim devaient négocier séparément, et obtenir des troupes, avec la promesse du renouvellement de l'union conclue par les Cercles à Heilbronn en 1714. Ils emportaient un bagage de bonnes raisons : la question d'Ostende était commune à l'Empereur et à l'Empire, les Pays-Bas faisant partie du cercle de Bourgogne : les pamphlets de Du Mont leur fournissaient plus d'un argument excellent contre le traité de Hanovre ¹. Mais surtout ils savaient mélanger la séduction et la menace. Du Wurtemberg, Kirschner exigea avec hauteur ² ; en Bavière, Sinzendorf se fit humble et insinuant ³ ; à Mannheim et dans le Palatinat, Kinski et Sinzendorf poursuivaient presque de maison en maison le malheureux prince de Sultzbach, à qui le traité austro-prussien d'octobre venait d'enlever l'expectative de Berg et de Juliers, afin de lui faire signer sa renonciation, proposant à son indignité le duché des Deux-Ponts et la cession de la terre de Sultzbach au prince Lobkowitz ; ainsi ils pensaient conserver le Palatin, après l'avoir trahi ⁴. Si la Cour de Vienne agissait à l'égard de souverains notables avec ce sans-gêne, on doit penser quel était son pouvoir dans les petites cours. Les missionnaires impériaux obtinrent la convocation des diètes des cercles, et d'un congrès général à Francfort, pour le printemps.

1. Analyse du traité de Hanovre par le baron de Carlscroon, mieux connu sous le nom de Du Mont, dans ROUSSET. *Recueil historique d'actes, négociations, mémoires et traités*, 5 vol. in-12. La Haye, 1728, vol. II, 310.

2. Chavigny au Roi, 29 janvier 1727 (d'après Schütz). A. E. All. 371, f° 90 ; 24 février 1727, *ibid.*, f° 178 ; 2° mars 1727, *ibid.*, f° 329.

3. Chavigny au Roi, 24 février 1727, citée (f° 169).

4. Chavigny à Morville, 4 février 1727. A. E. All. 371, f° 146.

Chavigny ne pouvait guère s'opposer efficacement au torrent. Sans doute, Münckhausen lui fournissait de bons arguments juridiques contre la thèse du cercle de Bourgogne ; il s'ingéniait à prouver que l'affaire d'Ostende, étrangère à l'Empire, pouvait lui devenir funeste, en contribuant à l'accroissement du pouvoir impérial ¹ et répandait une réponse à l'« analyse du traité d'Hanover » de Du Mont ². Mais, en dépit du goût des Allemands pour les discussions théoriques, ses discours ne produisaient pas grand effet. Au fond, il n'y croyait guère. Son plan était d'opposer négociation à négociation. « Je ne voudrais pas qu'un ministre de l'Empereur parut dans aucun cercle qu'il ne trouva toujours pour ainsy dire un ministre du Roy vis-à-vis de luy ³. » Il avait soif d'action et de mouvement, demandait la permission d'aller à Munich, puis à Nüremberg. Il se flattait, non sans raison, de former une neutralité : quelques princes y inclinaient nettement, l'évêque de Salzbourg, celui de Wurtzbourg, les deux maisons de Bade, le duc de Brunswick-Wolfenbüttel. De ce parti naissant, le Wurtemberg devait être comme le soldat. Depuis le 5 octobre, Chavigny suivait activement une négociation avec le subtil et astucieux baron de Schütz⁴, ministre

1. A. E. All. 371, f° 19. Pièce de Münckhausen-Chavigny, 7 janvier 1727, *ibid.*). *Quaestro, au obligetur Imperium Romanum Germanicum, ut bello se immisceat quod commercii causa, in Indiam Orientalem forte exoriturum est ?* Cf. Chavigny à Morville, 3 décembre 1726. A. E. All. 370, f° 336.

2. Parue dans les premiers jours de janvier 1727. « Elle n'a pas fait icy tous les progrès que nous en aurions dû espérer. » (Chavigny à Morville, 21 janvier 1727, A. E. All. 371, f° 71.) La Réponse est dans ROUSSET, II, 338.

3. Chavigny à Morville, 28 décembre 1726. A. E. All. 3370, f° 440.

4. Sur cette négociation, voir Chavigny au Roi, 17 octobre 1726 (récit du passage à Augsbourg et à Ludwigsburg). A. E. All. 370,

du duc de Wurtemberg, pour s'assurer l'alliance de ce prince, moyennant la restitution des neuf seigneuries de la succession de Montbéliard ; malgré les chicanes soulevées par l'Allemand, soucieux surtout d'attirer à son maître famélique des subsides de paix ¹, Chavigny croyait à la conclusion et y attachait de grandes espérances : « Je ne sçais pas encore à quel prix V. M. s'assurera du duc de Wurtemberg, écrivait-il le 24 février, mais je sçay bien qu'en s'assurant de lui, Elle s'assurera de toute la Haute-Allemagne ² ». Schütz était en effet le grand promoteur et l'infatigable propagandiste de l'idée de neutralité ³. Enfin, outre le Palatin, détaché de la Cour de Vienne, l'Electeur de Bavière lui-même, malgré son récent traité avec l'Autriche, à travers toutes sortes d'hésitation, faisait paraître des « dispositions naissantes ». Kœnigsfeld avait communiqué à Chavigny, par ordre, toutes les négociations de son maître avec la Cour impériale ; l'Electeur avait reçu Sinzendorf d'une manière ambiguë, promis la convocation de son cercle, et fait savoir au ministère français qu'il n'en résulterait rien ⁴. Micux encore : Schütz envoyé à Munich avait pu s'entendre avec l'Electeur sur les mesures à prendre « pour asseurer contre tout événement la tranquillité de l'Empire ⁵ ». Ces heureux pronostics transportaient

1^o 142 sq. ; le Roi à Chavigny, 15 janvier et 19 février 1727 ; *ibid.* 370, f^o 444, et 371, f^o 119.

1. « L'exemple du Landgrave de Hesse-Cassel leur a tourné la tête. » (Chavigny, 2 avril 1727. A. E. All. 372, f^o 28).

2. A. E. All. 371, f^o 178.

3. Chavigny au Roy, 7 janvier 1727. A. E. All. 71, f^o 15 sq.

4. Chavigny à Morville, 10 février 1727. A. E. All. 371, f^o 154, et au Roi, 24 février 1727, *ibid.*, f^o 169 ; à Morville, m. date, f^o 191.

5. Chavigny à Morville, 20 mars 1727. All. 371, f^o 317, très longue et très importante (24 f^{os}) sur le commencement de l'évolution de

Chavigny et lui faisaient entrevoir la réalisation possible d'un projet qui lui tenait au cœur, d'un parti neutre dépendant de la France « dans l'esprit de la ligue du Rhin » ¹.

Mais le cardinal Fleury, qui paraît suivre sur ce point les suggestions du ministère anglais, ne voyait dans ces dispositions des princes allemands qu'un présage de simple neutralité dans l'affaire d'Ostende. Son ambition, non plus que celle des Walpole et de la régence de Hanovre, ne s'étendait pas plus loin. Il refusait à Chavigny les tournées que celui-ci sollicitait ²; il se déroba à toute demande de subsides de la part de Wurtemberg, au grand regret de l'envoyé et au risque de rompre la négociation, ce qui arriva effectivement ³. Il avait emprunté à Saint-Saphorin l'idée de faire, en forme et conjointement avec les Anglais, une proposition de neutralité à la Diète ⁴. Chavigny différait d'avis avec le

l'Electeur de Bavière et la mission Schütz à Munich : « Dieu soit loué, dit Chavigny à Kœnigsfeld, vous commencez à y entrer, mais ce n'est pas tout, si vous ne sçavez pas vous étayer de tout ce qui peut vous y soutenir ; vos projets sont glorieux, mais ils me semblent encore informes. » Les deux princes voudraient armer et faire servir l'armement à la neutralité. Mais le Roi ne veut pas l'armement, pour échapper à des demandes de « subsides ruineux », et conseille l'inertie à la Bavière et au Wurtemberg (le Roi et Morville à Chavigny, 20 mars 1727, *ibid.*, f^{os} 266 et 269).

1. Chavigny au Roi, 17 octobre 1726. A. E. All. 370, citée.

2. Le Roi à Chavigny, 19 janvier 1727. A. E. All. 371, f^o 42.

3. Chavigny au comte de Grevenitz, 9 avril 1727. A. E. All. 372, f^o 50 ; au Roi, 14 avril 1727., *ibid.*, f^o 74. La négociation s'est rompue, non seulement parce que le Roi refuse les subsides, mais parce que la paix étant sur le point de se conclure, le Duc ne voit plus d'occasion de vendre ses soldats.

4. Morville à Chavigny, 15 janvier 1727. A. E. All. 371, f^o 37. L'idée est bien de Saint-Saphorin : « J'ay seu par le canal de M. de Heup que M. de Saint-Saphorin a proposé en dernier lieu à M. Townshend

Cardinal ; il croyait que l'affaire d'Ostende devait être le prétexte dont on pourrait utilement se servir pour faire sentir aux états de l'Empire la nécessité de se rendre plus indépendants de la Cour de Vienne, pour les grouper et ouvrir à la France une carrière nouvelle et brillante, non pas à l'ombre de l'Angleterre, mais en dehors d'elle, et en se servant d'elle ¹. Une proposition de neutralité à la Diète était inopportune : « Je suis persuadé, écrivait-il, que le risque serait trop grand et qu'il ne peut jamais convenir de mettre en délibération une proposition de si grande importance quand on n'est pas bien sur de son fait... La retenue de l'Empereur doit servir à nous encourager, mais elle doit nous ap-

de faire une déclaration à l'Empire qui tendroit à faire expliquer l'Empire même sur le point de la neutralité à l'occasion des affaires présentes. » (Chavigny à Morville, 21 janvier 1727, *ibid.*, f° 67.)

1. « Si le raffermissement de la paix publique ne dépendait que de la révocation de l'octroy du commerce d'Ostende, une déclaration à la Diète ne serait pas indifférente ; mais je croy, Sire, que dans la force où vous estes et dans la réputation que votre gouvernement prend chaque jour, vous pouvez prétendre à quelque chose de plus pour remettre plus d'ordre qu'il n'y en a, non seulement dans l'Empire, mais dans toute l'Europe et regagner la supériorité qui vous convient. » (Chavigny au Roi, 28 décembre 1726. A. E. All. 370, f° 432). — « Il ne m'appartient pas de pénétrer dans les vues ou dans les desseins de S. M., mais quels qu'ils soient, il conviendrait mieux, sans se déclarer ny sans se commettre, de laisser espérer aux Princes et Etats de l'Empire, que, quelque intérêt que l'on prenne à l'affaire d'Ostende, on ne négligera pourtant pas, lorsque l'on en viendra à un Congrès général, tout ce qui pourrait servir à la restauration de leurs droits et de leurs privilèges, et au rétablissement du bon ordre dans l'Empire..... il faudra bien tost ou tard entamer cette matière, *si nous voulons tirer tout le party que nous pouvons prétendre de notre situation et de nos alliances*, pour jeter les fondements solides de la grandeur et de la prospérité à laquelle le Roy doit atteindre. » (Chavigny à Morville, 7 janvier 1727. A. E. All. 371, f° 28).

prendre en même temps celle que nous devons avoir surtout quand nous ne sommes pas les plus forts icy et que nous ne pouvons travailler avec quelque succès *que par le détail*, comme je l'ay déjà observé ¹ ». Le 29 janvier, il développait en termes pleins de force et de raison : « Si j'ose m'expliquer librement, la neutralité ne peut être bonne à mon avis que lorsqu'elle sera particulière à quelques princes et à quelques cercles : pour lors, le party neutre dépendra de V. M. parce qu'il ne peut subsister dans cet état que sous sa protection. Si l'on le soutient comme on pourroit le soutenir et surtout s'il étoit armé comme il pourroit l'être on ne sçait pas ce que l'on en pourroit espérer pour le réunir insensiblement à l'alliance d'Hannover ². » C'étoit là toute la question. « Si l'on avoit gagné les cercles de Souabe et de Franconie, on auroit assez gagné ³. » Il estimait convenable néanmoins et même urgent, pour aider au résultat, que le Roi protestât d'une façon authentique et solennelle contre les desseins offensifs que l'Empereur lui attribuait, à cause des armements qui se faisaient sur la frontière et dont il se servait pour entraîner les cercles ; une telle déclaration devait être basée sur les traités de Westphalie. « Si l'étude de ces mêmes traités a fait le premier objet de ses occupations, ils feront aussi le principal objet de son travail et de sa politique ⁴. » Ainsi on encourageait les bonnes volontés naissantes ; mais il fallait que Le Heup fit une déclaration analogue, et surtout Chavigny réclamait des mouvements de troupes, des

1. Chavigny au Roi, 21 janvier 1727. All. 371, f^{os} 67-68.

2. Chavigny au Roi, 29 janvier 1727. All. 371, f^o 102.

3. Chavigny à Morville, 29 janvier 1727. All. 371, f^o 107.

4. Chavigny au Roi, 24 février 1727. All. All. 371, f^o 176. « Le succès de l'exécution dépend de la diligence » : à Morville, même date, f^o 199.

démonstrations militaires susceptibles d'intimider ceux que ne toucherait pas « la sainteté des intentions de S. M. »

III

C'est à ce parti que Fleury s'arrêta. Le 19 février, Morville lui envoyait une déclaration à faire à la Diète, en la présentant « conformément à l'usage présent et le plus propre à la faire recevoir sans la moindre contradiction ¹. » Mais en

1. Le Roi à Chavigny, 19 février 1727. Morville à Chavigny, même date. *All.* 371.

Mémoire que M. de Chavigny remettra à la Diète dans la forme ordinaire (joint à la lettre du 19 février 1727), dicté par Mgr le cardinal de Fleury, *ibid.* f^o 129. — « Quoique S. M. T. C. ait lieu de croire que la droiture de ses intentions pour le maintien de la paix, et en particulier pour la tranquillité du Corps Germanique, soit parfaitement connue, ayant appris neantmoins qu'on affecte de rendre ses desseins suspects, S. M. a jugé à propos d'en faire une déclaration précise et solennelle afin qu'ils ne puissent être ignorez de personne et pour dissiper aussi les allarmes qu'on a voulu exciter sur les préparatifs qui se font dans son Royaume ainsi que dans plusieurs Etats des Puissances ses alliées.

Tout le monde sçait les motifs qui ont porté S. M. T. C. à conclure des traités avec d'autres puissances, et c'est un effet naturel de la prévoyance que tout prince doit avoir pour la sûreté de ses Etats lorsqu'il voit se former des nuages au dehors capables d'en altérer le repos et la tranquillité ; mais Elle déclare aujourd'huy comme Elle l'a déjà fait dans plusieurs autres occasions que ces traittés sont purement deffensifs et qu'ils ne tendent uniquement qu'au maintien de la paix de l'Europe.

Il est vray que dans un de ces traittés, S. M. T. C. s'est rendue garante du 5^e et du 6^e article de celui de Münster en faveur des Etats Généraux, mais il est notoire que la garantie de ces articles ne regarde ni directement ni indirectement le Corps Germanique et que par conséquent il n'y a aucun intérêt.

S. M. T. C. est donc persuadée que les Princes et Etats de l'Empire ne prendront aucun part à une quereille qui leur est absolument

même temps, Chavigny était autorisé à insinuer aux princes intéressés l'idée de former un parti neutre : « Je regarderais comme un bien que ce que vous insinueriez dans cet esprit sans aucune affectation qui ressemblast à une proposition directe pût donner lieu au renouvellement des traités connus sous le nom de ligue du Rhin et qui assurèrent la tranquillité des princes qui y entrèrent jusqu'à ce que la paix fust entièrement rétablie. » Chavigny avait partie gagnée et se trouvait en mesure d'agir.

Il porta lui-même la déclaration royale au ministre électoral de Mayence ¹, « un déposit aussi sacré que celui que

étrangère et Elle a bien voulu leur déclarer, comme Elle le déclare aujourd'hui par son ministre à Ratisbonne soussigné qu'Elle est bien éloignée de songer à enfreindre le territoire de l'Allemagne, qu'Elle emploiera au contraire, quelque chose qui puisse arriver, tous ses soins et toute son attention à ce que le territoire de l'Allemagne, aussi bien que les droits, privilèges et tranquillité des membres du Corps Germanique n'en souffrent aucune atteinte : sur laquelle assurance, Elle désire qu'on compte comme sur une parole royale et inviolable, espérant en même temps de l'équité du Corps Germanique qu'il voudra bien répondre de son côté à la pureté et à la droiture des intentions de S. M. T. C. par les mêmes sentiments et les mêmes dispositions.

S. M. T. C. ayant appris qu'on répandait le bruit que son ambassadeur à la Porte sollicitait secrètement les Turcs de prendre des résolutions contraires au repos de l'Empire, S. M. T. C. déclare formellement que c'est une calomnie et que son ambassadeur à Constantinople n'a fait, ni eu ordre de faire directement ni indirectement aucune démarche semblable.

Elle déclare enfin qu'Elle observera fidèlement les Traités de Westphalie dont Elle est garante, et qu'Elle sera toujours prête à en donner des assurances plus précises à chacun de ceux qui pourroient le désirer, soit par rapport à leur intérêt personnel, soit pour l'intérêt commun du Corps Germanique. »

1. Pour tous détails, voir Chavigny au Roi, 8 mars 1727. All. 371, f^o 231.

V. M. m'a confié ne devant sortir de mes mains que pour entrer dans les siennes. » L'ayant lue et commentée, il demanda une convocation extraordinaire des collèges pour la dictature publique. Si le baron de Hotten eût fait un pareil pas, il se fut rendu d'un coup indépendant de la Cour de Vienne. Il ne l'osa pas, prétexta le manque d'instructions, refusa pourtant de dépêcher un courrier à l'Electeur qui était à Bamberg, s'obstina à attendre l'ordinaire. De toute évidence, il voulait donner à la Commission impériale le temps de recevoir ses ordres de Vienne. Or les commissaires, pleins d'irritation, qualifièrent la déclaration de « pièce séditieuse », conçue dans le dessein de séparer les membres de l'Empire d'avec leur chef : ils affirmèrent que l'Empereur ne souffrirait pas qu'elle fut dictée ¹. Chavigny insista, revint plusieurs fois à la charge : il hausse le ton : ce n'est plus le ministre modeste et effacé d'octobre ; il parle maintenant au nom du plus grand roi de l'Europe. Vainement : il dut attendre que la Cour de Vienne eût répondu. Elle le fit sous les espèces d'une contre-déclaration ², dictée immédiatement

1. La commission impériale a fait deux décrets de commission pour en interdire la dictature ; elle a été approuvée par l'Empereur. Chavigny à Morville, 20 mars 1724, All. 371, f° 332.

2. All. imprimé en allemand, f° 314. Traduction française, f°s 281, 287, 293, 299, 306.

« Au contraire on doit bien savoir également quelles inventions dangereuses on a entrepris de la part de quelques puissances chrétiennes tant au dedans qu'au dehors de l'Empire pour troubler la tranquillité publique, pour introduire une puissance supérieure aussi dangereuse qu'elles est inouïe en Europe et particulièrement dans l'Empire Romain »..... Desseins peu pacifiques et vues secrètes et cachées de ceux qui en veulent tant à S. M. I. qu'à sa Serenissime maison archiducal..... Il semble que l'on soit prêt de reprendre les hostilités contre S. M. I. et le Saint-Empire Romain..... [le mémoire présenté par Chavigny] d'où il est facile de conclure avec

après la pièce française, le 17 mars 1727, en forme de décret de commission : ce décret mettait en parallèle les intentions belliqueuses des alliés de Hanovre, la harangue du Roi d'Angleterre à son Parlement, les négociations de la ligue, leurs tentatives perfides pour dissoudre l'union entre l'Empire et son chef, avec les intentions pacifiques de S. M. I., ses offres répétées de négocier, appuyées de pièces et de documents, et faisait appel en terminant à la solidarité entre l'Empereur et le Corps Germanique. Le ton de cette pièce était rêche, plein d'une âpre humeur, surtout contre le Roi d'Angleterre et contrastait avec la sérénité et la modération de la déclaration française. « L'Empereur perd toute mesure, écrivait Chavigny, toute règle de bienséance, de conduite et de vérité¹. »

A vrai dire, l'effet de la contre-déclaration ne répondit pas à l'attente de la Cour impériale. Chavigny avait eu soin, en attendant, de communiquer son mémoire aux députés les plus notables ; les autres venaient le lui demander. Sa contenance à la fois ferme et conciliante frappait, par con-

quelles ruses et nouveaux artifices on tâche de mettre la division entre le chef suprême de l'Empire et ses membres en les faisant entrer sous un nom métaphorique inconcevable « (le terme de Corps Germanique) ». Le décret revient sur l'accusation de connivence avec la Porte. « Les Electeurs, Princes et Etats aideront S. M. I. à prendre toutes les mesures nécessaires et utiles pour la défense de sa personne, comme aussi de l'honneur et de la dignité de S. M. I. qui se trouve sensiblement lésée, comme aussi pour le soutien de l'autorité du Saint-Empire et de tous ses membres, de même que pour le bien et le repos intérieur et extérieur de tous les Pays et Provinces qui en font partie. »

La contre-déclaration était accompagnée : 1^o d'une copie du traité de Vienne (1725) ; 2^o d'un imprimé, les représentations faites à S. M. Britannique par le résident Palm ; 3^o de la lettre de Sinzendorf à Palm à ce sujet.

1. Chavigny à Morville, 20 mars 1727. A. E. All. 371, f^o 334.

traste avec la roideur et l'air d'insupportable autorité des commissaires de l'Empereur. Cette occasion avait mis en plein jour l'abaissement des princes et particulièrement l'incroyable faiblesse du directoire de Mayence ¹. Le baron de Hotten avouait lui-même sa sujétion et s'en excusait au collège électoral ; ses complaisances mettaient en péril le droit de légation dont jouissait la Diète, *jus mittendi et recipiendi legatos* ; grâce à lui, on n'avait jamais vu la commission « donner avec autant d'éclat une aussy grande atteinte aux privilèges du Corps Germanique ². » Chavigny s'en réjouissait, comptant que de pareils procédés auraient pour effet « d'augmenter le mécontentement général contre les loix que la Commission Impériale veut imposer à un corps libre ³. » En fait, un soulèvement universel se produisit contre le Directoire ; plusieurs ne craignirent pas de s'en expliquer publiquement. Chavigny attisait le feu, en faisant paraître une compassion affligée à l'égard des états traités comme valets ou esclaves. Ces dispositions favorisaient ses progrès ; l'envoyé français, frappé auparavant d'une sorte de quarantaine par les Impériaux, voyait affluer chez lui les députés allemands ⁴. L'envoyé de Wurtzbourg et Schütz s'abouchaient chez lui pour la neutralité ; l'évêque de Liège se déclarait ouvertement ⁵ : « Qu'ils commencent à se parler et à correspondre les uns avec les autres pour une fin si

1. Pour tous détails relatifs à la déclaration française, Cf. Chavigny au Roi, 8 mars 1727. A. E. All. 371, f° 231.

2. Le Roi à Chavigny, 20 mars 1727. A. E. All. 371, f° 262. Il le complimente pour la manière dont il a conduit l'affaire.

3. Le Roi à Chavigny, 20 mars 1727, citée.

4. Chavigny à Morville, 20 mars 1727. A. E. All. 371, f° 338. « Je remarque qu'ils deviennent moins réservés sur ce point. »

5. A Morville, 20 mars, 1727, citée.

louable, il ne faut point s'embarrasser ny des motifs, ny des moyens qui les font agir non plus que de la forme qu'ils donnent à leurs desseins ; comme ils ne peuvent les exécuter sans s'associer les uns aux autres, nous pouvons nous reposer sur la diversité de leurs intérêts comme de leurs sentiments, parce qu'il n'y aura que le bien public et la sécurité commune qui puissent les réunir au même objet, et c'est tout ce qu'il nous faut pour parvenir au nôtre ¹. »

Par malheur, Chavigny était mal secondé par nos alliés les Anglais. La déclaration anglaise arriva en retard, au beau milieu de tout ce tapage, et, coïncidence fâcheuse, au moment de la querelle aiguë suscitée à Londres entre l'Autriche et l'Angleterre par le libelle du résident Palm². Münckhausen en fut « épouvanté ». Le Heup, jeune et sans expérience, hésitait. Chavigny l'entraîna et fit remettre la pièce le 19 mars ³. Les commissaires firent un crime capital au Directoire de l'avoir reçue, avec une telle acrimonie que le malheureux Hotten, pour la première fois, se révolta et porta la chose devant la Diète ⁴. L'assemblée ne pouvait guère, dans l'état des relations personnelles de Charles VI et de Georges I^{er}, refuser de se solidariser avec l'Empereur. Le 31 mars, on décida de renvoyer à Le Heup son mémoire, et, s'il le refusait, de le lui laisser « sur une table ou ailleurs ⁵ ». Le

1. A Morville, 20 mars 1727, citée.

2. Voir ROUSSET, ouvrage cité, III, 349. Le mémoire de Palm, assez insolent pour Georges I^{er}, est du 13 mars 1727. Consulter W. COXE, *Memoirs of the life and administration of S. Robert Walpole*. Londres, 1798, vol. I, chapitre XXIX. — Lord MAHON, *History of England from the peace of Utrecht to the peace of Versailles*. Leipzig, Tauchnitz, 1853, vol. II, p. 109.

3. Chavigny à Morville, 20 mars 1727, citée.

4. Chavigny à Morville, 24 mars 1727. A. E. All. 371, f^o 354.

5. Chavigny à Morville, 2 avril 1727. A. E. All. 372, f^o 37.

pis, c'est que Le Heup se sauva à Augsbourg, sous un prétexte, pour éviter de le reprendre ; il ne rentra que pour se voir expulsé dans les 48 heures de Ratisbonne, dans les 15 jours d'Allemagne ¹. « L'Empereur, écrivait Chavigny avec mélancolie, vient de gagner une sorte de victoire ². » Cette aventure montrait qu'il ne fallait guère compter sur le Hanovre dans l'Empire. L'Electeur y était impopulaire ; les protestants n'avaient pas été les moins acharnés contre lui, dans la délibération du 31 mars ³. En vain Chavigny, excité par Fleury ⁴, mais sans enthousiasme, s'ingéniait-il « à parler et à agir publiquement pour M. Le Heup » ; à justifier S. M. B., à faire cause commune avec lui, à demander qu'on protestât contre l'expulsion de son ministre ⁵. L'Electeur était de plus mal servi : Münckhausen, excellent homme, était « timide, pusillanime, contraint par le ministère d'Hannover ⁶ » ; il n'avait du reste aucune instruction ⁷ ; le 31

1. Chavigny à Morville, 2 avril, citée ; au Roi, 14 avril 1727, *ibid.*, f° 72.

2. A Morville, 2 avril, citée. « L'aventure de M. Le Heup est fâcheuse. »

3. A Morville, 2 avril, citée.

4. Le Roi à Chavigny, 9 avril 1727. A. E. All. 321, f° 378 ; *id.*, 15 avril 1727, *ibid.*, 372, f° 59 : « Soyez plus attentif que jamais à ce que la cour de Vienne proposerait contre le Roi d'Angleterre, Electeur d'Hannover, et à empêcher par toute la prévoyance et par tous les moyens possibles qu'il ne soit pris aucune résolution sur le fond des intérêts qui tende à attaquer ou l'état actuel de l'Electeur d'Hannover ou aucun des pays qui y ont été annexés. » Ordre, également, de travailler « à diminuer l'esprit d'aliénation qui règne contre l'Electeur d'Hannover ».

5. Chavigny au Roi, 26 avril 1727. A. E. All. 372, f° 142.

6. Au Roi, 2 avril 1727. A. E. All. 372, f° 18 ; à Morville, même date, *ibid.*, f° 36

mars, il n'eut même pas l'idée de défendre son maître et écouta, sans protester, Sinzendorf citer l'exemple de la proscription des Electeurs de Cologne et de Bavière. Il ne fallait pas se le dissimuler : le roi d'Angleterre était un poids mort que la France traînait après elle : « Son crédit ne répond pas à ce que V. M. doit s'en promettre ¹. » L'alliance de Hanovre apparaissait comme une duperie, puisqu'un de ses objets étaient d'aider la France à reprendre dans l'Empire son influence d'autrefois. Premier avertissement que l'histoire de l'Union Electorale devait deux ans plus tard confirmer.

IV

Cependant les diètes des Cercles se réunissaient, en mars et avril 1727 ² ; par les résolutions prises, on vit bien que l'Empereur en ferait ce qu'il voudrait. Leur décision, quoique subordonnée à celle du congrès qui devait se tenir à Francfort, tendait à une augmentation du contingent, qui devait être prêt pour le 1^{er} août ³. Il y avait eu peu de résistances. Seul, le cercle de Bavière n'avait pas été convoqué par l'Electeur, qui en formait à lui tout seul la presque totalité ; mais ce prince était lié à l'Autriche par un traité. Sans doute, il proposait de s'entendre avec le Duc de Wurtemberg

1. Au Roi, 26 avril 1727, citée. Une des principales raisons du traité de Hanovre était d'avoir l'Electeur à la disposition du Roi dans l'Empire.

2. La diète du cercle de Franconie (Nüremberg), celle du cercle de Souabe (Ulm), celles du Haut-Rhin (Francfort), du Bas-Rhin (Cologne) et d'Autriche (Vienne).

3. A. E. All. 372, f^o 52 et suivants : résolutions des cercles de Souabe (29 avril 1727) et du Haut-Rhin (7 avril 1727).

et quelques autres, d'armer, et de faire servir cet armement à faire respecter la neutralité de l'Empire. Quoi de plus chanceux et même de plus imprudent, l'Empereur ayant toujours les moyens de faire servir les contingents de l'Empire à ses vues particulières, comme l'expérience l'avait démontré ! La guerre éclatant, il fallait que Bavière et Wurtemberg, si ces états armaient, fussent pour l'Empereur ou contre lui ; mieux valait rester inactifs et ne pas armer. D'ailleurs, ce que ce projet pouvait avoir de réalisable s'évanouit avec la défection du duc de Wurtemberg ; n'ayant cherché dans la négociation avec la France que l'entrée en possession des 9 seigneuries, et surtout des subsides qui remplissent son trésor vide, découragé par les refus du ministère français, après avoir de son mieux retardé la convocation de la Diète de Souabe, il avait fini par passer du côté de l'Empereur et avait concouru dans cette même Diète à toutes ses demandes ¹. Ainsi, malgré les dispositions de quelques princes, la Cour de Vienne pouvait compter sur l'aide de la fraction la plus importante de la Haute-Allemagne.

Chavigny accusait de cet insuccès les dispositions pacifiques du gouvernement français. Malgré sa souplesse, qui sait à propos courber l'échine et louer les ordres qu'il désapprouve, on sent ses regrets de la rupture de l'alliance wurtembergeoise, accrochée à une question d'argent ; les éloges apprêtés dont il avait couvert la déclaration royale dissimulent mal l'opinion qu'il avait de sa faiblesse. C'est lui qui avait excité Le Heup et lui avait soufflé des conseils de vigueur ; il eût voulu lui voir recevoir le coup en pleine poitrine, au lieu de l'esquiver. La Cour l'avait désapprouvé ².

1. Chavigny au Roi, 15 mai 1727. A. E. All. 372, f° 234.

2. Le Roi à Chavigny, 3 mai 1727. A. E. All. 372, f° 166.

Le 26 avril 1727, au moment où la pacification s'annonce prochaine, il expose ses déceptions et les conséquences qu'il en craint : seule une attitude énergique eût pu éviter l'aventure fâcheuse du ministre anglais, faire obstacle aux abus de pouvoir de l'Empereur vis-à-vis des états de l'Empire, et accélérer la formation d'un parti neutre. Mais la Cour de Vienne sait que les alliés ne veulent point de guerre : « Elle a voulu profiter d'une situation qui lui a paru favorable pour faire impunément sur les Etats de l'Empire des entreprises, qui, dès qu'elles ne sont pas contredites par l'Empire même, deviendront par la suite des prescriptions contre leurs privilèges et autant de droits acquis à l'Empereur pour subjuguier avec plus de succès ce qui leur reste encore de libertés germaniques. Voilà, Sire, ce que la Cour de Vienne aura gagné. Je l'ai prévu et j'ai pris la liberté de le faire remarquer plus d'une fois à V. M., si l'Empereur peut échapper aussy heureusement qu'il est à la veille d'échapper aux projets et aux ressentimens qu'il pouvoit craindre *d'une ligue qui devoit être l'époque de sa décadence*. Le mal est difficile à réparer par rapport à l'Empire et je flatterois vainement V. M. si je lui laissois espérer qu'il fust possible d'y remédier, si l'on ne se ménage pas des conjonctures et des dispositions qui nous ouvrent une autre carrière ¹. » Tout n'était pas perdu cependant ; le Roi de France gardait encore la faculté de choisir les partis de vigueur ou de modération. Chavigny était favorable aux premiers. « Je voudrois communiquer à la Diète de l'Empire les préliminaires sous le prétexte d'une nouvelle déclaration qui demanderoit aux Etats de l'Empire de s'expliquer eux-mêmes et qui leur donneroit un terme fixe... Vous êtes en droit, Sire, de demander à ces mêmes

Cercles raison de ces précautions qui ne témoignent que d'une défiance injurieuse à la Déclaration que vous avez faite à tout le corps de l'Empire. » Le moment est venu des « grandes actions », des « moyens supérieurs » ; et il demandait formellement l'autorisation de mettre les « réflexions si justes et si savantes de S. M. dans un plus grand éclat, c'est-à-dire avec moins de ménagement pour l'Empereur ¹. »

Mais Chavigny n'était pas dans le secret de Fleury. Morville, qui, appuyé par Pecquet, eût certainement compris et favorisé cette politique, n'avait pas davantage la confiance du Cardinal ². Depuis longtemps, celui-ci travaillait à un rapprochement avec la Cour de Vienne ; c'était volontairement qu'il n'avait pas voulu relever ce que la contre-déclaration impériale avait d'âpre et de cassant ³. Le projet-ultimatum des préliminaires de Paris venait d'être expédié à Vienne ⁴ et on prévoyait qu'il serait accepté. Dans ces circonstances, il eût été inopportun de menacer : on se fût, en outre, aliéné les princes allemands qui n'eussent pas admis une intervention étrangère dans les affaires intérieures de l'Empire. Fleury adopta donc les voies de douceur, conformes à son génie et plus propres, il faut bien le dire, à désar-

1. Chavigny au Roi, 26 avril 1727, citée, f^{os} 136 et suiv. : « En même temps que je pensois ou que j'agissois avec tant de précautions, je me réservoïis l'espérance des grandes actions, lorsque le tems seroit venu.... Le moment est venu. »

2. Depuis la disgrâce du duc de Bourbon, Morville est virtuellement remplacé par Chauvelin, que Fleury consulte journellement.

3. Cf. Le Roi à Chavigny, 9 avril 1727. A. E. All. 371, f^o 378 : « La crainte seule de troubler par aucun acte les mesures qui ont été prises pour ouvrir à la cour de Vienne une porte vers la conciliation m'empêche de m'élever comme je le devrois contre ce décret. »

4. Deuxième ultimatum des alliés de Hanovre, 9 mai 1727. ROUSSET, op. c. III, 214.

mer des défiances enracinées ¹, et à favoriser les progrès d'une influence à ses débuts. Il enjoignit donc à Chavigny de se rendre au congrès de Francfort pour remettre aux Cercles une déclaration nouvelle, relative à la précédente ² ; il lui donna l'ordre de ne rien dire ou faire qui pût sentir la menace, de communiquer les Préliminaires projetés, comme une preuve des bonnes intentions du Roi, d'agir vite et secrètement, et de retourner directement à Ratisbonne.

Chavigny était à Francfort le 24 mai³. « Je n'y étois pas attendu et l'on m'y souhaitoit encore moins. » Le ministre de Mayence l'accueillit « avec surprise et épouvante ». Il courut s'entendre avec le délégué impérial, comte de Wurmbardt ; après quoi il refusa la lettre de créance et la déclaration sous prétexte que les Cercles étant réunis pour « des affaires domestiques », il n'y avait pas lieu d'admettre des ministres étrangers. En attendant, les députés, stylés par

1. Noter les sentiments d'hostilité des Allemands contre la France : voyez une lettre de Villebois, résident à Mayence, 20 juin 1730. A. E. M. 39, f° 153° : « Cette partialité (contre la France) est generale et s'étend jusque parmi le peuple. »

2. Le Roi à Chavigny, 14 mai 1727. A. E. All. 372, f° 189. Lettre de créance, f° 195. Déclaration, f° 196 et 268 : « ... Le Roy est persuadé que ce qui donne lieu à la présente assemblée ne provient d'aucun doute que l'on ait sur la droiture de ses intentions, et convaincu que les insinuations contraires que l'on auroit pu faire pour allarmer les princes de l'Empire n'auroient fait aucune impression aux Princes qui sont representez icy. Ce n'est que par un excez de délicatesse de sa part que S. M. a ordonné de leur déclarer encore en son nom qu'il veut sincèrement remplir à l'égard de l'Empire les derniers traittés qui ont heureusement rétably la paix, qu'Elle est dans a ferme résolution de ne pas enfreindre le territoire de l'Allemagne, etc... »

3. Tous les détails qui suivent sont tirés de la dépêche au Roi, du 3 juin 1727, datée de Francfort. A. E. All. 372, f° 293.

Wurmbrandt, faisaient le vide autour du Français. « Aussi dépendants pour le moins et aussi prostitués que ceux de Ratisbonne », « ils ne savaient tous, pour me bien exprimer, ny que devenir, ny où se mettre. » Chavigny parvint pourtant, le 26, à forcer la porte des deux ministres de Mayence. Ses reproches habiles, ses insinuations sur le « malheureux esclavage » des membres des assemblées germaniques, ses raisonnements ingénieux et enveloppants sur le thème de la déclaration et des préliminaires, la proposition de travailler de concert avec Wurmbrandt à la tranquillité de l'Empire, la souplesse subtile de sa dialectique, se nuancant de menaces voilées, tout l'art du maître diplomate finit par rompre la glace et conquérir les deux envoyés. Le 27, tous les députés lui rendirent visite. Inquiet, Wurmbrandt pressa la conclusion des délibérations des Cercles, l'exigea pour le lendemain. Alors seulement, quand tout fut virtuellement décidé, Chavigny fut officiellement admis. Mais la dextérité de notre ambassadeur ne s'était pas dépensée en pure perte ; elle servit à mettre en relief la hauteur brutale et dédaigneuse de Wurmbrandt, contre lequel s'élevèrent de nombreuses plaintes. Elle eut un résultat plus palpable encore : le conclusum du 28 converti le 31 en recès¹ promettait une augmentation de troupes, mais pour la défensive ; Chavigny eut le bonheur d'empêcher l'insertion des mots *sub auspiciis et ad*

1. A. E. All. 372, f° 260 et suivants. Pièces relatives à l'assemblée de Francfort. Propositions du ministre électoral de Mayence et du comte de Wurmbrandt, 24 mai 1727 (f° 262). Déclaration des cinq louables cercles sur la proposition faite de bouche et par écrit par M. de comte de Wurmbrandt, 26 mai 1727. Renouvellement des recès d'association des Cercles de l'Empire associés, assemblés à Francfort, 31 mai 1727 (f° 271). La déclaration du roi de France est dictée le 30 mai.

intentionem Cæsaream ¹; il obtint de plus des assurances unanimes, quoique verbales, que les Cercles ne se mêlèrent pas de la querelle d'Ostende ². La nouvelle des Préliminaires de Paris, conclus le 31 mai 1727, accrut encore son autorité. Il put alors faire honte aux princes des chicanes qui avaient retardé son admission, et qui semblaient « marquer un dessein formé de la part des ministres impériaux d'attaquer et d'anéantir insensiblement un droit qui leur est aussy précieux que celui de légation... On se propose sans doute de tirer en quelque manière des mains de S. M. la garantie des Traités de Westphalie, qui lui donnent le droit de veiller à la conservation de leur repos, de leurs libertés et de leurs privilèges ³. » Chavigny, qui s'était glissé comme un voleur dans l'assemblée des cercles, deux semaines après, est fêté, courtoisé, choyé de tous les députés. Avec son don habituel de flatterie, il en fit rejaillir tout l'honneur sur le Roi et Fleury. « Le langage de paix ne peut qu'édifier, écrivait-il, sans souci de se contredire... La modération de S. M. ne peut qu'ouvrir le chemin de prendre dans l'Empire plus de crédit et plus d'autorité que nous n'en avons eu jusqu'icy ⁴. »

Il se flattait de rester sur l'impression de cette demi-victoire : « Voilà, Dieu mercy, toutes nos négociations finies dans l'Empire, écrivait-il au comte de Gergy le 6 juin 1727. J'ai tiré en quelque manière le dernier coup de mousquet ⁵. » Il jugeait son œuvre avec clarté, sans se tromper sur les résultats, en se rendant justice néanmoins : « J'ay eu le

1. Chavigny au Roi, 10 juin 1727. A. E. All. 372, f° 324.

2. Chavigny au comte de Gergy, 6 juin 1727. A. E. All. 372, f° 317.

3. Chavigny au Roi, 10 juin 1727, citée.

4. Au Roi, 8 juillet 1727. A. E. All. 373, f° 17.

5. Chavigny au comte de Gergy citée.

bonheur de jeter quelques pierres d'attente qui pourroient trouver leur place si les circonstances invitaient jamais V. M., ou l'autorisoient à se déclarer sur ce qu'elle voudroit faire pour le rétablissement du bon ordre dans l'Empire ¹. » Il désirait surtout quitter Ratisbonne qu'il détestait, et malgréait, depuis longtemps contre la rebutante et difficile tâche qu'on lui avait confiée. « En tout ma situation est laborieuse, difficile et dégoûtante, sans parler de ma santé qui ne peut s'accoutumer à un séjour où l'air et la façon de vivre me sont également pernicieuses ². » Francfort ne lui avait pas laissé des souvenirs moins amers. « Si je n'ay pu, Monseigneur, écrivait-il à Morville le 3 juin, me faire quelque mérite de la commission que je viens d'exécuter, je ne désespérerais pas qu'on ne me plaignt de tout ce que j'ay eu à souffrir, sans parler du hazard où j'ay été de n'être ny admis, ni écouté. Je ne vous le dissimule pas, le souvenir de cette situation est cruel pour moy et je ne sache que vos soins généreux auprès de Son Em. pour obtenir ma délivrance de Ratisbonne qui puissent me soulager et me consoler ³. » Au dégoût d'une mission sans éclat, s'ajoutaient les embarras d'argent inextricables. « Je suis arrivé icy, écrivait-il de

1. Au Roi, 2 avril 1727. A. E. All. 372, f° 18 : « Ce seroit s'abuser que de mettre en doute la supériorité [des Impériaux] à la Diète. »

2. Cf. A Morville, 11 novembre 1726. A. E. All. 370, f° 263 : « Il n'y a effectivement que des assurances aussi tendres et aussy positives que celles que vous me réitérez, comme la confiance que j'y ai, qui puissent servir à ma consolation dans un séjour qui me déplaist à tous égards autant que celui-cy. » — Cf. à Gergy, 21 novembre 1726, *ibid.*, f° 275.

3. A Morville, 20 mars 1727. A. E. All. 371, f° 351 ; au même, 26 avril 1727, 372, f° 164.

4. A. E. All. 372, f° 278.

Francfort, avec 19 louis pour toutes ressources ¹. » Mais le succès même de ses premiers efforts avait décidé de son avenir. Le cardinal, malgré ses demandes de rappel réitérées, le maintint dans le poste qu'il avait en quelque sorte créé et où il devait rendre tant de services.

1. A Morville, 3 juin, citée ; les plaintes de Chavigny sur ce sujet sont continuelles ; en 1728, il déclare être à bout de ressources et ne voir de tous côtés « que des horreurs ».

II. 1727-1728

TATONNEMENTS. — PREMIÈRE TENTATIVE DE GROUPEMENT DES PRINCES DE L'EMPIRE. — AFFAIRES DE ZWINGENBERG ET DE MECKLEMBOURG.

I

Les préliminaires de Paris, en même temps qu'ils semblèrent amener une détente passagère entre la France et l'Empereur¹, contribuèrent à affermir l'influence commençante de Chavigny dans l'Empire. Les princes, tirés d'inquiétude, s'apercevaient que la Cour de Vienne avait cédé sur le point capital, la Compagnie d'Ostende ; le nombre de nos amis en augmentait tous les jours². Quel allait être pourtant le plan d'action du ministère français en Allemagne ? A coup sûr Fleury n'en avait pas une idée bien nette. Le Cardinal voulait la paix sur des bases solides, et il n'était pas loin de souhaiter en principe un rapprochement avec

1. Sur les Préliminaires de Paris, voir SYVETON, *Une cour et un aventurier au dix-huitième siècle : le baron de Ripperda*. Paris, Leroux, 1896, p. 243 sq. — A. BAUDRILLART, *Philippe V et la Cour de France*. Paris, Didot, t. III, Livre III, Chapitre III.

2. Chavigny à Morville, 24 juin 1727. A. E. All. 372 ; 22 juillet, *ibid.* 373, f^o 34.

l'Autriche¹. La crise passée, Chavigny fut rendu à son rôle d'observation et d'attente : il n'eut d'autre instruction que de ménager particulièrement les princes qui avaient manifesté des sympathies pour la France², et de ne rien faire ou de ne rien dire qui pût marquer une apparence d'hostilité contre l'Empereur³ : il devait assurer les ministres de Charles VI que le Roi « ne souhaitait rien plus ardemment que de vivre dans la plus parfaite correspondance avec ce prince et de donner aux princes de l'Empire en général et en particulier toutes les marques possibles de l'affection qu'il conservait pour eux. »

Pareille inaction et pareille politique n'étaient pas du goût de Chavigny. Pendant la fin de l'année 1727 et toute l'année 1728, il emploie ses premiers loisirs à réfléchir et à se former une idée et un plan ; il agit aussi, sans ordres, de sa propre inspiration la plupart du temps : il engage peu à peu le ministère, le convertit à ses vues. Pour lui, une entente avec l'Empereur est impossible : la Cour de Vienne n'est pas sincère⁴. Il y aura toujours opposition entre l'Autriche et la France dans l'Empire. L'intérêt de l'Empereur, c'est de détacher de nous les protestants et les puissances maritimes ;

1. Voir BAUDRILLART, ouvrage cité, III, p. 425.

2. Le Roi à Chavigny, 29 juin 1727. A. E. All. 372, f° 329.

3. Le Roi à Chavigny, 29 juin 1727, citée.

4. Chavigny à Morville, 22 juillet 1727. A. E. All. 373, f° 94 : « Quelque obligation que la cour de Vienne nous ait et qu'elle affecte même extérieurement de nous avoir, elle ne négligera jamais rien de tout ce qu'elle croira qui peut nous rendre odieux ou suspects aux Etats de l'Empire et surtout aux Protestants, lorsqu'elle cherche actuellement à se concilier ceux-ci par toutes sortes de moyens. » — Cf. Chavigny à Chauvelin, 23 septembre 1727, *ibid.*, f° 94. ; *id.*, 2 octobre, *ibid.*, f° 100°.

il attendra l'occasion et la trouvera tôt ou tard. Il ne faut donc pas se lasser d'agir contre lui dans l'Empire, et de s'y préparer des appuis solides. Mais ces avis prophétiques ne pouvaient toucher Fleury, trop engagé avec les Walpole. Aussi, dès la nomination de Chauvelin à la succession de Morville ¹, Chavigny fait-il, discrètement d'abord, le siège du secrétaire d'Etat. Il faudrait avoir un parti composé de quelques princes sûrs dans chaque religion, l'Electeur de Bavière et l'évêque de Würzburg chez les catholiques ; le duc de Wurtemberg et le landgrave de Hesse-Cassel chez les réformés ; par eux on grouperait d'autres états « pour la manutention du repos de l'Empire ». Cette ligue « innocente en elle-même » ne pourrait se soutenir que par notre autorité et par notre concours. Elle serait un puissant garant de la paix, ou un excellent instrument de guerre ². Ces insinuations ne déplaisent pas à Chauvelin : « Je vous seray toujours très-obligé, lui répond-il, de me communiquer vos observations sur un objet aussi important et vous prie d'être bien persuadé que je seray très aise toutes les fois que je pourray, en rendant compte de vos lettres au Roy, faire paroître de plus en plus vos talents et votre expérience pour les affaires ³. » Chauvelin s'intéresse à Chavigny et à l'Allemagne. Pendant plus d'un an, il résume en marge ses longues dépêches, d'une manchette de son indéchiffrable écriture ; il réclame des pièces, pour en former une sorte de corps de

1. Le 20 août 1727 Chauvelin informe Chavigny de sa nomination par une lettre très flatteuse. (27 août 1727. A. E. All. 373, f^o 60). Chavigny, qui avait pour Morville une affection respectueuse, lui répond par des compliments officiels (2 septembre 1727 ; *ibid.* f^o 71). Plus tard, le ton deviendra différent.

2. Chavigny à Chauvelin, 16 septembre 1727. A. E. All. 373, f^o 88.

3. Chauvelin à Chavigny, 29 septembre 1727. A. E. All. 373.

droit public allemand ¹ : le sieur Spon, de Strasbourg lui livrera une masse assez considérable de rapports réunis aujourd'hui au tome 380 de la Correspondance Allemagne. Chavigny avait trouvé à qui parler ; il ne s'en fit pas faute.

« J'ay reçu, lui écrivait-il le 24 octobre 1727, les deux lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 29 du mois dernier et le 6 de celui-ci. Vous m'autorisez dans l'une et dans l'autre à m'ouvrir plus librement avec vous sur ce que je pense et sur ce que j'observe dans une portion d'affaires qui mérite effectivement plus d'attention que jamais. Si j'ai du changer quelquefois de sentiments pour me conformer à ce que l'on m'a fait entrevoir dans les intentions du Roy, je n'ay pu changer de principes et je reste fortement persuadé que nos négociations les plus importantes doivent estre dans l'Empire, parce qu'il est vraisemblable que les affaires publiques prennent désormais leur plus grand mouvement et dépendent en quelque sorte de celles d'Allemagne.

Depuis longtemps on n'avoit été si près d'humilier et d'abaisser la maison d'Autriche ; bien loin que cette entreprise donnât la moindre jalousie à nos alliés et à nos voisins, c'étoient eux-mêmes qui la demandoient et qui consommoient cette opération avec nous ; des conseils plus sages nous ont retenus ; nous n'avons pas cru qu'il fust de notre intérêt et peut-être de notre propre honneur de porter les choses à une si grande extrémité ; nous avons cru faire assez en laissant voir à l'Empereur et au roi d'Espagne que nous pouvions, quand il nous plaist, les arrester dans les projets d'une ligue dont ils avoient prop présumé ; nos alliances et les conjonctures auxquelles elles ont donné lieu nous ont

1. Chauvelin à Chavigny, 27 août 1727. A. E. All. 373, f° 60 ; *id.*, 10 avril 1729. A. E. All. 375, f° 75.

fait découvrir plus d'un chemin pour nous remettre dans celui que nous avons perdu, je veux dire pour reprendre dans les affaires de l'Europe la supériorité qui nous appartient.

Dès que j'ay vu que tout tendoit à éviter une guerre qui ne convenoit peut-être pas à la situation de nos affaires domestiques, j'aurois voulu regagner par la supériorité de la négociation une partie de ce que nous pouvions prétendre de nos premiers efforts et de ceux de nos alliéz ; je m'étois pris de quelque affection pour l'intervention des Princes de l'Empire dans le Congrès; j'aurois cru qu'on ne pouvoit ménager une occurrence ny plus favorable ny plus glorieuse au Roy qu'en conduisant ce projet au point qu'ils eussent eux-mêmes réclamé l'autorité de S. M. pour le rétablissement ou le raffermissement de leurs droits acquiz par les traittés de Westphalie, qu'en confondant heureusement les griefs de religion dans les griefs politiques, le Roy eût pu remplir en même tems les devoirs du fils aîné de l'Eglise et les obligations de sa couronne, qu'en refouillant dans les traittés de Westphalie, comme il n'eût dépendu que de luy d'y être sollicité, il n'eût dépendu aussy que de luy de *mettre des bornes plus étroites à l'autorité de l'Empereur, d'accroître la sienne et étendre la garantie des traittés de Westphalie*, en sorte que Sa Majesté y tenant la main plus que l'on n'a fait jusques icy, elle eût eu plus de pouvoir et plus de facilité de participer en quelque manière au gouvernement et à la manutention de l'Empire et de devenir successivement par une conduite uniforme et soutenue *le maître des affaires de l'Empire et peut-être des élections des Empereurs*.

La plupart des princes d'Allemagne étoient disposés, et le sont encore, à recourir au Congrès ; il ne faudroit aujourd'huy *qu'un signe de tête*, si je puis m'exprimer ainsy, pour

les associer et les réunir au même objet, quelque effort que la Cour de Vienne voulût faire pour les détourner : le Roy y a trouvé des inconvéniens, je les ay prouvé moy-même, et les balançant avec les avantages qui pouvoient nous séduire, je me suis réuni au sentiment qu'il pourroit naître de *l'intervention des princes de l'Empire au congrèz général une confusion d'affaires et d'intérêts* qui seroit un grand obstacle à une conciliation prompte et générale.

Si j'entre bien dans les intentions du Roy, nous ne voulons pas nous distraire du véritable esprit du traité d'Hannover, et comme il n'a été conclu que pour empêcher la maison d'Autriche de donner la loy à l'Europe, à quoi elle eût pu parvenir, si l'on n'y eût apporté à tems les remèdes convenables, nous nous tenons exactement à l'intérêt commun qui fut alors et à celui qui sera dans la conclusion de la paix, c'est-à-dire de l'affermir sur le fondement des alliances, établir les choses de manière qu'un chacun jouisse à l'avenir des avantages qui luy sont acquis, sans que l'une ou l'autre puissance puisse par ruse ou par force l'en dépouiller. Nos vœux ne peuvent être ny plus salutaires ny plus saintes : mais je ne voudrois pas laisser ralentir la ferveur que la plus part des princes de l'Empire témoignent pour intervenir au Congrez général, sans en tirer quelque fruit : je voudrois, s'il étoit possible, substituer à ce projet *celuy de former entre eux une union qui tendroit non seulement à maintenir la paix publique en Allemagne, mais à conserver leurs droits et leurs libertéz* ; nous ne serions pas en peyne de leur fournir des objets et des moyens, si nous avions, comme je l'ay déjà remarqué, dans chaque parti catholique ou protestant, un Prince dont on fût assez assuré soit pour maintenir l'union dans l'un ou dans l'autre, soit pour insinuer à chacun ce qu'il conviendrait de luy faire savoir. Ma première pensée

seroit qu'un prince catholique tant pour luy que pour quelques-uns des Electeurs, Princes et Etats catholiques unis d'une part, qu'un prince protestant tant pour luy que pour quelques autres Electeurs et Princes protestants unis de l'autre, se liguent ensemble pour maintenir la paix publique dans l'Empire et pour se donner un secours mutuel entre eux à l'exclusion même des Etats et Provinces incorporés aux pays héréditaires de la maison d'Autriche, et pour les induire à cette sorte de spécification qui seroit fatale à l'Empereur, l'on pourroit se servir utilement de l'engagement où ce Prince a voulu les mettre dans la fausse supposition que les Pays-Bas font partie de l'Empire. Si cette ligue pouvoit une fois se former, il ne seroit pas impossible de luy donner avec le tems une plus grande étendue qui seroit la conservation des droits et des libertez de l'Empire ; ils s'engageroient insensiblement sous ce prétexte spécieux contre l'élection d'un Roy des Romains pendant la vie de l'Empereur, parce que rien n'est plus contraire aux privilèges de la Bulle d'Or, aux coutumes anciennes et à la dignité de la nation Germanique : ces différentes idées, quand on pourra les insinuer aux princes de l'Empire, ne leur seront pas nouvelles, elles sont conformes aux véritables intérêts et aux constitutions du Corps Germanique, elles sont autorisées par des traittéés dont le souvenir leur est encor préteux et dans un pays où tout est usage et observance, pour parler selon leur stile, c'est un grand avantage que d'établir ses insinuations, ses négociations et ses projets sur des exemples qui font loy parmy eux ; il s'agiroit d'examiner quels sont les moyens et les canaux les plus propres à suggérer à chacun des princes catholiques ou protestants, les dispositions convenables à un si grand objet pour le mettre ensuite dans un mouvement réglé ; mais c'est sur quoy il est bien difficile de se déterminer si l'on ne

connoist pas soy-même quel seroit celuy dans chaque party à qui l'on pourroit se confier de préférence, car de *pareilles choses ne peuvent être traittées qu'avec les Princes directement et les ministres de leur grande confiance*; encore ne faudroit-il se découvrir sur ce point qu'après leur avoir tasté le poulx et s'être assuré de leur part des confidances et des ouvertures qui nous autorisent à nous expliquer par forme de conseil sur ce que l'on croyroit être de leur plus grand avantage.

Je puis vous expliquer mes idées, mais vous pouvez les éclaircir et diriger mieux que je ne pourrais fayre moy-même ; s'il en résulte un plan que l'on pût suivre avec quelque succès, bien loin de nous commettre sur l'objet principal que nous avons de parvenir à une conciliation prompte et générale, rien ne seroit plus propre à rendre l'Empereur plus docile et plus traitable dans le Congrez ; malgré les préliminaires qui luy ont été prescritz, on ne peut pas dire que nous soyions arrivés au point de luy donner la loy ; chacun a voulu gagner du tems et chacun espère d'en tirer quelque profit. Ce n'est pas tout : de quelque manière que nous envisagions la succession de l'Empereur qui occupera désormais toute la politique des puissances de l'Europe, nous nous rendrions tellement les maîtres de la destinée de la maison d'Autriche par une ligue dans l'Empire, qu'il arriveroit de deux choses l'une : ou que l'Empereur ne pourroit consommer l'arrangement qu'il se propose dans les projets d'héritage, ou qu'il seroit obligé de se jeter entre nos bras pour nous en rendre les arbitres ; et s'il est vray qu'il flate le Roy et la Reyne d'Espagne de choisir dans leur maison son héritier, je vous laisse à juger quel retour les projets que je vous propose, s'ils succédoient, feroient sur Leurs Majes-

tés Cat. pour subordonner les leurs à nos intérêts et à nos vûes ¹. »

La lettre reçut un accueil sympathique : Chauvelin y reconnaissait des maximes qui lui étaient chères. Sans doute, il juge à propos de ramener Chavigny à des réalités immédiates. « Ces points de vue, répond-il, sont certainement magnifiques dans la spéculation... l'exécution de projets aussi vastes trouveroit des obstacles infinis et qu'il seroit vraisemblablement impossible de surmonter. » Mais il ajoutait : « Les moyens que vous proposez pour accroître la considération du Roy dans l'Empire ne sont cependant pas à négliger ². » Il souhaitait une union des princes et avouait que Chavigny rendrait grand service au Roi en désignant ceux auxquels on se pourrait fier. Quelques semaines plus tard, il paraissait adopter les idées de son subordonné : « Au reste, je ne puis trop vous recommander de vous attacher plus que jamais à veiller à tout ce qui pourroit contribuer à l'accroissement de l'autorité déjà trop grande de l'Empereur dans l'Empire. Les princes de l'Empire doivent sentir combien il leur importe qu'elle ne s'étende pas plus loin et je suis persuadé que ceux de leurs ministres qui aiment leur patrie et la liberté germanique se porteront d'eux-mêmes à vous communiquer leurs pensées sur un point aussi intéressant ³. » Une entente tacite s'établit entre le ministre et l'envoyé sur la nécessité d'une politique active en Allemagne, en dehors de Fleury, qui ne l'approuve pas. De là des contradictions dans les ordres de la Cour. Chauvelin désigne lui-même à Chavigny le groupement Wurtemberg-Brunswick-Wolfen-

1. A. E. All. 373, f° 126.

2. Chauvelin à Chavigny, 4 novembre 1727. A. E. All. 373, f° 145.

3. Chauvelin à Chavigny, 30 janvier 1728. A. E. All. 374, f° 32.

büttel, pour qu'il étudie le parti à en tirer. D'autre part il décourage les dispositions des princes allemands à prendre part au Congrès de Soissons. Il arrivera même que les instructions témoignent d'une certaine ambiguïté. Le résultat fut de laisser à Chavigny une relative liberté d'action, favorisée par la bonne volonté de Chauvelin et du premier commis Pecquet, entravée de temps à autre par la mauvaise humeur de Fleury, lorsque l'activité de notre ambassadeur devient par trop compromettante pour le succès de sa diplomatie de paix ou de conciliation.

II

La première idée que Chavigny caresse, déjà depuis longtemps, est celle d'admettre les princes allemands au Congrès général qui devait se tenir à Aix-la-Chapelle, puis à Soissons. Il avait reçu, en juin 1727, quelques ouvertures qu'il avait certainement suggérées ou encouragées ¹. Des dispositions favorables se remarquaient chez les Electeurs de Bavière, de

1. Il développe déjà cette idée le 26 avril 1727 (au Roi. A. E. All. 372, f° 134), puis le 24 juin 1727, à Morville. A. E. All. 373 ; enfin le 24 octobre 1727, citée : « L'intervention des princes de l'Empire dans le Congrès offre aux premières cours de l'Europe une situation qui pourroit devenir également glorieuse et utile. Comme ils ne pourroient y agir avec quelque succès que sous l'autorité de S. M. et sur la foi des Traittés de Westphalie, il semble qu'en ménageant bien cette occurence pour modérer l'autorité de l'Empereur et rétablir plus solidement la liberté germanique, on pourroit, en reprenant plus de crédit dans l'Empire, participer plus qu'Elle n'a fait jusqu'ici au gouvernement et à la manutention intérieure de l'Empire. Peut-être cette même occasion nous conduiroit-elle à de plus grandes choses qu'il n'est permis de les prévoir aujourd'huy. » (Au Roi, 8 juillet 1727. A. E. All. 373, f° 23).

Cologne et Palatin, chez l'évêque de Würzburg, chez le Duc de Wurtemberg ¹ : les protestants se concertaient pour le même objet avec le nouveau roi d'Angleterre, Georges II, les rois de Suède et de Danemark ². Porter à un Congrès international des griefs de religion ou des griefs politiques n'était-ce pas soustraire à la juridiction de l'Empereur des litiges qui étaient habituellement résolus par le Conseil aulique, en appeler de juges à sa dévotion ou d'une Diète corrompue, au tribunal même de l'Europe ? Parcille perspective souriait à Chavigny, attiré vers tout ce qui pouvait affaiblir l'union entre l'Empire et son chef. Sans doute il ne pouvait s'agir d'une intervention effective, puisqu'elle ne pouvait avoir lieu que par une députation de la Diète ; mais on pouvait espérer des admissions individuelles, S. M. et ses alliés pouvant faire autoriser les princes admis à faire entendre leurs plaintes et leurs désirs ³. Chavigny estimait que le Roi ne pouvait, sans perdre son influence, se dispenser de favoriser ce dessein ⁴ et qu'il s'exposait, en ne le favorisant pas, à se faire accuser d'avoir contribué à son échec. Mais Fleury ne se souciait pas d'embarrasser le Congrès et d'entraver la pacification : le 14 août, il répondit qu'on ne pouvait s'engager, mais que la France serait très aise que la chose eût lieu « du consentement unanime des puissances ⁵. » Or, le roi de Prusse déclara qu'il n'enverrait pas de ministre à Soissons ⁶. Pour Georges II, il était peu probable

1. Dépêche du 8 juillet, citée.

2. Chavigny à Chauvelin, 30 décembre 1727. A. E. All. 373, f° 220 ; *id.*, 3 février 1728 ; *ibid.*, 374, f° 80.

3. Chavigny au Roi, 8 juillet 1727, citée.

4. Chavigny à Morville, 22 juillet 1727. A. E. All. 373, f° 34.

5. Morville à Chavigny, 14 août 1727. A. E. All. 373, f° 44.

6. Chavigny à Chauvelin, 9 mars 1728. A. E. All. 374, f° 80.

qu'il sacrifiât les intérêts de la nation anglaise à son désir très réel de devenir le chef et le porte-parole des protestants allemands ¹. Enfin, l'Empereur avait vu cette tentative d'un oeil irrité. A son passage à Ratisbonne, Pentenrieder avait recommandé aux commissaires « d'être attentifs aux dispositions que l'on soupçonne de la part de quelques princes de l'Empire de recourir au Congrès général pour le redressement de leurs griefs ; il leur a ajouté que l'Empereur n'y consentiroit jamais et qu'il s'exposeroit plus tôt à toutes extrémités que de se laisser entamer sur la manutention intérieure de l'Empire ². » La Cour de Vienne s'efforçait de parer le coup en tâchant de se faire remettre les intérêts des princes au Congrès. La France ne montrant que des dispositions vagues, l'idée tomba d'elle-même. Seuls l'Electeur de Bavière et l'Electeur Palatin envoyèrent un ministre à Soissons : ils avaient de graves intérêts à y surveiller, l'un la succession de Juliers et de Berg, l'autre la succession autrichienne. Les autres, au grand dépit de Chavigny, retombèrent dans leur indifférence et leur inaction ³.

Chavigny se retourna donc d'un autre côté. Un traité secret venait d'être signé en juillet 1727 entre les ducs de Wurtemberg et de Brunswick-Wolfenbüttel ⁴, à la cour de ce dernier, par les barons de Schütz et de Stein. Ce traité comprenait, outre l'engagement de s'entr'aider pour le bien de la Religion protestante, celui de soutenir contre les Elec-

1. Chavigny à Chauvelin, 9 mars 1728, citée.

2. Chavigny à Chauvelin, 20 janvier 1728. A. E. All. 374, f° 37.

3. Chavigny à Chauvelin, 18 mai 1728. A. E. All. 374, f° 150.

4. Nous avons en vain cherché le texte de cette convention aux Affaires étrangères et dans les recueils de Traités : l'existence n'en est pas douteuse et la signification en est claire, d'après les dépêches de Chavigny.

teurs les prérogatives des anciennes maisons de l'Empire relativement au cérémonial ¹. C'était l'envoyé autrichien Wurmbrandt qui avait été l'instigateur de cette union, et qui avait attiré Schütz à Brunswick pour l'y conclure ². Le but de la Cour de Vienne, après avoir élevé le collège des Electeurs, et s'être aperçu qu'elle courait le risque d'être abandonnée par les plus notables, était de ressaisir le collège des Princes où Chavigny avait su se ménager beaucoup d'amis. Schütz, qui savait avoir plus à gagner avec la France qu'avec l'Autriche, se déroba à l'obligation de signer « *sub auspiciis Cæsareis* » ³, en même temps qu'une intrigue ruinait à la Cour de Brunswick la faction autrichienne et y faisait triompher la faction hanovrienne ⁴; quelques mois après la duc de Brunswick-Wolfenbüttel se liait à l'Angleterre par un traité d'alliance et de subsides (décembre 1727). A la même époque, Schütz tentait de renouer la négociation des 9 seigneuries. Le doute est donc impossible. Schütz, grand artisan du traité, voulait en faire le fondement d'une sorte de ligue qui pourrait vendre ses services ou sa neutralité. En janvier 1728, il dévoilait à Chavigny le dessein de son maître, une entente avec la Bavière ; on trouverait des biais pour permettre à l'Electeur d'adhérer au traité de Brunswick. Seulement le rusé compère demandait préalablement une alliance avec la France, pourvu qu'on lui indiquât les « œuvres

1. D'après Chavigny (à Chauvelin, 13 janvier 1728. A. E. All. 374, f° 13). Chavigny tient tous ces détails de Schütz et a même communication du traité ; l'article relatif aux droits des anciens princes porte le n° 7.

2. Chavigny à Chauvelin, 14 octobre 1727. A. E. All. 373, f° 135 sq. ; *id.* 31 août 1728 ; *ibid.* 374, 318°.

3. Chavigny à Chauvelin, 4 novembre 1727. A. E. All. 373, f° 165.

4. Chavigny à Chauvelin, 4 novembre 1727. A. E., All., 373 f° 165.

méritoires » par lesquelles le duc de Wurtemberg pourrait mériter les bontés de S. M. ¹. En février, il insistait, offrant à Chavigny une alliance formelle, et une association de princes de l'Empire : en mars, comme pour anticiper sur ses promesses, il réunissait dans une action commune les ministres des princes des anciennes maisons, Wurtzbourg, Saxe-Gotha, Poméranie antérieure, Freysingen ², il avait des promesses des margraves de Bade et du landgrave de Hesse-Cassel : enfin, la mission du jeune Grevenitz à Londres avait pour but d'engager Georges II à se joindre au groupement en lui en offrant la direction ; le Wurtembergeois, en repassant par Paris devait en profiter pour renouer la négociation relative à Montbéliard, en s'autorisant du roi d'Angleterre, qui désirait en effet voir la France s'assurer du Wurtemberg ³.

En lui-même, le traité semble avoir été le fruit des excitations et des suggestions de Chavigny : depuis assez longtemps, il vivait dans l'intimité avec Schütz qui présente avec lui une certaine ressemblance de caractère ; tous deux, doués du génie d'intrigue, se comprenaient à demi mot : Chavigny avait laissé entendre bien des fois que le préalable à toute liaison avec la France était la formation d'un parti indépen-

1. En octobre, Schütz a des instructions pour reprendre la négociation ; il offre de donner « plus d'étendue » à l'alliance (14 octobre 1727, citée). Puis on lui donne pleins pouvoirs pour traiter avec la France et la Bavière (Chavigny à Chauvelin, 13 janvier 1728. A. E. All. 374, f° 18). Puis il offre une association dans l'Empire (Chavigny à Chauvelin, 24 février 1728. A. E. All. 374, f° 64).

2. A. E. All. 374, f° 84. Pièce : Compte rendu de la réunion : Les ministres décident de protester contre la différence de cérémonial entre Princes et Electeurs. — Cf. Chavigny à Chauvelin, 23 mars 1728; *ibid.* f° 91.

3. Chauvelin à Chavigny, 2 février 1728. A. E. All. 374, f° 40.

dant de l'Empereur. A la vérité, il jugeait le plan de Schütz peu net et mal digéré. Il fit tout pour l'éclaircir : son but était d'arracher cette ligue en formation à l'influence de la Grande-Bretagne ¹, en y introduisant l'Electeur de Bavière et son frère. Il convertit Münckhausen et Stein, avec qui il correspondait activement. Il voulait, de plus, changer le caractère de l'entente, en excluant les petits princes inutiles, « autant de faux frères », en n'y comprenant du côté protestant que le Hanovre, le Wolfenbüttel, le Wurtemberg, la Hesse-Cassel ; du côté catholique, que Cologne et la Bavière : « Il ne faut pas des princes, disait-il, mais des hommes. ² » Mais il fallait donner des gages au Duc de Wurtemberg. Aussi Chavigny, dépassant ses instructions, s'était-il donné comme autorisé à reprendre la négociation avec Schütz ³. Mais la ligue des anciennes maisons ne fut qu'une tentative sans portée politique. Elle n'était pas du goût de la Cour de France, qui refusa de rentrer en matières avec le duc de Wur-

1. Chavigny à Chauvelin, 4 novembre 1727, citée : « Je ne voudrois pourtant pas qu'il (le Roi de Grande-Bretagne) fût tellement le maître que nous ne nous y réservions pas la principale direction et la principale autorité..... il est de notre prévoyance de savoir rendre [nos alliés] plus dépendants que nous que nous d'eux. »

2. Chavigny à Chauvelin, 12 octobre 1728. A. E. All. 374, f° 396 ; 7 décembre 1728, *ibid.*, f° 436, texte tiré de cette lettre. Chavigny essaie de conquérir Chauvelin : Il faut essayer ce que le traité de Wolfenbüttel pourra donner (9 novembre, m. vol., f° 415). Il fait des mouvements indirects » pour déterminer les accessions utiles. « Mes conseils et mes insinuations n'ont pas été tout à fait inutiles. » (9 novembre citée). « J'ai fait plus que vous ne pouvez croire et que je ne puis vous dire pour inspirer aux principaux auteurs du Traité de Wolfenbüttel la nécessité d'attirer les princes catholiques dans leurs veues. » (12 octobre, citée).

3. Chauvelin, le 10 mars 1728, lui reproche de s'être trop avancé. (A. E. All. 374, f° 64.)

temberg ; Chavigny fut blâmé d'avoir outrepassé ses ordres ¹. D'autre part, cette ligue, équivoque et mal définie, trop protestante et risquant de devenir trop hanovrienne, ne pouvait convenir aux Electeurs catholiques : ceux-ci s'étaient déjà rapprochés, et ce rapprochement devait être bien plus fertile en conséquences. Enfin, Chavigny lui-même avoue dans ses *Mémoires* que son but, en se mêlant activement à sa formation, était de montrer à la Cour qu'il n'était pas impossible, comme on le croyait, de provoquer « un ameutement » dans l'Empire, et surtout de « piquer d'émulation » l'Electeur de Bavière ², dans l'œuvre qu'il entreprend au début de 1728, et qui aboutit à l'Union Electorale.

1. Chauvelin à Chavigny, 30 janvier 1728. A. E. All. 374, f° 31 ; 10 mars 1728, *ibid.*, f° 76. Il ordonne de tout tenir en suspens, avec le Wurtemberg et la Bavière : tantôt il retient Chavigny, tantôt il l'encourage. C'est lui qui lui signale le traité (27 août 1727, *ibid.* 373, f° 62). — Cf. Chavigny à Chauvelin, 14 septembre 1728 : « Vous m'encouragez à vous communiquer mes pensées..... Le traité de Wolfenbüttel peut être bon et il peut être mauvais : la différence dépend de l'usage que l'on en fera..... il seroit bien tems que nous missions directement la main à l'ouvrage..... » (A. E. All. 374, f° 330). Voyez également le 12 octobre 1728 (374, f° 396) : « Vous n'avez pas perdu de vue le dessein glorieux de reprendre dans l'Empire toute l'autorité qui nous appartiendrait..... il faut changer les conseils selon le tems... »

2. *Mémoires*, l. c. f° 185 : « Cependant la France ne laissoit pas de cheminer dans l'Empire ; plusieurs princes des anciennes maisons étoient en pourparlers pour s'unir entr'eux sous des motifs légitimes et innocens ; j'estimois alors, de même qu'aujourd'hui, que quelque incertaine que soit l'issue de ces sortes d'associations, il n'est pas indifférent d'accoutumer les Princes de l'Empire à se connoître, à se communiquer et à se concerter mutuellement pour s'encourager les uns par les autres, à s'élever contre les abus de la juridiction Impériale, que de là naissent des défiances et des jalousies entre le chef et les membres qui mettent un certain mouvement dans les esprits et dans les affaires, dont il est toujours loisible à la France

III

Mais avant d'étudier l'histoire de ce groupement nouveau, il est indispensable, pour en expliquer l'origine et le développement, de rendre compte de deux faits importants qui le justifient, à bien des égards : ce sont d'abord les différends entre protestants et catholiques, qui arrivent, en 1728, à l'état aigu ; c'est ensuite et surtout l'affaire de Mecklembourg.

La fermentation qui régnait chez les protestants et les catholiques était de vieille date ; ce sont ces passions qui envenimèrent une affaire assez insignifiante, et d'ailleurs ancienne, que les catholiques crurent bon de remettre sur le tapis en 1727¹. Un gentilhomme protestant avait été dépouillé par l'Electeur Palatin de sa terre de Zwingenberg, dans la vallée du Neckar. Sa réclamation ayant été reconnue juste, l'Empereur fit procéder contre l'Electeur, en 1725 et 1726. L'affaire fut portée à la Diète : les Catholiques y soutinrent le Palatin, par esprit de religion et contre toute justice. Les Protestants se séparèrent alors du Corps de la Diète et annoncèrent qu'ils en useraient ainsi toutes les fois que le Directoire remettrait l'affaire en discussion². Ce ne furent que batailles de proto-

de faire son profit, sans s'y engager plus qu'il ne luy convient. L'idée de ce premier plan d'union ne parut pas d'abord être trop du goût de la cour, mais j'eus tant de bonnes raisons à répliquer que l'on me laissa faire..... J'avais eu plus d'une fin à la fois, l'une de faire connoître à la cour qu'il n'étoit pas aussi impossible qu'on l'avait supposé de faire un ameutement dans l'Empire, l'autre d'exciter et d'éclairer l'émulation de l'Electeur de Bavière. »

1. Sur l'affaire de Zwingenberg, voir un mémoire et un recueil de pièces de Spon le fils. A. E. All. 380, f^{os} 79-135.

2. Chavigny à Chauvelin, 7 octobre 1727. A. E. All. 373, f^o 112. L'affaire peut amener « un schisme dans l'Empire », dit Chavigny.

coles et de répliques qui aigrissent les esprits ¹. La commission impériale était pour les Catholiques, la cour de Vienne pour les Protestants, qu'elle ménage, et à qui elle accorde en 1727 les commissions locales. L'Empereur fit paraître un décret de commission, le 28 janvier 1728, annulant toutes les procédures des deux partis ². Les Catholiques protestèrent hautement contre ce qu'ils considéraient comme une preuve de partialité pour leurs adversaires. Chavigny attisait le feu, heureux de voir les Catholiques mécontents de l'Empereur, après avoir été son plus sûr appui ; il revendiquait pour les Etats le droit de se quereller, sans qu'on eût celui de leur imposer silence ³ ; en même temps, il travaillait à attirer leur attention sur leurs griefs politiques. En fait, cette affaire nuisit à la cour de Vienne, qui ne regagna pas les Protestants, toujours âpres dans leurs réclamations ⁴, et s'aliéna les

1. Chavigny à Chauvelin, 24 octobre 1727. A. E. All. 373, f° 132 : 30 octobre, *ibid.*, f° 152 ; 4 novembre 1727, *ibid.*, f° 168.

2. A. E. All. 374, f° 42. Les passions ne se calment pas. Voyez m. vol. : « Représentation ultérieure faite à S. M. I. de la part des Catholiques pour arrêter ou empêcher l'exécution de l'affaire du fief palatin de Zwingenberg, concertée dans la conférence des Catholiques du 14 juillet 1728. Les Catholiques protestent contre le *jus eundi in partes* des Protestants. *Votum commune* des Protestants, 27 octobre 1727. *Votum commune* des Catholiques, en réponse 13 août 1728. Second *Votum commune* des Protestants, fin août 1728. (A. P. All. 374, f°s 273 et 305.)

3. Chavigny au comte de Terring. A. E. All., 374, f° 73.

4. Très humble lettre du Corps Evangélique à S. M. I. au sujet des griefs de religion qui durent toujours et des commissions locales, qu'on prie S. M. I. de vouloir bien ordonner à cet égard et d'en presser l'expédition, 23 mai 1728, renouvellement des remontrances du 9 juillet 1726. Les Protestants demandent le redressement des griefs, non depuis la paix de Bade (selon la convention négociée avec l'Empereur en 1716 par L. Cadogan et Saint-Saphorin), mais *secundum annum decretorium Pacis Westphalicae*.

Catholiques du Sud, particulièrement les Electeurs de Bavière et Palatin. L'exécution de ce dernier était confiée au duc de Wurtemberg et à l'évêque de Constance, codirecteurs du cercle de Souabe ; un conflit pouvait naître, le Palatin ayant occupé Zwingenberg avec deux régiments. Chavigny s'employer à l'éviter, fit suspendre par le Duc de Wurtemberg l'application de la sentence ¹. A la vérité, l'Electeur se soumit. Mais la conduite de la cour de Vienne à son égard l'avait à jamais détaché d'elle, en dépit de son entourage et sa propre faiblesse. Quant au duc de Bavière, bien que dépité de perdre une occasion de jouer au chef du catholicisme dans l'Empire, il sut saisir celle qui s'offrait de s'unir au Palatin : c'est là une des causes de l'Union Electorale. Au surplus, l'affaire de Zwingenberg, tout en montrant le double jeu de l'Autriche, ne pouvait réunir les princes, mais seulement les diviser. La mission de Chavigny consistait à accorder les Protestants et les Catholiques sur le terrain politique ; quelque bons résultats qu'eût pu avoir leur querelle, il fallait maintenant trouver pour eux un terrain d'entente. C'est ce que parut lui offrir l'affaire de Mecklembourg.

L'affaire de Mecklembourg ² comprend deux phases : l'une antérieure à 1725, l'autre postérieure à la mort de Georges I^{er}, roi d'Angleterre. Le Duc Charles-Léopold de Mecklembourg-Schwerin avait, en 1713, exigé de sa noblesse de grosses sommes, sous prétexte de passages de troupes et de dommages causés à son Etat pendant la guerre du Nord :

1. Chavigny à Chauvelin 30 mars 1728. A. E. All. 374, f^o 111.

2. Pour tous détails, voir le mémoire très complet de Le Dran. A. E. Mém. et Doc. F. D. All. 149 : *Précis de ce qui s'est passé dans ces dernières années à l'occasion des différends entre le Duc de Mecklembourg-Schwerin et la noblesse et états de ce Duché*, décembre 1729.

malgré les protestations, on avait dû se soumettre. En avril 1716, il fit alliance avec le czar Pierre-le-Grand, qui lui donna en mariage sa nièce Catherine. Sous la protection de troupes russes, le Duc brisa la Diète, prit à sa solde deux régiments moscovites et accabla ses sujets d'impôts pour les entretenir. Les nobles en appelèrent à l'Empereur ; le duc les frappa avec cruauté ; beaucoup émigrèrent et implorèrent le secours de l'Electeur de Hanovre. Cependant le Conseil Aulique cassa les lois nouvelles (1716), mettant les sujets de Mecklembourg sous la protection de l'Electeur de Hanovre et du Duc de Brunswick-Wolfenbüttel. Charles-Léopold ne s'étonna pas, protesta au nom de ses droits régaliens et des traités de Westphalie, se déclara prêt à contraindre ses sujets, quoi qu'il lui en pût coûter. En raison de la gravité du cas, l'Empereur porta l'affaire à la Diète, par un décret de novembre 1717. Le Duc s'y défendit, soutenant qu'il y avait intervention abusive entre un prince et ses sujets ; il était soutenu par le Roi de Prusse, jaloux de son beau-père et voisin Georges I^{er}. Le résultat fut un décret de janvier 1719, qui confia l'exécution du récalcitrant au Duc de Brunswick-Wolfenbüttel et à l'Electeur de Hanovre. Charles-Léopold se soumit ; en mai 1719 le corps d'occupation fut réduit à 1,200 hommes, à Rostock et au passage de l'Elbe. Le Roi de Grande-Bretagne fut vivement blessé : on arrêtait ses troupes, on les confinait dans la portion la plus mauvaise du pays. Il déclara qu'il continuerait à occuper le Mecklembourg jusqu'au paiement de ses frais. Sous ce prétexte, ses subdélégués prirent possession des caisses publiques et administrèrent le Duché. Sur ces entrefaites, le Duc, cité à comparaître devant la Diète, se débattait, provoquait l'intervention du czar, et cependant fit mettre à mort un de ses fonctionnaires, nommé Scharf, coupable d'avoir voulu livrer aux Hanovriens la for-

teresse de Domitz. Ce fut le comble ; poursuivi par le soulèvement de son Etat, les menaces du Conseil Aulique et traqué par les troupes commissoriales, il se retira à Dantzig, ordonnant à ses sujets de ne pas obéir aux commissaires impériaux. Le 14 mai 1723, l'Empereur enjoignait aux Mecklembourgeois de ne plus obéir à leur duc. Le 19 octobre 1724, un décret du Conseil Aulique donnait au Mecklembourg une véritable constitution en vingt-trois articles ; la Diète de Molchin l'enregistra en 1725. Depuis, les Diètes se tinrent régulièrement sous la protection des troupes des deux commissaires. Le Duc, ne conservant plus que Schwerin et Domitz, opérait de temps à autre des razzias chez ses sujets rebelles.

La question se rouvrit en 1727, avec la mort de Georges I^{er}. La commission était personnelle ; pourtant les troupes hano vriennes demeurèrent dans le Mecklembourg, ainsi que celles du Duc de Brunswick-Wolfenbüttel. Le Duc Charles-Léopold écrivit alors à ce dernier une lettre de défi, le menaçant de la guerre ; la lettre fut envoyée à l'Empereur, qui confia aux deux précédents commissaires une commission provisionnelle (décret du Conseil Aulique, 5 février 1728). Les plaintes du Duc de Mecklembourg continuant, la cour de Vienne se résolut aux actes décisifs. Le décret du 11 mai 1728 ¹ ôtait le gouvernement de l'Etat de Mecklembourg à Charles-Léopold, le transportait *provisionnellement* à son frère Christian-Louis : les sujets étaient dégagés de la fidélité au premier ; les troupes de celui-ci devaient être expulsées de Schwerin et de Domitz, dans le délai de quatorze jours. Enfin, le conservatoire de Mecklembourg et l'exécution étaient, point essentiel, confiés au Roi de Prusse.

1. Chauvelin à Chavigny, 11 juin 1728. A. E. All. 374, f^o 225 ; Chavigny à Chauvelin, 8 juin 1728, *ibid.*, f^o 227.

La question de Mecklembourg avait une valeur à la fois internationale et allemande. D'une part, la substitution du Roi de Prusse au Roi d'Angleterre apparaissait comme une suite des accords passés entre Frédéric-Guillaume et l'Empereur ; par là celui-ci se flattait de brouiller définitivement les deux beaux-frères.¹ En fait, un conflit était imminant : tandis que le nouveau commissaire pressait vivement l'exécution de la sentence, les deux anciens refusèrent d'évacuer le Mecklembourg, sous le prétexte des frais à rembourser. Pareille décision mettait le roi d'Angleterre en fâcheuse posture, en rendant inévitable l'aveu de ses ambitions secrètes. Les Hanovriens voulaient la conquête et le partage du Mecklembourg². En janvier 1729, un décret du Conseil Aulique³ le compromit fort habilement, en lui donnant le droit d'occuper en nantissement quelques baillages. Georges II refusa avec de mauvaises raisons. Ainsi le décret aulique du 11 mai 1728 avait pour premier résultat de préparer un conflit dans la Basse-Allemagne : mais il tendait aussi à resserrer l'union entre l'Angleterre et la France, par le besoin qu'avait Georges II de nous, contre la Prusse et contre l'Empereur.

D'autre part une question de droit se posait, plus haute et plus générale. En premier lieu, le conseil aulique, et par conséquent l'Empereur, avaient-ils le pouvoir, sans la participation de la Diète, de faire à l'administration du Duché de Mecklembourg un changement aussi considérable que la substitution de Chrétien-Louis à Charles-Léopold ? En l'es-

1. Chavigny à Chauvelin, 8 juin 1728, citée ; 6 juillet 1728, *ibid.*, f° 233.

2. Chavigny à Chauvelin, 19 septembre 1729. A. E. B.-H. 47, f° 257.

3. Chavigny à Chauvelin, 1^{er} février 1729. A. E. All. 375, f° 27.

pèce, il n'y avait que subtilité et sophisme à distinguer l'administration provisionnelle du ban, puisqu'en réalité il s'agissait d'une pure et simple confiscation de fief.¹ Comment admettre en effet que le Duc dépossédé pût conserver son suffrage à la Diète, s'il n'administrât pas son duché ? C'était donc bel et bien une mise au ban déguisée, une spoliation ouverte décidée par l'Empereur *seul*, sans le concours de l'Empire, contrairement aux Lois et aux Capitulations :² « Il n'y eut jamais d'entreprise de la part de la cour de Vienne qui dût, plus que celle-ci, réveiller les princes de l'Empire. Si l'Empereur établit une fois cette nouvelle jurisprudence, il devient le maître de leurs fortunes ; ils sont à la merci de leurs sujets, leurs libertés sont anéanties et ils perdent, dans le point le plus délicat et le plus essentiel pour eux, le droit qui leur appartient de partager avec l'Empereur l'autorité souveraine. »³ En second lieu, si l'on établissait sur ce point « la procédure téméraire » du conseil Aulique,

1. Remarques sur les différentes réflexions que M. le Garde des Sceaux a bien voulu remettre dans sa dépêche du 21 juin dernier à la méditation du sieur de Chavigny. A. E. All. 375, f° 176.

2. On consultera avec fruit sur la question de droit : 1° la pièce citée à la note précédente ; 2° un mémoire de Chavigny sur le Mecklembourg, 3 mai 1727. A. E. All. 375, f° 108 ; 3° *l'abrégé du droit public de l'Empire, composé par ordre de Mgr le Duc de Noailles à l'usage de Mrs ses enfants, les comtes d'Ayen et le marquis de Mouchy*, par Christophe LANTZ, bibliothécaire de mondit seigneur. Paris, 1727. A. E. Mém. et Doc. F. D. All. 66. — Cf. f° 33 en particulier. — Cf également : *Le Droit public d'Allemagne*, traduit en français sur les cahiers de M. LINCK, professeur à l'Université de Strasbourg. A. E. Mém. et Doc. F. D. All. 67, f° 36. — Il n'est pas douteux que l'Empereur, dans l'affaire de Mecklembourg, n'ait, grâce à un distinguo subtil, excédé réellement son droit. — Cf. l'article 20 de la Capitulation Caroline.

3. Chavigny à Chauvelin, 6 juillet 1728. A. E. All. 374, f° 233.

ne s'ensuivrait-il pas que son intervention antérieure et particulièrement les règlements qu'il avait faits touchant la justice, la police et l'administration du Duché, devaient être considérés comme autant d'entreprises aussi dangereuses qu'illégales ? Le conseil Aulique, pas plus que la Chambre Impériale, n'avait jamais régulièrement connu de tout ce qui concerne les princes souverains. ¹ L'occasion était excellente pour revenir sur ses usurpations, ramener sa juridiction dans ses anciennes limites, relever contre lui la Chambre de Wetzlar « comme le seul rempart qu'on pût lui opposer. » Telles sont les questions que soulève l'affaire de Mecklembourg. La personne même de Charles-Léopold, tyran peu sympathique, symbolise la liberté des princes de l'Empire : « Il ne s'agit pas tant aujourd'hui de sauver le duc de Mecklembourg que de mettre les droits des princes à couvert de la nouvelle jurisprudence du conseil Aulique ². »

Tous ces arguments, développés par Chavigny avec passion et abondance, sont le fond même des représentations ³ que Fleury et Chauvelin firent, à Paris et à Soissons, au baron de Fonseca et à Sinzendorf. Menace fut même faite de soutenir Georges II, s'il était attaqué par le roi de Prusse. L'Empereur avait beau jeu, avec le mépris universel qu'on avait dans l'Empire pour le duc Charles-Léopold, et surtout avec les ambitions peu dissimulées de Georges II et du ministre hanovrien : il répondit non sans habileté et dignité,

1. *Corpus, jura, feuda vel bona, honorem principum*. Consulter : 1° *Abrégé* de LANTZ, l. c., f° 64° et suivants ; 2° Mémoire de Chavigny (3 mai 1729) sur la Chambre Impériale. A. E. All. 375, f° 119.

2. Chavigny à Chauvelin, 29 mars 1729. A. E. All. 375, f° 71. Il faudrait s'arranger pour qu'il reste « quelque vestige du blâme que l'Empereur a mérité de leur part » (de la part des Etats).

3. Voir le mémoire de Le Dran sur le Mecklembourg, cité. f°s 99-123.

prouvant son droit de changer l'administration, par des exemples et des précédents : surtout il s'affirma comme le protecteur de sujets opprimés, d'une *nation* qui voulait vivre selon ses traditions et que la Russie, la Prusse et le Hanovre, sous des apparences différentes, visaient à anéantir et à partager ; son rôle était de défendre les faibles contre les forts. La thèse autrichienne devait avoir pour elle l'opinion publique allemande, hostile aux puissants Etats du Nord. Dès 1724, les princes avaient supplié l'Empereur de mettre Charles-Léopold au ban de l'Empire. L'assurance d'être approuvé, la difficulté, en l'état de fermentation de l'Allemagne, de se passer de l'approbation des princes, tout détermina Charles VI à porter l'affaire à la Diète par un décret de commission du 11 juin 1729 ; ¹ il y demandait la confirmation pure et simple de la nouvelle administration, ne voulant même pas supposer qu'on contestât son droit de priver provisionnellement un prince de ses Etats. Par ce décret, l'affaire redevenait allemande ; elle allait fournir une carrière nouvelle à l'activité de Chavigny.

« Depuis longtemps, écrivait Chauvelin le 16 juin 1729, il ne s'était agi en cette assemblée d'une question qui intéresse aussi essentiellement les droits et les libertés des Etats de l'Empire ². » Le garde des sceaux ordonnait à Chavigny d'exciter les ministres des princes amis « sur l'extrême attention qu'ils doivent faire à la proposition de l'Empereur et sur le préjudice infini qui pourroit résulter de la complaisance qu'ils pourroient avoir en cette occasion pour les insinuations et les représentations des Impériaux ». Son plan était d'amener la Diète à se substituer à l'Empereur pour pro-

1. A. E. All. 375, f° 158, en allemand. Dicté le 13 juin.

2. Chauvelin à Chavigny, 16 juin 1729. A. E. All. 375, f° 142.

céder contre le Duc de Mecklembourg, et, après avoir ainsi « lié les mains » aux princes, de les conduire à examiner et à réformer toute la procédure du Conseil Aulique ¹. C'était aussi le dessein de Chavigny. Celui-ci se donnait tout le mouvement possible pour mettre en branle le ministre de Hanovre, de Dieden, exciter Münckhausen, Stein, ministre du duc de Wolfenbüttel. Tout d'abord, il déplorait l'inertie et l'aveuglement des membres de la Diète ² ; mais en mai et en juin 1729, l'horizon s'éclaire ; ses efforts ont réussi à entraîner tout un groupe d'Etats : il a dicté à Dieden le projet de résolution qu'il se flatte de voir adopter ³ ; il est tout joie et tout espérance. « Nous obtiendrons un conclusum qui, quoyqu'assez modéré, fait perdre à l'Empereur dans une seule journée plus que luy et ses prédécesséurs n'ont gagné en plus de soixante ans ! ⁴. » C'est qu'à ce moment les plus heureuses perspectives lui sont ouvertes ; il a quelques raisons de se croire proche d'achever l'œuvre à laquelle il travaille avec patience. Dans l'Empire, sous l'égide de la France, vient de se constituer un groupement solide, auquel l'Electeur de Hanovre est près d'adhérer, et grâce auquel Chavigny se flatte de parvenir glorieusement au but de ses efforts.

1. Chauvelin à Chavigny, 21 juin 1729. A. E. All. 375, f° 148.

2. Cf. Chavigny à Chauvelin, 23 novembre 1728. A. E. All. 374, f° 423. « Pas un d'eux ne voudroit rompre la glace. » *Id.* 20 juillet 1728 ; *ibid.* f° 358.

3. *Pro memorin*, écrit par de Dieden, mai 1729. A. E. All. 375, f° 136. « Deffendre sérieusement au Conseil Aulique de ne rien prononcer touchant l'administration provisionnelle du pays de Mecklembourg ou touchant la suspension ou dégradation du Duc Charles-Léopold. Ce point n'étant nullement de leur compétence, mais uniquement réservé à la décision de l'Empereur et de l'Empire. »

4. Chavigny à Chauvelin, 7 juin 1729. A. E. All. 375, f° 140.

III. 1728-1729

L'UNION ÉLECTORALE. — MISSION DE CHAVIGNY A HANOVRE.

I

L'Union des quatre Electeurs de Bavière, de Cologne, de Trèves et Palatin fut l'œuvre de Charles-Albert de Bavière personnellement, encouragé et excité par Chavigny. Dès le début de sa mission, celui-ci s'était fait un objet principal de conquérir sa confiance, et il y était entré plus avant que le ministre de France à Munich, du Rezay ; une correspondance constante avec le comte de Terring l'entretenait et l'augmentait. Ce sont là les origines de la liaison personnelle de Chavigny avec Charles-Albert, qui deviendra plus intime avec le temps, et le ramènera auprès du futur empereur et de son fils, au temps de ses infortunes. « Il faut lui rendre justice, écrit-il dans ses *Mémoires*, depuis vingt-six ans que je parcours toute l'Europe, que j'ai eu assez d'occasions de traiter personnellement avec la plupart des princes, j'en ai trouvé peu d'aussi capables qu'il paraissoit l'être alors de grands et justes desseins ¹. » « Il est le seul d'Allemagne qui ait tout ce qu'il lui faut pour y faire un grand personnage », écrivait-il

1. L. c., f° 183.

le 10 novembre 1729 ¹. Chavigny n'avait pas mis longtemps à pénétrer l'objet de ses ambitions : en janvier 1730, l'Electeur le lui confiait expressément ; il voulait la couronne impériale et une partie de la succession de Charles VI ². Depuis son traité avec la cour de Vienne (1^{er} septembre 1726) ³, il ne cherchait qu'à en éluder les obligations ; en mars 1728, à un rendez-vous de chasse où le vit Chavigny, il était tout à fait décidé : « Dès la première entrevue que j'eus avec lui, dit l'ambassadeur, dans ses *Mémoires*, il fut arrêté entre nous qu'aussitôt que son traité avec l'Empereur seroit expiré, et qui n'avait plus que huit à dix mois à courir, il changeroit haut la main d'allures, soit au dedans soit au dehors de l'Empire ⁴. » Tout s'unissait, à cette époque, pour fixer ses résolutions : ses propres ambitions et la crainte de voir la Pragmatique Sanction garantie au Congrès ; les visées de son frère, l'Electeur de Cologne, dont la politique consistait à accaparer les évêchés et les coadjutoreries pour les membres de sa famille ; les rancunes de l'Electeur Palatin, frustré de Berg et de Juliers, expulsé par l'Empereur de Zwingenberg ;

1. Chavigny à Chauvelin, 16 novembre 1729. A. E. All. 375, f^o 216. « J'ai vu dans ce Prince tout ce que je désirois que nous pussions rencontrer dans nos alliés : il pense avec élévation, il juge sainement, il s'explique avec précision, il agit rondement : il connoist son intérêt et sait qu'il n'en a pas de plus essentiel que celui de mériter l'assistance du Roy pour tous les cas qui peuvent arriver. »

2. Chavigny à Chauvelin, 17 janvier 1730. A. E. All. 376, f^o 29. « Pour couper court, il veut être empereur, il est déterminé de risquer de tout pour le tout, lorsqu'il s'agira d'une élection. » Chavigny est le seul à qui l'Electeur se soit ouvert, à cette date, sur ses plus secrètes pensées.

3. Voir *Instructions données aux Ambassadeurs*. V. VII (1889), Bavière-Palatinat-Deux-Ponts, LEBON, p. 223 ; *ibid.*, p. 175. (Instructions à du Rezay, 30 décembre 1726.)

4. L. c., f^o 185.

la docilité escomptée du frère de ce dernier, l'Electeur de Trèves, vieux, de santé chancelante et d'ailleurs besogneux, qu'il était facile d'enchaîner aux mêmes vues.

Le point principal fut de gagner le Palatin. La cour de Vienne, en prévision d'une garantie par l'Empire de la Pragmatique ou d'une élection de Roi des Romains, s'efforçait de grouper les princes allemands sous sa direction. C'est ainsi qu'elle fit renouveler sous ses auspices, en décembre 1727, les pactes anciens qui unissaient les Electeurs de Trèves et de Mayence ; ceux-ci invitèrent les autres à entrer dans ce traité d'amitié ¹. Les rois d'Angleterre et de Prusse déclinerent l'offre : le Palatin, circonvenu, accepta ². C'est alors que l'Electeur de Bavière se résolut à une démarche décisive ; il se rendit à Mannheim en personne, avec son frère. Le 16 avril 1728, il concluait l'Union électorale ³, par laquelle les quatre princes s'assuraient leurs prétentions réciproques, se promettaient de maintenir la paix dans l'Empire sur la base des traités de Westphalie et convenaient d'agir dans le même sens à la Diète, particulièrement dans le cas d'une élection de Roi des Romains. La force même de cette union résidait dans les intentions fort précises du traité,

1. Chavigny à Chauvelin, 30 décembre 1727. A. E. All. 373, f° 220 ; 13 janvier 1728, *ibid.* 374, f° 16. Il n'est pas question du maintien des Traités de Westphalie, dans cet acte.

2. Chavigny à Chauvelin, 13 janvier 1728, citée.

3. La copie du traité est au vol. 374 de la série All., f°s 122-126, en allemand. Voir LE DRAN, *Négociations d'Allemagne*. A. E. Mém. et Doc. F. D. All. 59, f° 15.

« Il ne falloit pas moins que toute la dextérité et toute la patience de l'Electeur de Bavière pour amener imperceptiblement les Princes ses parents au point de se resserrer plus étroitement pour leur seureté et leur considération commune. » (Mémoires de Chavigny, I. c., f° 186.)

sous le vague apparent des formules diplomatiques ; il aboutissait, en effet, à la garantie de Berg et de Juliers pour le Palatin, des droits à la succession d'Autriche pour Charles-Albert. Ce groupe pouvait être fort, parce que, quoique peu nombreux, il disposait de quatre voix sur neuf au collège des Electeurs, et surtout parce qu'il avait, dans le duc de Bavière, un chef habile et ambitieux.

Quel usage pouvait faire la France de l'Union Electorale ? « L'union des quatre Electeurs peut être bonne ¹ », écrivait Chavigny le 4 mai 1728. Il fallait pourtant, au préalable, s'assurer des dispositions des principaux contractants. Celles de Charles-Albert ne laissaient rien à désirer, puisqu'il avait formellement refusé à l'Empereur le renouvellement du traité de 1726, et venait de se lier à la France par une convention du 12 novembre 1727 ². Il importait, au contraire, de s'attacher l'Electeur Palatin, que divisaient avec la France des difficultés relatives aux fiefs qu'il possédait en Alsace. Chauvelin sut les terminer heureusement et signa avec lui le traité secret de Marly (15 février 1729) ³.

1. A Chauvelin. A. E. All. 374, f^o 138. — Cf. *id.* 28 mai, *ibid.* Voir *Mémoire sur l'alliance des quatre Electeurs du 16 avril 1728* (auteur, probablement Chauvelin). A. E. All. 374, f^o 142. Le Roi a le plus grand intérêt à adhérer à l'Union ; le point essentiel serait les droits des Sultzbach sur Berg et Juliers. (La France allait-elle dénoncer le traité de Hanovre sur ce point ?) et les contestations, avec la France, du Palatin, à propos de l'Alsace. Le mémoire insiste sur la nécessité de traiter sans l'Angleterre et la Hollande. Si cet avis eût été suivi, il est probable que l'issue eût été plus favorable.

2. Cf. *Instructions aux Ambassadeurs*. Bavière, p. 175 et suivantes.

3. *Instructions aux Ambassadeurs*. Bavière, Palatinat, Deux-Ponts, citées, p. 420. C'est le comte d'Albert, ministre de Bavière en France, qui, à un voyage de Munich, a négocié le traité de Marly : condi-

Quelqu'intérêt qu'eût le Roi de France à entrer dans l'Union Electorale, la partie était trop belle pour la compromettre par trop de hâte : « Il n'est pas encore tems, écrivait Chauvelin à Chavigny, le 25 septembre 1728, de mettre ouvertement la main à l'ouvrage de nostre part, et il vaut mieux laisser fermenter les levains et les aigreurs qui paroissent se préparer et de l'autre laisser faire pour le présent des princes que les mêmes intérêts doivent réunir et auxquels plusieurs autres ne seront disposés à s'associer qu'autant qu'ils n'auront pas lieu de soupçonner que les chefs de cette union puissent être conduits par des vues particulières ¹. »

Mais en même temps que le traité franco-palatin se signait, un événement considérable ouvrait à l'Union Electorale les plus brillantes perspectives. Le 29 janvier 1729, l'archevêque de Mayence ² mourait, et son coadjuteur, l'archevêque de Trèves, lui succédait. Le nouvel Electeur de Mayence, directeur de la Diète et du collège des Electeurs, était membre de l'Union ; pareille occurrence pouvait « changer l'esprit de la Diète » ³. Les ministres de l'Empereur regardèrent cette mort « comme le signal de la décadence de leur crédit dans l'Empire » ⁴. « Ils ne marchent

tions ; neutralité en cas de guerre, garantie du Roi pour Berg et Juliers en faveur de la branche palatine des Sulzbach, accord politique à la Diète avec les Electeurs de Trèves et de Cologne. Sur les contestations à propos des fiefs d'Alsace, voir m. volume, *les Instructions du comte de La Marck*, 26 décembre 1715, p. 408.

1. Chauvelin à Chavigny, 25 septembre 1728. A. E. All. 374, f° 333.

2. Lothaire-François de Schönborn, évêque de Bamberg, élu en 1695 ; remplaçant : François-Louis, archevêque de Trèves, père de l'Electeur Palatin, évêque de Breslau, de Worms, grand-maître de l'Ordre Teutonique, coadjuteur de Mayence.

3. Chavigny à Chauvelin, 15 février 1729. A. E. All. 375, f° 37.

4. Chavigny à Chauvelin, 1^{er} mars 1729. A. E. All. 375, f° 51. « Un

plus avec la même assurance ; ils chancellent à chaque pas et laissent voir, à qui veut les observer dans leurs discours et dans leurs mouvements, ce que j'ay souvent pensé, que leur grandeur n'est qu'un fantôme qui disparaîtra aussitôt qu'ils trouveront dans leur chemin des oppositions réelles et constantes... Si les quatre Electeurs connoissent ce qu'ils peuvent et s'ils sçavent en user avec sagesse et avec discrétion, ils ont presque en leurs mains le gouvernement intérieur de l'Empire ¹. » Seulement, « il serait bientôt temps de se mettre au milieu d'eux pour les diriger et les conduire plus seurement qu'ils ne sont capables de se conduire eux-mêmes » ². Sur la demande de Chauvelin, Chavigny développait ce « sujet capital », dans trois mémoires ³, datés du 3 mai 1729, le premier sur l'Union Electorale, le second sur l'affaire de Mecklembourg, le troisième sur la Chambre Impériale. L'Union Electorale apparaît à Chavigny comme le levier avec lequel la France pourra enfin remuer l'Allemagne. Le moyen, c'est la dissolution de la Diète, « vaine re-

des principaux ministres d'Autriche disait que cette méchante petite union pouvoit donner à l'Empereur plus d'embarras et plus d'affaires que l'alliance d'Hannover . » (Mémoire sur l'Union Electorale, 3 mai 1729. A. E. All. 375, f^o 90. — Mémoires de Chavigny, I. c. f^o 186.

1. Chavigny à Chauvelin, 15 mars 1729. A. E. All. 375, f^o 62.

2. Chavigny, 1^{er} mars, citée. Chauvelin envoie au nouvel archevêque de Mayence M. de Villebois, 1^{er} juillet 1729. Le Roi lui écrit ainsi que Fleurv, le 30 avril 1729 : « Dans cette occasion, je considère au-sy l'influence principale que votre nouvelle dignité vous donne sur le gouvernement général de l'Empire, et je suis persuadé, connoissant votre prudence et vos bonnes intentions, que vous dirigerez toujours au bien public et à la conservation de la paix vos résolutions et les ordres que vous donnerez aux ministres chargés de vos pouvoirs dans l'Empire. » A. E. M. 39.

3. A. E. All. 375, f^{os} 99, 108 et 119.

présentation » ¹ qui peut suivre le divorce entre protestants et catholiques ; par là on privera l'Empereur d'un de ses principaux moyens d'action sur les princes. Recherchée par les deux partis, la France peut et doit les réunir sur le terrain politique ; il faut se mêler à l'Union, « étendre ses vues », anéantir l'association des Cereles, qui peut être gênante, profiter de l'affaire de Mecklembourg pour réformer le Conseil Aulique et la Chambre Impériale, se saisir du directoire de l'Empire. Si la Diète se dissout sur des questions d'ordre politique, c'est-à-dire sur un conflit entre l'Empereur et les Etats, rien ne saurait être plus favorable à l'Union et à la France. D'autre part, si Chavigny entend restreindre l'autorité et la puissance des Habsbourg, il n'entend en aucune manière dissoudre l'Empire, mais bien le conserver, en substituant la maison de Bavière à la maison d'Autriche. Le meilleur moyen pour l'Electeur de Bavière d'être Roi des Romains, c'est d'attendre la mort de Charles VI et l'héritage des pays héréditaires, car les Allemands ne conserveront pas l'Empire sans un chef assez puissant « pour y maintenir l'ordre et la sécurité publique » ; et il ajoutait ces mots prophétiques : « Plus j'y réfléchis, plus je reste persuadé que l'intérêt de la France est de conserver l'Empire dans sa substance, que ce grand corps qui ne peut jamais être uni ne nous sera jamais redoutable, au lieu que s'il était dissout, il

1. Idée chère à Chavigny, qui la développe à plusieurs reprises, en 1727, en 1729 et enfin en 1731. La dissolution de la Diète est une sorte de rupture du lien fédéral, fatal à l'Empereur, tant que celui-ci sera un Habsbourg. Mais Chavigny n'est pas en principe ennemi d'un empire allemand : voir plus loin. Ses idées sont très souples quelquefois un peu confuses et contradictoires. Il n'est ni logicien ni théoricien, mais diplomate nourri de traditions, appliquant aux circonstances des idées différentes.

s'élèverait sur ses ruines deux ou trois puissances principales dont on ne sait ce que l'on peut prévoir pour les tems à venir. » L'Union Electorale pouvait donc non seulement ouvrir à la France une sphère d'influence en Allemagne, mais encore la rendre « l'arbitre de la destinée de l'Empire et de la succession de l'Empereur ».

Seulement, il importait d'unir les protestants et les catholiques. Depuis longtemps, Chavigny prêchait l'Electeur de Bavière sur ce point ; d'abord décidés à reprendre l'affaire de Zwingenberg ¹, les quatre princes comprenaient l'avantage, pour le succès de leurs vues, de s'attirer l'aide des plus notables parmi les réformés. De là la mission du comte de Plettemberg à Hanovre (juillet 1729). Dès que les Electeurs furent décidés, Fleury et Chauvelin leur offrirent l'alliance de la ligue de Hanovre, de la France, de l'Angleterre et de la Hollande. Le plan primitif s'élargit : ce sont cinq voix dans le collège électoral, et par conséquent la majorité, que Chauvelin escompte, comme fruit du succès de la ligue nouvelle. Aucun dessein ne se présentait avec des dehors plus

1. Chavigny à Chauvelin, 1^{er} avril 1729. A. E. All. 375, f^o 81 : « L'affaire n'est pas finie, dit Plettemberg, et nous la pousserons. » Chavigny prévoit que la dissolution de la Diète peut s'ensuivre : « La France a beau jeu, s'écrie Plettemberg avec enthousiasme, si elle en veut profiter. » Et Chavigny de lui définir alors le but de sa politique, toute désintéressée d'apparence : « Nous n'avons rien à désirer en Allemagne que les princes bien intentionnés ne doivent désirer plus que nous. Nous souhaiterions, à la vérité, que les princes de l'Empire fussent plus unis et plus attachés au maintien de leurs droits et de leurs libertez, mais nous ne voudrions pas les détourner de leur devoir envers l'Empereur : Eh ! plutôt à Dieu qu'il ne dépendit que de nous d'établir une bonne harmonie entre le chef et les membres si elle pouvoit être fondée sur l'exacte et fidèle observation des lois et des constitutions qui lient les membres au chef, mais encor plus le chef aux membres. »

brillants. La simple fusion de deux groupes déjà formés décidait du sort de l'Empereur et présageait la ruine de la maison d'Autriche. Le point était de jouer avec assez d'habileté des intérêts hanovriens de Georges II, de ses ambitions dans le Mecklembourg, de son désir réel de jouer un rôle dans l'Empire, peut-être d'arracher, lui aussi, quelques lambeaux au patrimoine des Habsbourg ; il fallait se rendre le maître et le confident de ses ambitions personnelles, afin de l'enchaîner à la politique française. Ce fut Chavigny qui fut chargé de cette mission difficile et importante, à la place du comte de Broglie retenu à Paris sous différents prétextes ¹. Du coup notre ambassadeur devient l'exécuteur d'un des desseins les plus essentiels de notre diplomatie.

II

Les instructions de Chauvelin à Chavigny, datées du 21 juin 1729 ², avaient un objet double. D'une part, il s'agissait d'amener les Anglais, et en particulier Townshend, à se montrer plus conciliants à l'égard de l'Espagne, d'empêcher l'envoi d'une flotte dans l'Amérique espagnole, de faciliter le traité en voie de négociation à Madrid, puis à Séville. D'autre part, l'objet principal de Chavigny était d'attirer l'attention du Roi d'Angleterre sur les affaires d'Allemagne, de lui montrer à quoi ses états de Hanovre étaient exposés en cas de guerre, de le tirer de la « dangereuse sécurité » où le tenaient ses ministres anglais, sur le principe que la France était obligée de le protéger, de lui rappeler que le Roi ne lui devait, par les traités, que 12.000 Danois à sa solde, et qu'on

1. Mémoires de Chavigny, l. c., f° 187.

2. A. E. B. H. 47, f° 45.

ne pourrait transporter des troupes françaises dans l'Empire sans se compromettre et s'y rendre impopulaire ; en un mot, Chavigny devait l'effrayer en lui rendant sensible « la relation nécessaire qui subsiste entre les affaires générales et la situation de ses Etats en Allemagne », l'amener par là à voir la nécessité de s'y protéger lui-même. Le Roi de France voulait bien l'aider dans l'affaire de Mecklembourg, mais à la condition que Georges II collaborât à l'œuvre française, contribuât à abaisser l'Empereur et le Conseil Aulique, avant tout adhérât à l'Union Electorale, sans s'arrêter aux premières objections qu'on avait déjà faites en Angleterre ou à Hanovre. « Cette commission, écrivait Chavigny le 19 juillet 1729, renferme de grands projets et peut-être les plus importants que nous ayons eus depuis longtemps : il faut conserver nos alliés, mais il est tems de les ramener à ce que nous pouvons si justement prétendre d'eux dans la communauté d'intérêt qui nous lie et doit nécessairement nous lier les uns aux autres ¹. »

Jamais Chavigny ne fut plus lui-même que dans cette mission dont le succès eût pu changer le cours de l'histoire, et lui eût ouvert personnellement un chemin vers de plus hautes destinées. A la vérité, les circonstances lui étaient favorables. Georges II était plus susceptible que son père de subir une influence. « Il paroît être plus touché que ne l'étoit le feu Roi son père, de plaire à la nation anglaise, mais il a une vivacité de tempérament que l'autre n'avoit pas, qui donne quelque avantage lorsqu'on peut le persuader de son véritable intérêt » ². Son ministère allemand, où Münckhausen était entré en 1727, était sympathique à l'Union Electro-

1. A Chauvelin. A. E. All. 375, f^o 170.

2. Chavigny à Chauvelin, 22 août 1729. A. E. B.-H. 47, f^o 157.

rale ¹. Enfin Townshend, attaché particulièrement au Roi, avait fait sa politique personnelle de la lutte contre l'Empereur et de la grandeur de l'Electorat ; il possédait la confiance de son maître, et le souci de son crédit et de son autorité lui faisait un devoir de le servir. Dès le 12 août, le sous-secrétaire G. Tilson, son ami et celui de Chavigny, annonçait à ce dernier les excellentes dispositions de Townshend ² ; c'est Townshend lui-même qui met en rapport le Roi et l'envoyé français, qui ménage entr'eux de longs et fréquents entretiens ³. Aussi, dès les premières entrevues, Chavigny s'établit-il fort avant dans la familiarité de Georges II. Son adresse insinuante était bien faite pour agir sur une nature vive et brutale comme celle du Roi ; il réussit vite à le conquérir. Georges II déclarait « qu'il entraît plus avant que qui que ce fût dans tout ce qui pouvoit servir au bien de ses affaires » ⁴. « Vous pouvez vous adresser directement à moi, ajoute-t-il ; mes ministres vous diront tout. » Chavigny cultiva cette intimité avec son adresse coutumière ; il ne le quitte pas d'une semelle, le suivant à Celle, au Gœhrde, à Brunswick, à Hanovre ⁵. Ils étaient enchantés l'un de l'autre : le Roi goûtait Chavigny davantage de jour en jour « tant pour son caractère personnel que pour ses manières de négotier » ⁶ ; Chavigny se flattait d'être entièrement dans le se-

1. Chavigny à Chauvelin, 1^{er} août 1729. A. E. B.-H. 47, f^o 101.

2. Chavigny à Chauvelin, 1^{er} août 1729, citée.

3. Chavigny à Chauvelin, 19 août 1729. A. E. B.-H. 47, f^o 111. Townshend prie Chavigny « d'établir (avec Georges II) un concert parfait dans tout ce qui peut avoir rapport aux affaires d'Allemagne. » (f^o 113). — Cf également, *id.* 4 septembre 1729 ; *ibid.* f^o 202.

4. Chavigny à Chauvelin, 12 août, citée.

5. Chavigny à Chauvelin, 18 août 1729. A. E. B.-H. 47. « Il faut être icy dans un mouvement continuel. »

6. Schleinitz à Chauvelin, 15 septembre 1729. A. E. B.-H. 47, f^o 240.

cret du souverain : « Je commence, écrivait-il le 26 août, à me persuader plus que jamais que l'on y peut faire quelque fond » ¹.

C'est avec le Roi d'Angleterre, seul à seul, qu'il régla les affaires d'Allemagne : il lui insinua que l'alliance des quatre Electeurs ne serait pas parfaite « tant qu'ils ne seraient pas liés par quelque chose de plus que l'intérêt public, quelque puissant qu'il soit auprès d'eux » ². Georges II ayant répliqué avec vivacité : « Il est temps d'abaisser la maison d'Autriche », Chavigny lui répartit que les moyens étaient « entre ses mains », que le traité avec l'Union Electorale lui donnerait un parti dans l'Empire, dont il serait en quelque sorte le chef. A cette flatterie qu'il savait devoir porter, il ajoutait un argument non moins décisif : c'est l'hostilité qui s'était déclarée ouvertement entre le Hanovre et la Prusse, en juillet et août 1729, en fait à cause de l'affaire de Mecklembourg, en apparence pour des racolements opérés par Frédéric-Guillaume sur le territoire de son voisin et pour des enlèvements de déserteurs sur les frontières de la Prusse. 17.000 Prussiens s'assemblaient en août à Magdebourg : de leur côté, Georges II et le Duc de Brunswick-Wolfenbüttel mobilisaient leur armée, appelaient les troupes de Hesse-Cassel et demandaient le secours de la France ³. Le Roi d'Angleterre était tout ardeur : il ne parlait de rien moins que de tomber sur son beau-frère : « Il médite déjà les moyens de le dépouiller », disait Chavigny ⁴. Il avait donc besoin d'appuis : l'Union Electorale devait, en les lui fournissant, lui donner

1. Chavigny à Chauvelin, 26 août 1729. A. E. B.-H. 47, f° 195.

2. Chavigny, 12 août, citée.

3. Chavigny à Chauvelin, 23 août 1729. A. E. B.-H. 47, f° 162.

4. Chavigny à Chauvelin, 26 août 1729. A. E. B.-H. 47, f° 195.

beau jeu pour établir son crédit en Allemagne sur les ruines de celui de Frédéric-Guillaume, universellement haï et méprisé. Dans ces circonstances, Chavigny devait triompher de tous les scrupules du Roi ; celui-ci est convaincu : « Je veux vivre avec la France, lui dit-il le 4 septembre, et si mon alliance lui convient, comme je le croy, il ne dépendra que du Roy de la renouveler et de la resserrer encore par les liens les plus forts et les plus étroits » ¹. Il consentit au traité avec les Electeurs, marquant à plusieurs reprises la plus grande ardeur à le consommer ² ; personnellement, il n'élevait que peu de difficultés sur les articles principaux ; il ne répugnait qu'aux subsides en raison de son avarice ; mais le point essentiel pour lui était l'article séparé relatif au Mecklembourg ; il voulait sur ce point l'aide sans réserve des Electeurs et de la France, en cas de conflit « à cette occasion », et prétendait conserver son corps d'occupation dans le Duché.

Les principales difficultés vinrent surtout de Townshend. Sans doute, bien qu'au début l'Espagne l'intéressât plus que l'Union Electorale, Chavigny l'avait assez rapidement converti. Dès le 18 août, l'envoyé écrivait qu'il souhaitait passionnément l'alliance avec les Electeurs « pour l'apologie et la justification de sa conduite » ³. Le 22 : « M^d Townshend considère aujourd'hui cette union comme l'époque la plus glorieuse de son ministère » ⁴. Chavigny eut vite fait de le

1. Chavigny à Chauvelin, 4 septembre 1729. A. E. B.-H. 47, f° 221.

2. Lettres du 18 août et du 4 septembre, citées.

3. Chavigny à Chauvelin, 18 août 1729. A. E. B.-H. 47, f° 151.

4. Chavigny à Chauvelin, 22 août 1729. A. E. B.-H. 47, f° 159. — Cf. M. lettre : « M^d Townshend, qui veut plaire à son maître et qui veut peut-être se faire valoir plus qu'il n'a fait jusqu'icy par la relation de ses Etats d'Allemagne avec les affaires générales, ne

convaincre qu'il fallait profiter des bonnes dispositions de l'Espagne, se montrer moins difficile sur les négociations de Séville, abandonner toute pensée de violence, laisser la flotte de Spithead au port ; l'essentiel était de détacher Philippe V de l'Empereur, en consentant au transport des garnisons espagnoles en Toscane, en résumé d'en finir de ce côté-là, afin d'être libres en Allemagne, de faire face à une guerre imminente, et de s'unir avec les Electeurs ¹. Mais il n'était pas au bout des difficultés. Townshend refusait, par crainte du Parlement, les subsides que George II avait consentis avec répugnance ; en second lieu, il répugnait à garantir Berg et Juliers au Palatin : par égard pour la Reine d'Angleterre fort amie de la Prusse, par attachement à ses propres principes, Townshend était hostile à une rupture avec cet Etat ². Il ne fallut rien moins, pour le décider « non sans peine », que l'intervention de M. de Sauveterre à Berlin, évitant un conflit ³, et le don de persuasion de Chavigny, qui obtint du Roi d'Angleterre son consentement à un arbitrage ⁴, et de la cour de France un mouvement de troupes

veut pas perdre cette occasion de signaler son zèle et sa prévoyance pour la seureté de l'Electorat de Hanovre. »

1. Chavigny à Chauvelin, 12 août 1729. A. E. B.-H. 47, f° 116. — Cf. Dépêches du 18 août et du 4 septembre, citées. Voyez dépêche de Chauvelin du 21 août 1729, *ibid.*, f° 133, qui lui donne ses instructions sur ce point. — Cf. Egalement Mémoires de Chavigny, I. c., f° 187. « Vingt-quatre heures ne se passèrent pas que l'on me déclara formellement que la flotte ne partiroit de Spithead que de l'aveu et du consentement de la France. Toutes les difficultés furent aplanies au bout de trois semaines... » « M. de Broglie s'étoit laissé imposer. » (*Ibid.*).

2. Chavigny, 18 août, citée.

3. Chavigny à Chauvelin, 26 août 1729. A. E. B.-H. 47, f° 195°.

4. Chavigny, 4 septembre 1729, citée, f° 220. Arbitrage des Ducs de Brunswick-Wolfenbüttel et de Saxe-Gotha. Leur sentence, 16 avril 1730. DU MONT, *Corps Diplomatique*, VIII, 161.

destiné à effrayer Frédéric-Guillaume. En troisième lieu, sur l'article de Mecklembourg, Townshend, pour plaire à son maître, insistait sur l'annulation de la nouvelle commission, le rétablissement de l'ancienne ¹; par malheur, l'Electeur de Bavière et Plettemberg prêtaient les mains à cette exigence, qui n'eût été rien moins qu'une conquête déguisée du Mecklembourg par l'Electeur de Hanovre. Pour Chavigny, tout ce qu'il pouvait concéder, c'est qu'on s'entendît pour garantir l'électorat contre toute entreprise à propos de l'administration provisionnelle de 1719 et pour sauvegarder ses « droits et justes prétentions » ; encore dépassait-il les intentions de sa cour. Mais il se refusait à enlever à cette affaire son caractère purement germanique ; son but était d'éviter au duc de Mecklembourg la mise au ban, « exemples qui dégradent et qui anéantissent les princes de l'Empire, lorsque nous avons tant d'intérêt à les relever et à les rendre indépendants » ² surtout de faire annuler par la Diète, grâce

1. Mémoire envoyé à M. de Chavigny, 21 avril 1729, sur les modifications à apporter au traité Electoral. A. E. B.-H. 47, f° 141. — Cf. Chavigny à Chauvelin, 19 septembre 1729, *ibid.*, f° 253. Le projet de traité est au fonds Bavière, vol. 79, f° 169. Douze articles : base : Traités de Westphalie (art. III). Engagement de ne pas traiter séparément (art. VII). Action commune à la Diète (art. VIII). Durée : 14 ans (art. XI). Secret (art. XII). 1^{er} article séparé, f° 177. Subside annuel de 600.000 livres fournis par la France et l'Angleterre à la Bavière. 2^e art. sép. Cologne, 300.000 florins par les mêmes. 3^e art. sép. pour le Mecklembourg, f° 179. 4^e art. sép. Garantie de Berg et Juliers pour le Palatin. — Cf. Remarques faites par Md Townshend et le comte de Plettemberg sur le projet de traité avec les Electeurs remis aux plénipotentiaires de S. M. à la cour de France par M. le comte d'Albert. A. E. B.-H. 47, f° 176. — Pièce sur les décisions prises entre les cours de Hanovre et de Wolfenbüttel au sujet du Mecklembourg. A. E. B. H. 47, f° 167.

2. Chavigny, 19 septembre 1729, citée.

à l'appoint des voix électorales, la procédure entière du Conseil Aulique : « Le point capital est de diriger la pluralité des suffrages à des représentations qui, quoique sages et modérées, fixent une fois, quant à la juridiction, le système de l'Empire, servent de règle à l'Empereur, et soient autant de pierres d'attente pour jeter le fondement de la capitulation de son successeur » ¹. C'est l'esprit qui dicta la rédaction de l'article du traité ; ni Chavigny, ni Chauvelin ne se souciaient de trop agrandir le Hanovre ou les Electeurs : « Il faut les conduire plus sagement qu'ils ne sont capables de se conduire eux-mêmes » ².

Mais l'Union Electorale devait se heurter à des obstacles plus insurmontables encore. Le ministère anglais, sur cette question, était loin d'être homogène. Si Townshend servait passionnément le secret de son maître, il avait contre lui Robert et Horace Walpole. Horace était résolument hostile au traité ; à Paris, il se disait sans instructions ³. Réellement, Robert ne voulait pas de grandes entreprises, à la fois dispendieuses et impopulaires ; c'est ce qui explique les tergiversations de Townshend sur les subsides de l'Electeur de Cologne ⁴. Horace répugnait à l'article 7, qui impliquait l'engagement de ne jamais garantir la Pragmatique Sanc

1. Chavigny, 19 septembre 1729, citée.

2. Même dépêche, f° 258.

3. Chauvelin à Chavigny, 2 septembre 1729. A. E. B.-H. 47, f° 186.

4. Chavigny à Chauvelin, 4 septembre 1729. A. E. B.-H. 47, f°s 214 et 215. Townshend dit à l'envoyé « que je connoissois mieux qu'un autre la nécessité de son adhérence avec M. Robert Walpole, que celui-ci, ennemy déclaré de toute dépense extraordinaire et se souciant assez peu du dehors, on espéreroit vainement de trouver quelque facilité de sa part..... qu'Horace Walpole, qui n'avoit d'autres mouvemens que ceux que son frère lui donne, étoit affecté des mêmes principes et et des mêmes sentimens. »

tion ; à vrai dire, cette clause se trouvait déjà sous-entendue dans le traité de Herrenhausen ; mais elle était nécessaire à cette date, pour déterminer l'Empereur à abandonner la Compagnie d'Ostende ; maintenant, celle-ci se trouvait virtuellement ruinée ; le but était atteint, la paix prochaine avec l'Espagne ¹. Nul doute que les Walpole ne songeassent déjà à se rapprocher de l'Empereur, par amour pour la paix, par besoin de popularité, pour maintenir en Europe un équilibre que menaçait la politique active de Chauvelin et de Chavigny. Ils s'appuyaient sur la reine Caroline d'Anspach, pour qui Georges II avait la plus grande déférence ². Plus soucieuse que son mari des intérêts anglais et du crédit de la dynastie, la reine joue en septembre 1729 un rôle décisif. Elle détermine le retour subit, imprévu du roi à Londres. Chavigny apprit, le 11 septembre, en pleine fièvre de négociation, que Georges II devait partir le 19. « Le départ précipité du Roi d'Angleterre me cause un grand désagrément », écrivait-il à Chauvelin avec mélancolie ³. Cette désagréable surprise lui arriva comme il attendait Plettemberg pour combiner avec Townshend le traité définitif. Le comte put à peine saluer le roi à son départ. Sans doute, Townshend, au regret de ne pas consommer l'affaire, l'autorisa à traiter en son nom sur les bases arrêtées ⁴ ; mais son retour à Londres, en le livrant sans appuis aux adversaires que Chavigny

1. Voir W. COXE, ouvrage cité, II, 659. Horace Walpole à Stephen Poyntz, 4 novembre 1729 (secrète).

2. Chavigny, 4 septembre, citée.

3. Chavigny à Chauvelin, 11 septembre 1729. A. E. B.-H. 47, f° 234.

4. Chavigny, 11 septembre, citée. Mémoires, l. c., f° 188. « Le roi d'Angleterre dit qu'aussi instruit que je l'étois de ses propres intentions, il (Plettemberg) ne perdoit rien à la séparation parce qu'il avoit en moy un autre luy-même. »

connaissait bien, remplissait l'âme de ce dernier de dépit et de sinistres pressentiments.

III

Il ne s'en mit pas moins à l'ouvrage avec activité ; il réussit d'abord à faire rédiger par les Hanovriens et Plettemberg l'article Mecklenbourg conformément aux vues les plus essentielles de sa cour ¹. Puis, sous couleur de retourner à Ratisbonne, sans ordres, de son propre mouvement, il entreprit une tournée en Allemagne ². Il s'arrêta d'abord dans la solitude de Neuhaus, maison de campagne de l'Electeur de Cologne, où, seul avec Plettemberg, conquis par d'habiles flatteries, il rédige le projet de traité de l'Union Electorale : entre temps il pare à la défection attendue de l'Electeur de Mayence ; celui-ci, vieux et cacochyme, avait vite fait de retomber sous la coupe des conseillers de l'ancien Electeur, tous dévoués à l'Autriche ; le mieux disposé, le baron de Stein, fut disgracié en décembre 1729 par le grand-chambellan Satzenhoven ³ ; on devait donc perdre à peu près tout espoir de le voir conclure avec les alliés de Hanovre. Or, l'âge et la santé de l'Electeur mettaient au premier plan le problème de sa succession : Chavigny et Plettemberg dressent le plan d'une campagne pour faire du duc Théodore de Bavière son coadjuteur. Puis c'est un démêlé entre le Hanovre et l'archevêché de Cologne à propos de la possession

1. Chavigny à Chauvelin, 19 septembre 1729. A. E. B.-H. 47, f^{os} 268-269. Chauvelin trouve la rédaction de Chavigny « trop subtile » et favorable aux Anglais (26 septembre 1729, *ibid.*, f^o 273).

2. Pour tous les détails qui suivent, consulter la dépêche de Chavigny à Chauvelin, 10 novembre 1729. A. E. All. 375, f^o 213 sq.

3. Villebois à Chauvelin, 3 janvier 1730. A. E. M. 39.

des salines d'Osnabruck ; Chavigny s'entremet bénévolement et l'arrange. Ces multiples occupations n'empêchent pas notre envoyé de faire toute la besogne de Plettemberg, de suggérer, de dicter et d'écrire. De Cologne, on le voit descendre par Cassel et Francfort, à Mannheim chez le Palatin, puis à Munich, chez Charles-Albert. Il excite les activités, raffermi les bonnes volontés, négocie perpétuellement pour tenir bien lié ce premier faisceau d'amis. Par le Palatin et ses ministres, Sickingen et Francken, par l'Electeur de Bavière et Terring, il essaye de peser sur l'Electeur de Mayence, d'obtenir tout au moins qu'il ne nuise pas à l'Union, et qu'il l'aide à la Diète, dans les occasions. Surtout il achève de capter la confiance de Charles-Albert ; à peine l'a-t-il quitté qu'il prend rendez-vous pour quelques semaines après, à Geissenfeld. Pendant toute la fin de l'année 1729 et le début de 1730, cette activité ne se dément pas ; outre la correspondance officielle, il est en relations fréquentes avec Sickingen, Francken, Münckausen, Stein, le prince Guillaume de Hesse, Terring et Plettemberg. De Ratisbonne, il apparaît comme l'âme de l'Union Electorale ¹, et son influence personnelle dépasse de beaucoup le cadre de cette même Union. Aussi les Impériaux le regardaient-ils comme très dangereux. « Je sais, disait-il en février 1730, que la cour de Vienne m'observe et me craint peut-être plus que jamais... De quel droit, ajoutait-il, pourrait-on nous faire des reproches ? nos soins sont innocens ; ils n'ont d'autre objet que le maintien du repos et du bon ordre de l'Empire. Que voulons-nous des Etats en général et en particulier, si ce n'est leur bien et leur sécurité commune ? Je réside dans un gou-

1. Chavigny à Chauvelin, 29 novembre 1729. A. E. All. 375, f^o 253. On lui témoigne en Bavière « une confiance sans bornes ».

vernement libre ; chaque membre participe à l'autorité souveraine et l'Empereur ne peut l'exercer légitimement qu'avec leur concurrence. Je tiens le langage invariable des loix ; elles sont écrites dans le traité de la paix de Westphalie. Le Roy en est le garant et par conséquent le manuteneur. Son obligation l'oblige à tenir la main à l'observation de ces mêmes loix. Quels remèdes et quels expédiens proposerons-nous qui ne soient autant de preuves indubitables de notre modération ? » ¹. Mais le « langage des loix » ne faisait pas illusion aux Impériaux ², qui constataient d'autre part l'action désorganisatrice de Chavigny, et la formation progressive par lui d'un parti indépendant de la cour de Vienne. D'un autre côté, la cour de France ne voyait pas sans une sorte d'inquiétude et de jalousie ces allures indépendantes, cette diplomatie à bien des égards un peu personnelle et indocile. Si Fleury avait fort approuvé la conduite de Chavigny à Hanovre ³, il n'avait pas goûté le silence à peu près complet qui coïncide avec la période de ses voyages et le lui avait fait savoir ⁴. Mais, visiblement, Chauvelin, tandis qu'il l'admoneste, le couvre et le justifie ⁵ ; et l'on sent aux flatte-ries de Chavigny, qui succèdent au ton officiel du début,

1. Chavigny à Chauvelin, 21 février 1730. A. E. All. 376, f° 103.

2. Chavigny, 21 février, citée : « Je sçay que la cour de Vienne m'observe et me craint peut-être plus que jamais. » 7 mars, *ibid.*, f° 141. « Je suis l'homme le plus dangereux qui se soit depuis longtemps introduit dans l'Empire », d'après l'évêque de Bamberg, Schonborn.

3. Réponse de Chavigny à des compliments, de Schwetzingen, 12 octobre 1729. A. E. All. 375, f° 183.

4. Chauvelin à Chavigny, 20 novembre 1729. A. E. B.-H. 47, f° 297.

5. Chauvelin à Chavigny, 7 mars 1730. A. E. All. 376, f° 112. « Ce travail de vostre part est grand, mais il est nécessaire plus que jamais dans les circonstances présentes. »

qu'il a la confiance du secrétaire d'Etat, étant au poste d'honneur de la diplomatie française.

C'est dans ces circonstances que Chavigny vit avec chagrin ses pressentiments justifiés et son œuvre compromise par la défection du Roi d'Angleterre. Le retour de Townshend à Londres avait été le signal d'un revirement. Lorsque Chavigny lui envoya de Neuhaus le projet rédigé avec Plettemberg, Townshend répondit le 7 octobre 1729 ¹, par une lettre étrange où il le désavouait ; il déclara, contre toute bonne foi, ne pas reconnaître les conventions faites à Hanovre, exigeant l'intervention de l'Electeur de Mayence, qu'il savait impossible, refusant les subsides auxquels il avait consenti pour trois ans, protestant contre la rédaction de l'article Mecklenbourg, demandant que les Electeurs fussent liés sur la question d'Ostende et de Gibraltar. Chavigny ne se découragea pas : le 13 novembre ², il rappelait avec modération au ministre anglais les conversations de l'été précédent et les décisions prises en commun ; il invoquait ses témoins, donnait ses preuves, intéressé pour son honneur à ne pas laisser soupçonner à la cour de France qu'il l'eût trompée ; en même temps il pesait sur le ministère hanovrien, par Münckhausen, par Stein, qu'il avait fait passer du service du Brunswick-Wolfenbüttel à celui du Hanovre ³. Avec patience, il discutait avec Terring et Plettemberg, jusqu'en avril 1730, les nouvelles propositions anglaises, tâtant partout le terrain, pour trouver un moyen d'entente. Peine

1. Chavigny à Chauvelin, 10 novembre 1729. A. E. All. 375, f^o 201.

2. Copie. A. E. All. 375, f^{os} 226 et 240. — Cf. 5 janvier 1730. Copie. *ibid.* 376, f^o 11.

3. Chavigny à Sickingen, 29 novembre 1729. A. E. All. 375, f^o 241 ; à Plettemberg, *ibid.*, f^o 240. — à Chauvelin, 29 novembre 1729, *ibid.*, f^o 253.

perdue : toutes les chicanes de Townshend dissimulaient l'inébranlable opposition de la Reine d'Angleterre et de Walpole ; le secrétaire d'Etat anglais ne convint de rien, ni avec Broglie à Londres, ni avec Chavigny ou Plettemberg¹. Tout espoir dut être abandonné, dès le début de 1730. La négociation fut définitivement rompue en octobre, malgré les efforts de Chauvelin et de Broglie.

Si l'on devait renoncer à une fusion de la ligue de Hanovre et de l'Union Electorale, Chavigny ne désespérait pas d'utiliser Georges II à côté des trois Electeurs, à la Diète, dans les occasions importantes. Si disproportionné que fût le résultat aux efforts faits et aux illusions entretenues, l'entente des principaux princes de l'Allemagne, sous l'égide de la France, avait fait impression dans le Corps Germanique. L'Empereur n'avait pas osé provoquer la discussion de l'affaire de Mecklembourg à la Diète : il donnait des ordres pour la laisser sommeiller, redoutant un échec, qui n'était que trop probable, dans une délibération publique². C'était déjà beaucoup que les principaux princes s'habituaient à résister à la cour de Vienne : il pouvait toujours naître des occasions, une fois l'habitude prise, de reformer un parti, et de renouer les négociations qui n'avaient pas réussi une fois.

1. Chauvelin à Chavigny, 22 décembre 1729. A. E. All. 375, f° 266 ; Chavigny à Chauvelin, 20 décembre, *ibid.*, f° 286. — Cf. Fleury à Chavigny, 4 janvier 1730, *ibid.*, vol. 376, f° 6. « Nous n'avons pu encore convertir entièrement les Anglais, mais je m'en désespère pourtant pas. » — Cf. Chavigny à Chauvelin, 8 octobre 1730, *ibid.* 377, f° 115.

2. Instruction secrète de l'Empereur au Prince de Fürstemberg et au baron de Kirschner, pour empêcher sous main toute délibération sur les décrets de commission relatives à l'affaire de Mecklembourg. A. E. Mém. et Doc. F. D. All. 70, f° 76.

IV. 1730-1731

DÉCADENCE DE L'UNION ELECTORALE. — LE TRAITÉ DE SÉVILLE
A LA DIÈTE. — LE TRAITÉ ANGLO-AUTRICHIEN DE VIENNE
(16 MARS 1731).

L'année 1730 est pour Chavigny aussi bien remplie que l'année 1729. D'abord, il se multiplie pour maintenir debout l'Union Electorale, qui craque de tous côtés et s'effondre ; d'autre part l'hostilité étant presque déclarée entre la France et l'Autriche, Chavigny livre à l'ennemie héréditaire de chaudes batailles : il est à l'avant-garde, porte les premiers coups, compromet sa cour, et au milieu de l'animosité de ses adversaires, il n'en travaille qu'avec plus d'enthousiasme à diviser l'Empire et l'Empereur.

I

Le traité de Séville (9 novembre 1729) ¹ consumma le divorce entre les cours de Vienne et de Madrid. En dehors des clauses qui intéressent la solution du conflit hispano-anglais, la disposition essentielle était contenue dans l'article 9 et les suivants, qui réglaient le transport en Italie de

1. Voir BAUDRILLART, ouvrage cité, III, 544.

12,000 hommes de garnisons espagnoles, pour l'occupation des ports de Livourne, Porto-Ferrajo et de Plaisance, ainsi que la prise de possession effective des duchés de Parme et de Toscane par l'Infant Don Carlos, en vertu des Investitures éventuelles. Par lui-même le traité n'intéressait l'Empire qu'indirectement : le point important était le changement des garnisons neutres en garnisons espagnoles, dérogation formelle à l'article 5 de la Quadruple-Alliance, dont l'Empire s'était rendu garant. Chavigny pensait que cette dérogation ne ferait pas de difficulté auprès de la Diète, à la condition qu'on pût modérer l'Espagne sur la question de la féodalité des Etats de Parme et de Toscane. Depuis longtemps, Elisabeth Farnèse rêvait d'affranchir Don Carlos de la suzeraineté de l'Empire, et elle ne cachait pas ses intentions. C'était un moyen sûr de s'aliéner le Corps Germanique, qui tenait, par gloriole, au rattachement des fiefs italiens¹. Approuvé par Chauvelin², il s'attacha donc à démontrer que le changement fait à l'article 5 n'avait qu'une

1. Chavigny à Chauvelin, 17 janvier 1730. A. E. All. 376, f° 26.
« Peut-être avons-nous autant d'intérêt que l'Espagne même de tirer l'Infant Don Carlos de la dépendance de l'Empire, parce qu'il se trouve plus obligé de considérer la France comme la seule couronne qui puisse lui faire du bien ou du mal. Mais il faut partir d'où l'on est si l'on ne veut pas s'égarer. Le point essentiel pour la prospérité commune est de séparer l'intérêt du chef de l'Empire d'avec celui de ses membres, d'abattre le pouvoir illégitime de l'un et de relever celui de l'autre. Tout se dispose pour nous conduire à ce but : si nous y arrivons, nous avons assez fait et nous pouvons attendre tranquillement le tems et des conjonctures quelque ouverture pour le succès complet des desseins que nous pouvons imaginer, mais qu'il n'est pas encore tems de régler et moins encore de concerter. L'intention de revenir contre la féodalité, si elle étoit pénétrée, feroit un grand obstacle à l'avancement de nos desseins dans l'Empire. »

2. Chauvelin à Chavigny, 13 février 1730. A. E. All. 376, f° 64.

importance secondaire, dès que sur tous les autres points, la Quadruple-Alliance subsistait tout entière.

Mais l'empereur ne l'entendait pas ainsi. Le traité de Séville, en l'isolant, l'avait profondément irrité ; il s'était plaint amèrement qu'il était dirigé contre lui, puisqu'on n'y avait proposé son accession ; ni garanti l'ordre de sa succession ; surtout il protestait contre l'invasion éventuelle de l'Italie et s'était hâté de faire occuper Parme par ses troupes. Une fois de plus, les rapports se tendirent entre la France et l'Autriche ; sans doute, l'Angleterre ne manifestait plus d'enthousiasme pour une croisade anti-impériale, mais l'Espagne reconquise poussait à une guerre avec ardeur, tandis que Fleury y répugnait invinciblement. Dans ces circonstances, l'aide de l'Empire en 1730 comme en 1727 était nécessaire à la cour de Vienne : l'Allemagne devait être en quelque manière l'arbitre de ses résolutions. L'Empereur résolut donc d'agir sur les princes et la Diète. Ce n'est pas sans hésitations qu'il s'y décida, au bout de trois mois ; il n'était sûr de rien : « Il marche à tastons » ¹, écrivait Chavigny ; l'affaire de Mecklembourg, l'Union Electorale lui montraient qu'il n'était plus le maître incontesté. Il finit néanmoins par communiquer à la Diète ses pensées sous la forme d'un décret de commission du 27 mars 1730 ². Cette pièce, considérable, et qui parut ensuite imprimée, fit grand bruit. Charles VI y faisait l'historique de la Quadruple-Alliance, qu'il avait communiquée aux Etats par décret du 23 avril 1720 ; il expo-

1. Chavigny à Chauvelin, 28 mars 1730. A. E. All. 376, f^o 192.

2. A. E. All. 376, f^{os} 166, 169, 179^o. Pièces jointes ; 10 numéros. : Les investitures éventuelles 1720 ; les reversales de Louis I^{er}, 28 février 1724 ; les garanties des Rois de France et d'Angleterre ; les pleins pouvoirs de D. Carlos pour entrer en possession, 13 avril 1728 ; l'extrait du traité de Séville ; l'article 5 de la Quadruple-Alliance.

sait sa propre conduite et sa loyauté à observer les engagements pris ; par contre, le traité de Séville était une négation directe du traité de Londres, et une œuvre de pure force ; on y disposait du bien des tiers sans leur consentement, par des « usurpations et des violences contraires au droit naturel et à l'équité » : si l'on souffrait que Don Carlos s'introduisît en Italie sans le consentement de l'Empereur et de l'Empire, il s'ensuivrait que « la force prévaudrait au droit ». Pareille situation devenait « menaçante et dangereuse ». En conséquence, l'Empereur demandait aux Etats une résolution « vraiment germanique », pour le soutenir contre la violence manifeste qu'on lui faisait. En même temps, il réclamait l'armement des Cercles, faisait partir, pour cet objet, un de ses plus habiles conseillers, le comte de Kuffenstein qui, après être passé à Munich pour essayer de ramener l'Electeur de Bavière, devait, au bout de sa tournée, arriver à Mayence, pour y déterminer, d'accord avec l'Electeur, la réunion d'un nouveau Congrès à Francfort, pour l'été de 1730 ¹.

Il fallait se défendre. Le plus pressé était de parer à la défection du Roi d'Angleterre et de lui trouver un remplaçant dans l'Union Electorale. Chavigny suggéra d'y faire entrer le Roi d'Espagne, qui devait se trouver ainsi en état de pensionner pour son service les princes allemands. Chauvelin trouva l'idée excellente ² et laissa Chavigny libre de la mettre en œuvre. Par malheur, une fissure plus grave se montrait

1. Chavigny à Chauvelin, 10 janvier 1730. Chauvelin à Chavigny, 23 janvier 1730. A. E. All. 376, f° 21.

2. Chavigny à Chauvelin, 31 janvier 1730. A. E. All. 376, f° 52. — Chauvelin à Chavigny, 5 janvier 1730, *ibid.* 375, f° 322. — Chavigny à Chauvelin, 13 décembre 1729, *ibid.*, f° 275.

dans l'Union. Depuis la fin de 1729, un changement se remarquait dans les sentiments de l'Electeur de Cologne : d'une part, il était dû au comte de Plettemberg lui-même ¹ ; cet homme avait toujours été dévoué à la cour de Vienne, qui le tenait par l'espoir de la vice-chancellerie ² ; en 1729, le désir de jouer un rôle, l'influence de l'Electeur de Bavière, les exhortations et les flatteries de Chavigny avaient bien pu modifier sa conduite : ils n'avaient pas au fond changé ses sentiments ; les menées de la cour de Vienne, celles de son cousin, le baron de Plettemberg, stipendié de l'Autriche, le ramenèrent en 1730 à ses premières maximes. D'autre part, toute sa politique, celle de son maître était dans les chapitres et les évêchés ; il devait perdre tout espoir d'assurer au duc Théodore la coadjutorerie de Mayence ³ ; et il était engagé dans une grosse querelle avec l'Electorat de Hanovre ; après les salines d'Osnabruck, c'étaient les limites de l'évêché et de la ville hanovrienne d'Hildesheim qui en étaient le sujet ⁴. Toutes ces raisons rendaient l'Electeur de Cologne vacillant et suspect. La présence de Chavigny au milieu des membres de l'Union était indispensable pour l'empêcher de se dissoudre à cet instant important.

Il partit pour Munich en avril 1730 ; il y trouva réunis les deux frères, avec le comte de Plettemberg ; celui-ci était « changé du tout au tout » ; il manifestait la plus invincible

1. Chavigny à Chauvelin, 28 mars 1730. A. E. All. 376, f° 187.

2. Chavigny à Chauvelin, 2 avril 1730. A. E. All. 376, f° 242.

3. Les chanoines de Mayence, dans l'incertitude de choisir un coadjuteur et plus tard un archevêque entre le grand prévôt, un Schœnborn, et le duc Théodore décident de choisir « *ex gremio* ». — Cf. Villebois à Chauvelin, A. E. M. 39, mars 1730.

4. Cf. Chavigny à Chauvelin, 18 avril 1730. A. E. B. 79, f° 129 ; 28 novembre, *ibid.*, f° 219.

répugnance « pour les maximes de l'Electeur de Bavière » ¹ et l'éloignement le plus absolu pour celui de Hanovre. Charles-Albert et Terring ne voyaient d'autre remède que de le faire disgracier. Chavigny les en empêcha, préférant user des voies « de douceur et de modération » ; il le reconquit pied à pied, parvint à raccorder les deux frères : « Il ne m'est pas possible de vous rendre tout ce que je fais tantôt pour les conseiller, tantôt pour les aiguillonner. » Ce ne fut pas sans peine, ni sans traverses qu'il parvint à faire admettre par Plettemberg le principe de l'intervention du Roi d'Espagne. Mais Plettemberg ne consentit que vaincu par l'insistance de Chavigny : dès que celui-ci eut tourné le dos, il changea nettement de langage : « Il s'oppose ouvertement à tout ce qui peut hasier la conclusion de l'Union projetée, écrivait Chavigny le 18 avril... Il ne veut point notre union : il n'y consentira que forcément (25 juillet) » ². C'est par lui que la cour de Vienne était instruite de toute cette négociation, depuis le traité franco-palatin, jusqu'à l'accession projetée de l'Espagne. Le mieux eût été de le mettre « dans l'impossibilité de nuire ». Tout ce que Chavigny obtint de plus solide, c'est que « Plettemberg concourrait à ce qui sera le plus pressé ; ne pouvant faire le mieux, il faut se contenter du moins ; le point essentiel était d'empêcher l'éclat d'une division qui eût été trop dangereuse » ³. La seule certitude, c'est que le ministre de Cologne travaillerait à la neutralité de l'Empire : c'était beaucoup et c'était peu. Pour l'Union Electorale, elle s'en trouvait singulièrement

1. Pour tous les détails qui suivent, voir sa dépêche du 18 avril, citée, et 28 avril 1729 ; *ibid.*, f° 142.

2. Chavigny à Chauvelin, 25 juillet 1730. A. E. ALL 377, f° 327.

3. Chavigny à Chauvelin, 28 avril 1730. A. E. B. 79, f° 142.

affaibli. Il fallut la mission Grevenbrock pour retenir l'Électeur Palatin dans la limite de ses engagements. Seul, Charles-Albert demeurait ferme, et se montrait déterminé à traiter avec la France, l'Angleterre ou l'Espagne, en dehors de ses alliés¹. Toujours en éveil et en mouvement, Chavigny jetait les yeux, pour combler les vides, sur le duc de Wurtemberg. Il venait de lier correspondance avec le ministre principal, le baron de Montigny, une créature de Schütz ; en mai², il renouait la négociation de 1726, et s'entremettait pour ménager avec la Bavière un rapprochement qui donna lieu, en 1730 et 1731, à des conversations assez actives.

II

Cependant il fallait songer à agir à la Diète : « Cette conjoncture, écrivait Chauvelin le 23 avril, est encore plus pressante et plus intéressante que celle où vous vous trouvez à votre arrivée à Batisbonne... il n'y a rien de si important aujourd'hui que d'empêcher la déclaration de l'Empire »³. Devant le décret du 27 mars, il y avait « inconvénient à rester dans le silence » : il était indispensable d'en relever « toutes les faussetés ». Il semble bien qu'il y ait eu, sur la manière, un certain flottement à la cour de France. Chauvelin donnait en quelque manière carte blanche à Chavigny : il lui laissait la latitude de donner ses observations par écrit ; le 21 mai, il lui envoyait même le plan d'une déclaration à faire à la Diète, nette et épergrique, annonçant le changement apporté à l'article V de la Quadruple-Alliance

1. Chavigny, 28 avril, citée.

2. Chavigny à Chauvelin, 30 mai 1730. A. E. All. 376, f° 422.

3. Chauvelin à Chavigny, 23 avril 1730. A. E. All. 376, ff 221.

et le transport des garnisons espagnoles en Italie ¹. D'un autre côté, il laissait Chavigny libre de se transporter auprès du congrès des Cercles à Francfort, s'il le jugeait à propos ². Il n'est guère douteux que Chauvelin abandonne son ministère à lui-même, et lui permet d'agir vigoureusement ; quelques jours se passent et tout est changé. Fleury et les Walpole, fort probablement effrayés par les premiers éclats, ne veulent pas envenimer les choses. « Nous avons des raisons particulières, écrit Chauvelin le 28 mai, de ne donner actuellement par écrit quoi que ce soit sur la matière présente » ³.

Mais Chavigny, enchanté de se sentir lâcher la bride, avait déjà engagé le combat, confiant dans le sens véritable des instructions de Chauvelin : « Il n'a pas été possible, vous l'avez senti vous-même, lui écrivait-il, de se taire plus longtemps sur le nouveau décret de la commission impériale, sans se rendre coupable d'un silence honteux » ⁴. Il voulait du reste profiter des dispositions favorables des membres de l'Union Electorale, qu'il venait de raffermir, et auxquels il comptait que se joindraient d'autres princes, Georges II en tête. Le 9 mai 1730, il donnait aux ministres de la Diète une réfutation du décret du 27 mars ⁵. Cette pièce ne faisait que reprendre et développer tous les arguments contenus dans la dépêche de Chauvelin du 23 avril ; Chavigny s'y livrait au

1. Sa dépêche du 23 avril est fort équivoque : le ton en est énergique et agressif contre l'Empereur. Le projet de déclaration est au f° 303 du vol. 376. All.

2. Chauvelin, 23 avril, citée.

3. A. E. All. 376, f° 323.

4. 23 mai 1730. A. E. All. 376, f° 338.

5. A. E. All. 376, f°s 272 et 333. Le mémoire commence ainsi : « On a sans doute surpris la religion de l'Empereur dans les moyens qui font la base et le fondement du dernier décret de commission publié à Ratisbonne. »

plaisir longtemps attendu de démasquer l'Empereur et de lui faire son procès. Au reproche de disposer des biens d'un tiers, il opposait tous les efforts faits par la cour de Vienne pour éluder l'exécution de la Quadruple-Alliance ; aux plaintes que l'Empereur formait qu'on n'eût pas sollicité son accession au dernier traité, il ripostait qu'on eût obtenu un consentement qui se refusait maintenant, si l'on eût voulu garantir la succession d'Autriche, c'est-à-dire favoriser les intérêts privés des Habsbourg ; à l'accusation de faire prévaloir la violence sur le droit, il répliquait en montrant l'invasion autrichienne dans l'Etat de Parme ; il vantait le désintéressement de la France, qui ne désirait dans l'Empire « que ce que les Etats et l'Empereur lui-même pouvaient y désirer ; il terminait enfin sur des menaces « déguisées sous de l'onction et de la circonspection » ; ceux qui se laisseraient séduire perdraient leur « droit au repos » et l'assistance de la France pour la conservation des droits et privilèges dont les traités de Westphalie avaient rendu le Roi garant. Ce factum, hardi dans le fond, était hautain dans la forme : Chavigny le signait personnellement ; sans souci du protocole, il y nommait Charles VI « l'Empereur » tout court, et Louis XV, le Roi, « comme s'il n'y eût eu qu'un Roi en Europe » ¹.

L'effet fut celui que Chavigny en attendait : les commissaires impériaux à qui le ministre de Mayence se hâta de le communiquer, furent plongés dans l'étonnement et la consternation ². Ils devaient dîner chez lui le lendemain ; ils s'excusèrent ; Fürstemberg ne lui fit pas notifier son arrivée. La pièce les scandalisa. Ils la taxèrent d'insolence. A Vienne,

1. Chavigny, 23 mai, citée.

2. Chavigny, 23 mai, citée. Tous les détails qui suivent sont tirés de cette dépêche.

Eugène et Schonborn s'irritèrent : le rappel de Chavigny fut demandé. Bref, une rupture personnelle eut lieu entre les Impériaux et l'envoyé français. Elle eut pour résultat de forcer les membres de la Diète à se déclarer pour l'un ou pour les autres, et les amis de la France à se compter. Chavigny était enchanté du résultat : ses remarques étaient « universellement applaudies ». Les principaux ministres de l'assemblée se déclaraient publiquement en sa faveur ¹ : « Ils redoublent de soins, d'empressements et d'attentions pour moi. » Le ministre de Mayence lui-même, revenu avec de nouvelles instructions, lui avait fait la première visite, démarche qui avait produit un grand effet. Le ministre de Saxe, comte de Schomberg, avait conseillé lui-même la réponse au Décret ². Les commissaires impériaux devaient se résigner avec rage à voir Chavigny entouré d'un parti nombreux et puissant : « Je les mets moi-même hors de commerce » ³, écrivait-il. Si on voulait le chasser, Schomberg, représentant l'Electeur de Saxe, grand maréchal de l'Empire, s'était engagé à s'y opposer formellement ⁴. D'ailleurs, Chavigny envisageait avec assurance le cas où on aurait recours, pour l'expulser, au magistrat de Ratisbonne : il avait son plan qu'il développait avec une joyeuse confiance. « Je dirigerai ma route par la cour de Wirttemberg : je m'arrêterai à la cour Palatine : je ménagerai la liberté de faire une visite à l'Electeur de Mayence ; je me rapprocherai du comte de Plettemberg : je ne laisserai pas par ma présence de soutenir et d'affermir les

1. « Les plus considérables se découvrent en ma faveur ; ceux qui ont plus de raisons de s'observer gardent un silence impartial. » (A Chauvelin, 18 mai 1730. A. E. All. 376, f^o 324).

2. Chavigny au marquis de Monti, 18 mai 1730. A. E. All. 376, f^o 323.

3. Chavigny à Chauvelin, 6 juin 1730. A. E. All. 377, f^o 16.

4. Chavigny à Monti, 18 mai 1730, citée.

uns par les autres ; je relève de plus en plus par là le courage des bien intentionnez à Ratisbonne ; je leur montre que bien loin d'abandonner la besogne, je ne m'éloigne que pour la presser... Je conserve le pied dans l'Empire ; j'ai le dos libre ; j'assure entièrement mon commerce avec vous, je l'entretiens sans difficultés et sans risques avec la Haute et la Basse Saxe, comme avec les cours de Hesse et de Wirtemberg. J'établis sûrement ma correspondance à Ratisbonne : l'entrepôt est déterminé. Tous nos amis sont d'intelligence avec nous et les mesures bien prises pour conserver icy toute notre influence » ¹. Satisfait d'avoir travaillé pour sa part à déterminé l'explosion souhaitée, il demandait à sa cour, pour cette situation nouvelle, de nouvelles instructions.

Il en reçut un blâme complet. L'éclat fait par cette affaire, prolongé par une ardente polémique de pamphlets ², pouvait amener une rupture ; Fleury n'en voulait pas ; il n'accorda pas le rappel de Chavigny, il le désavoua ³. De

1. Chavigny à Chauvelin, 23 mai 1730, citée, f^{os} 344-45.

2. Remarques sur un écrit distribué à Ratisbonne pour devoir servir de réponse au décret de commission publié depuis peu au sujet du traité de Séville. (A. E. All. 376, f^o 356 ; Mém. et Doc. F. D. All. 70, f^o 32). Observations sur le décret de commission (A. E. All. 376, f^o 377, Mém. et Doc. F. D. All. 70, f^o 61), réplique française au précédent. Réflexions sur le dernier décret de commission de l'Empereur, publié à Ratisbonne, etc., mises au jour par Justus Sincerus, l'an 1730. (A. E. All. 377, f^o 68). Mémoire sur le décret de commission et le traité de Séville (A. E. All. 376, f^o 403). Examen impartial (A. E. Mém. et Doc. F. D. All. 70, f^o 48), réfutation de Chavigny des réflexions de Justus Sincerus.

3. Chauvelin à Kinski (ambassadeur autrichien en France), 30 mai 1730. A. E. Mém. et Doc. F. D. All. 70, f^o 24 : « Nous n'avons pas approuvé cette démarche prématurée, remarquant à M. de Chavigny par un exprès que j'aurois souhaité qu'il n'eût pas donné cet écrit

toute évidence, il était mécontent de lui : cette mauvaise humeur apparaît dans une lettre fort dure de Pecquet le fils, qui, sous le couvert de l'amitié, le rappela sans ménagement à la modestie et à la docilité ¹. Chauvelin fut plus modéré ² : le fond du factum était bon ; le moment seul était mal choisi ; mieux eût valu un écrit anonyme : Chavigny avait eu le tort de rendre sa position « assez embarrassante » et de forcer le Roi à « mesler du personnel aux affaires générales ». Mais, visiblement, le garde des sceaux en prend son parti ; il substitue Villebois à Chavigny comme envoyé à Francfort, maintient le dernier à Ratisbonne ; c'est le moment « où il fallait soutenir la partie avec le plus de courage et de sang-froid ». « Conduisez-vous-y, ajoutait-il, avec sagesse et modération, mais avec fermeté ; vous pouvez soutenir les intérêts du Roi sans blesser ceux qui peuvent en avoir de contraires. » Chavigny se défendit avec un mélange d'hu-

pour lequel il n'avoit aucun ordre. » Chavigny ne parle dans ses *Mémoires* ni de l'incident, ni du désaveu.

1. Pecquet le fils à Chavigny, 21 mai 1730. A. E. All. 376, f° 301 : « Relisez, M., les minuttes de vos dernières lettres ; vous trouverez que tout est réfléchy sur vous ; chaque ministre ne se conduit que comme vous voulez et le luy conseillez. Ce n'est point la considération de notre couronne, c'est le don de persuasion personnel que vous avez qui fait tout mouvoir. Tous, même jusqu'aux princes, vous honnorent, et tout cela, indépendamment du caractère dont vous estes revêtu ; vous irez à tel ou tel endroit, vous y prendrez conseil des conjonctures et de ce que vous verrez ; les intentions du Roy et les veues qu'il peut avoir n'y sont pour rien. Je sais mieux que personne combien vous estes capable d'affaires et je vous rends assurément toute justice à cet égard ; mais souffrés que je vous dise que plus on a de talens, moins il faut paroître les sentir et s'en prévaloir. Votre lettre à M. Monti est insoutenable ; vous l'y traitez, et M. le comte d'Hoym, comme des enfants de quatre jours qu'un précepteur endoctrine sans leur sauver la dureté de la férule..... »

2. Chauvelin à Chavigny, 31 mai 1730, A. E. All 376, f° 351.

milité et de fierté. S'il fit amende honorable ¹ et déclara avoir mal compris ses ordres, il soutint hautement la nécessité de son acte, le justifia par les conseils de tous nos amis et sur ses heureux résultats. « La cour de Vienne, écrivait-il à Chauvelin, fera sans doute un grand bruit, parce qu'elle ne peut faire que du bruit pour soulager sa colère ; vous en souffrirés, je ne le sens que trop, beaucoup d'incommodités et de persécutions ; mais je ne sçais si dans les mauvaises dispositions qu'elle ne cesse de faire paroître, il n'est pas tems de procéder avec elle tout différemment de ce que l'on a fait jusqu'icy » ². Il fit plus et se plaignit assez ouvertement d'avoir été désavoué et d'essuyer « tant d'aigreur et de dégoûts ». « Je n'ay d'autre désir que celui de bien faire, disait-il à Pecquet ; et ce désir est si grand en moy qu'il semble m'autoriser à me plaindre du peu de cas que l'on

1. Chavigny à Pecquet le fils. 6 juin 1730. A. E. All. 377, f° 26 : « Pour mon cœur, je puis vous asseurer en homme d'honneur qu'il est pur, que je n'ay d'autre ambition que celle de bien faire, et si je fais bien, de vivre, s'il est possible, avec plus d'agrément et avec plus d'aisance. Jugez-en par cet aveu, si je puis avoir d'autre objet que de plaire à notre supérieur commun..... Je suis l'âne qui porte les reliques... »

2. Chavigny à Chauvelin, 11 juillet 1730. A. E. All. 377, f° 238. — Cf. Sa défense. Lettre à Chauvelin, 13 juin 1730, *ibid.*, f° 37 ; au Roi, *ibid.*, f° 42 ; à Pecquet, 6 juin, citée : « L'écrivit que j'ai produit m'était pas si prématuré ; il étoit tems de parler, et il falloit parler avec fermeté dans une assemblée comme celle-cy ; je me suis contraint ; ce n'est point mon goust de me livrer à ces sortes de combats, je m'en serais dispensé volontiers, si j'eusse compris le sens des ordres ou des instructions qui m'ont été donnés. Voilà ma faute, je le confesse. L'événement me justifiera autant que la nécessité de cette démarche..... [la pièce] a beaucoup plu, et c'est ce qu'il nous faut ». — Cf. Lettre du 23 mai, citée : « *J'ay fait icy ce qu'il y avoit à faire et le temps découvrira que j'y laisse de profondes racines.* »

paroisst faire de mes soins et de mes efforts » ¹. La cour le reçut bientôt en grâce. « Tranquillisez-vous, lui écrivait Pecquet le 30 juillet, travaillez sans inquiétude, et soyez persuadé que vous n'avez point d'ennemy icy, comme vous croyez le voir » ². Il est assez probable que Chauvelin avait dû le couvrir autant qu'il lui était possible. « J'ay essuyé de rudes secousses, lui écrivait Chavigny le 16 août, mais, avec votre assistance, elles peuvent m'affermir dans l'Empire plus qu'elles ne m'ont ébranlé » ³. Le garde des sceaux, en fin de compte, n'était pas loin, à cette date, d'approuver le mémoire. « Il se peut que par l'événement il produise un bon effet » ⁴.

Au milieu de tout ce tapage, Chavigny travaillait activement. Il s'agissait de combiner, avec les princes les plus considérables, en réponse au décret du 27 mars, une formule de conclusum telle que l'Empereur ne pût en aucun cas s'en prévaloir pour engager le Corps Germanique dans le conflit issu du traité de Séville. De tous les projets, le meilleur était celui du duc de Brunswick-Wolfenbüttel ⁵, qui, sans élever le moindre blâme pour la modification apportée à la Quadruple-Alliance, écartait la question comme étrangère à l'Empire. Le ministre de Saxe avait été laissé maître de l'esprit de son suffrage et le dressait en collaboration avec Chavigny ⁶; celui-ci obtenait, par le comte de Castéja, des ordres très satisfaisants pour le député de Suède; il était en-

1. Chavigny à Pecquet, 6 juin 1730, citée.

2. A. E. All. 377, f° 315.

3. A. E. All. 378, f° 26.

4. A. E. All. 377, f° 310 (30 juillet 1730).

5. Chauvelin à Chavigny, 22 juin 1730. A. E. All. 377, f° 30. Projet (en allemand) au f° 20.

6. Chavigny à Chauvelin, 18 juillet 1730. A. E. All. 377, f° 294.

chanté de ceux du Danemark, de l'évêque de Liège, du Mecklembourg Strelitz¹. Seuls, les projets des quatre Electeurs avaient dû être modifiés : le premier votum bavarois paraissait une désapprobation de l'article IX du traité de Séville ; le second assujettissait les alliés à traiter avec l'Empire ; un troisième ne valait pas mieux que le second². Chavigny se multipliait pour obtenir des rédactions meilleures³. En septembre on eut les projets définitifs ; ceux de Mayence et de Cologne étaient peu favorables, ceux du Palatin et de la Bavière faibles et sans consistance. Tels qu'ils étaient, cependant, « nous en avons assez, déclarait Chavigny, pour empêcher la réunion que vous paraîsez craindre en faveur de la cour de Vienne »⁴. Il était tout espoir et confiance, il se flattait tout au moins de faire à la Diète « une puissante diversion ».

Le résultat du Congrès des Cercles semblait lui donner raison et bien présager de l'attitude finale de l'Empire. Cette assemblée « assez indifférente en 1727, disait Chauvelin, ne le seroit pas de même aujourd'hui »⁵. En général, Kuffens-

1. Chavigny à Chauvelin, 18 juillet 1730. A. E. All. 377, f° 238. — Cf. 4 juillet, f° 177 : « Notre partie se forme et se lie ; les principaux membres se démasquent ; ils s'encouragent et s'enhardissent insensiblement ; pour peu qu'on les seconde et les soutienne, ils se trouveront réellement en état de mériter notre assistance. »

2. Chavigny à Terring, 18 juin 1730, et 26 juin 1730. A. E. All. 377, f°s 56 et 90. Le premier projet de votum, f° 62 ; à Chauvelin, 4 juillet 1730, *ibid.*, f° 173. Le deuxième projet, f° 131 ; à Terring, 24 juillet 1730, *ibid.*, f° 319.

3. Voyage au début de septembre et entrevue avec Terring. Correspondance active avec Monti, Perteville, Montigny, Francken. Plettemberg.

4. Chavigny à Chauvelin, 12 septembre 1730. A. E. All. 377, f° 57.

5. Chauvelin à Chavigny, 3 avril 1730. A. E. All. 376, f° 164. — Cf. ses instructions du 11 mars, *ibid.*, f° 135. La première idée est d'empêcher la convocation ; la seconde, d'empêcher leur armement.

tein avait trouvé peu de docilité dans les différentes cours. Les Cercles s'étaient réunis séparément en mars et avril ; celui de Souabe et celui de Franconie avaient révélé des dispositions à la neutralité ¹. Sans doute Villebois, que Chauvelin avait chargé de parler ferme à l'Electeur de Mayence, ne se flattait pas d'empêcher la convocation du Congrès, mais la réponse de l'archevêque ne laissait pas d'être encourageante ². Chavigny s'appliquait à fortifier les cours allemandes dans leurs dispositions favorables ; en envoyant à Villebois des conseils non exempts de vanité et de regrets, il lui annonçait : « J'écriray et je travailleray de tous côtés pour vous seconder » ³. L'entente de Chavigny et du comte de Plettemberg permit à Villebois d'obtenir le résultat souhaité. A la lettre du Roi, les Cercles répondirent en expliquant l'armement par la seule nécessité « de détourner toute attaque imprévue et par conséquent pour la défense commune » ⁴. Grâce au ministre de Cologne, la résolution du 14 juillet 1730 tendait plus à la défense qu'en 1727 ; et elle comprenait une parenthèse : l'armement devait cesser s'il survenait quelque accommodement, porte ouverte à toutes les interprétations ⁵. Du reste, on ne pouvait réunir les

1. Résultat du cercle de Franconie. A. E. All. 377, f^{os} 45-48. Pièce sur le cercle de Souabe, *ibid.*, f^o 86.

2. Cf. Villebois à Chauvelin, 3 juin 1730. A. E. M. 39, f^o 175.

3. Chavigny à Villebois, copie, 16 juin 1730. A. E. All. 377, f^o 48.

4. A. E. All. 377, f^o 215.

5. Pièces relatives au Congrès de Francfort. A. E. All. 377. f^{os} 116, 124, 129, 168, 170, 171, 196, 212, 224, 228, 252, 284, 285, 253, 256, 257, 266, 272, 274, 275. La résolution du 14 juillet 1730 est au f^o 277. L'armement devait être de trois simples ou 12,000 h. par cercle, soit une armée de 60,000 hommes. Noter que les Impériaux ont tenté d'exclure Villebois, comme Chavigny en 1727. (Représentations du ministre d'Autriche, 4 juillet, f^{os} 129 et 130.)

troupes avant octobre ; le temps des campagnes était passé, tout le monde savait et disait qu'il n'y aurait ni camps, ni revue, ni trains d'artillerie, ni magasins formés. Enfin, point capital, l'acte du 14 juillet était muet sur le traité de Séville¹. En définitive, l'armement des Cercles était une illusion pour 1730 et l'Empereur n'y pouvait compter ; il ne songeait pas à cacher son mécontentement ; Kuffenstein, malgré son activité, malgré l'argent distribué², avait obtenu encore moins qu'en 1727 Wurmbrandt, avec sa hauteur rogue.

Mais la simple neutralité de l'Empire, incertaine du reste, semblait à Chauvelin un maigre résultat après les vastes espoirs de l'année précédente ; il se persuadait de plus en plus qu'il n'y avait pas grand'chose à tirer pour la France de cette foule d'Etats sans solidité ni cohésion, que rien ne pourrait réunir ou émouvoir. « Vous devez connoître, écrivait-il le 16 juillet³, la Constitution du Corps Germanie ; ainsi que dans tout gouvernement populaire, les dispositions de chaque particulier peuvent faire croire la partie bien liée ; mais quand on en vient au résultat, chacun prépare une excuse à sa faiblesse ou à ses autres motifs. Telle est aujourd'hui même la situation de la Diette. Plusieurs ministres vous parlent ou vous écrivent d'une manière en apparence assez satisfaisante ; mais comptés que de tous ceux qui paroissent le plus décidés, il n'y en a pas un qui ne

1. Villebois à Chauvelin, 22 juillet 1730. A. E. All. 377, f° 317. Pour le rôle de Plettemberg, voir Chavigny à Plettemberg, copie, 20 juillet 1730, *ibid.*, f° 312, et 26 juin 1730, *ibid.*, f° 91.

2. Cf. Villebois à Chauvelin, 11 juillet 1730. A. E. All. 377, f° 221 ; il a entraîné l'envoyé du Palatin et de Wurtemberg, malgré les promesses faites à la France. — Cf. 4 juillet, *ibid.*, f° 122.

3. A. E. All. 377, f° 179.

désire que l'on n'en vienne point à une délibération à la Diète. Vous ne voyez pas encore deux cours d'accord sur un suffrage commun et nulle disposition à s'accorder. Chacun veut garder des ménagements pour l'Empereur ou l'on vous donne come un grand sacrifice un silence que l'intérêt particulier dicte. Il ne faut donc point se tromper ni concevoir des espérances bien déterminées. On sent peut-être mieux qu'auparavant les veues de la cour de Vienne, on voudroit ne pas s'y abandonner, mais par l'évènement on s'y livre-roit, dès que la cour de Vienne, au moment d'un dénouement, voudroit tenir un certain langage. Il ne faut pas cependant se décourager ; mais ce tableau que je vous retrace vous fera voir que nous ne sommes pas fort avancés, notwithstanding tous les efforts que nous avons faits pour inspirer plus de courage et de fermeté. » Chauvelin est revenu des ligues dans l'Empire, par l'exemple même de l'Union Electorale, « si vague encore et pour ainsi dire devenue si faible » ¹. « Nous ne contiendrons, disait-il, les princes de l'Empire que par la crainte » ². C'est fini des unions de principe, pour la liberté et les privilèges germaniques ; son esprit positif ne voit plus de salut pour la politique française que dans des alliances avec quelques princes puissants, ayant des objets définis et matériels, et non pas vagues ou théoriques. Chavigny cependant défendait son œuvre, et sa lettre du 1^{er} août 1730 ³ définissait avec justesse et modération les résultats obtenus : « Si vous considérez les affaires de l'Allemagne dans l'état où elles étoient il y a deux ans et dans celui où elles sont aujourd'hui, la différence est nota-

1. Chauvelin à Chavigny, 28 septembre 1730. A. E. All. 378, f^o 77.

2. A Chavigny, 27 août 1730. A. E. All. 378, f^o 26.

3. A. E. All. 378, f^{os} 6 et 7.

ble. Plusieurs reconnoissent le besoin de s'unir, que de leur union dépend leur bonheur et leur sécurité, que c'est la seule borne qu'ils peuvent opposer à la puissance de l'Empereur : la diversité de religion qui paroissoit faire un obstacle n'en est plus un. Chacun trouve bon que la France prenne elle-même le soin de réunir les deux parties et qu'elle soit désormais le seul canal pour établir et maintenir entre eux la correspondance. Ce ne sont à la vérité que des dispositions naissantes : le tems et un grand soin peuvent y apporter plus de consistance ; mais on ne peut pas dire qu'elles soient sans quelque effet ; l'administration provisionnelle du pays de Mecklembourg que l'Empereur a jusqu'icy tentée vainement, la question du cercle de Bourgogne qu'il se trouve obligé de surseoir pour attendre un meilleur tems, l'affaire de Séville qu'il hésite de poursuivre, ce qui se passe journellement dans la manutention intérieure de cette assemblée, tout cela témoigne que la cour Impériale n'est pas si absolue qu'elle l'a été ou qu'elle a cru l'estre : son pouvoir est grand, mais il est balancé et si elle ne trouve pas une opposition directe à ses vœux, elle ne rencontre pas non plus toute la complaisance qu'elle voudroit... »

III

Chavigny disoit vrai. En dépit de toutes les difficultés que la France rencontrait, nul doute que l'Empereur, de son côté, ne sentit l'Empire lui échapper peu à peu. Sa majorité dans le collège électoral devenoit précaire ; l'avenir même de la Pragmatique Sanction étoit en jeu ; autour de lui, il sentoit grandir les appétits qu'excitaient l'héritage de la maison d'Autriche. Ce sont là, à notre sens, les raisons prin-

cipales qui expliquent de sa part la négociation engagée avec l'Angleterre dans le début de 1731 et qui aboutit au second traité de Vienne (16 mars 1731). En échange de la garantie de la Pragmatique par Georges II, l'Empereur abandonnait la Compagnie d'Ostende et surtout l'Italie centrale, consentant au transport de Don Carlos par une flotte anglaise. Par là, il regagnait la voix de l'Electeur de Hanovre, récupérait sur le premier collègue de la Diète une influence fortement compromise, s'y assurait une majorité stable. De la part des Anglais, cette « noire trahison » à notre égard était un coup des Walpole, après le « départ involontaire » de Townshend (mai 1730) et la nomination, à sa place, d'un homme de paille, Stanhope, crée Lord Harrington. Walpole nous enlevait l'Espagne, se raccommodait avec l'allié héréditaire, désarmait ses adversaires au Parlement, mettait fin à la politique hanovrienne, détestée à Londres. Surtout il maintenait, suivant une de ses maximes favorites, l'équilibre entre les Habsbourg et les Bourbons. « Vous avez été, monseigneur, écrivait à Chauvelin Chavigny à cette nouvelle, sur le point de former dans l'Empire une union plus redoutable à l'Empereur que dans aucun tems ; la cour de Londres ne l'a pas voulu, parce qu'elle a craint que cette même union ne donnât à la France trop de pouvoir et trop d'ascendant. M^d Townshend était moins susceptible de cette jalousie ; mais les Walpole ont prévalu » ¹.

Ce traité, d'ailleurs, sans nul doute, à l'aveuglement et à l'inertie de Fleury ², compromettait gravement la France dans

1. A. E. All. 379, f^o 138.

2. Il n'est pas indifférent de noter l'opinion de Chavigny sur ce traité et ses causes. — Cf. *Mémoires*, l. c., f^o 189 : « Il faut tout dire : Si le désir de paix ou de conciliation eût été moins prédominant en France ou mieux déguisé, si l'on se fût collé à l'Espagne au lieu

l'Empire. « Si la cour de Vienne obtient la paix à des conditions aussi glorieuses que celles que l'on présume des négociations qui sont sur le tapis, M. le comte de Terring ne sera pas le seul qui pensera que l'on s'opposeroit vainement à

de l'Angleterre, nous nous serions joués des Anglais, et aussy enchainés qu'ils l'étoient, ils n'eussent osé se jouer de nous ; nous les eussions insensiblement entraînés dans des entreprises que nous eussions voulu faire, soit en Italie, soit dans les Pays-Bas ; après tout Ostende étoit la pierre de scandale, le principe et la fin des mesures communes ; il s'agissoit moins de délibérer avec les alliés que d'être bien d'accord avec l'Espagne pour leur notifier en douceur ce que l'on auroit estimé de plus propre à finir une bonne foi et exécuter tout de suite les Traités d'Hanovre et de Séville. On sera convaincu de cette vérité pour peu que l'on considère en premier lieu que dans le concert des délibérations publiques pour l'exécution du Traité de Séville, l'Angleterre se monroit toujours prête à tout, pendant que dépositaire de l'opposition secrète de la France, elle rejetait sous main sur elle tout le blâme et toute la haine du retardement et de l'inexécution, en second lieu qu'elle n'a négocié avec l'Empereur que sur le fondement de l'accession immédiate de l'Espagne au traité de Vienne, relativement à Don Carlos.

La France avoit déjà assez d'indices de la noire perfidie des Anglais pour leur couper le chemin ; quelques progresz qu'ils eussent faits sous main pour nous débaucher l'Espagne, il n'étoit pas impossible de leur enlever leur proie. si nous eussions offert résolument à la Reine d'Espagne de nous charger seuls et tout à l'heure de l'introduction de Don Carlos dans les Etats qui lui étoient réservés ; cette princesse n'eût pas mieux demandé qu'une introduction forcée dans l'espérance d'engager une guerre en Italie. L'engagement, quoique grand, n'auroit pas été périlleux ; il auroit été dans notre pouvoir de le restreindre à la seule introduction de l'Infant D. Carlos et des troupes stipulées par le traité de Séville ; quelques-uns des membres du Conseil privé d'Angleterre m'ont avoué que rassemblés à diverses reprises pour délibérer et résoudre si l'on procèderoit ou non à la conclusion du traité projeté à Vienne, presque tous conclurent à la négative, dans la prévoyance de deux choses l'une ; ou que la France leur couperoit l'herbe sous le pied pour parler selon eux, ou qu'elle vangeroit une défection aussi téméraire et aussi inju-

l'étoile heureuse de la maison d'Autriche » ¹. L'union de l'Angleterre, réconciliée à la Prusse, avec l'Empereur livrait l'Allemagne à ce dernier : « L'Empereur sera plus puissant que jamais, et les Etats qui ne cherchoient que l'occasion de se relever vont retomber dans leur première bassesse » ². A la vérité, la cour de Vienne, instruite par l'expérience des dernières années, ne s'avancait qu'avec circonspection et timidité ; elle n'osa pas proposer directement à la Diète la garantie du traité du 16 mars. Elle se contenta de demander le consentement de l'Empire à l'introduction des garnisons espagnoles en Italie (décret de commission du 21 mai 1731) ³. Mais, par dessous main, les commissaires impériaux négociaient avec les députés, pour obtenir un plein pouvoir de l'Empire à l'effet de traiter avec les Anglais en son nom ⁴. Chavigny couvrit la retraite contre le retour offensif de l'Empereur, et obtint une demi-victoire. Grâce au Saxon Schomberg, grâce à la cour de Munich, il fit refuser le plein-pouvoir ; il parvint de plus à faire limiter le conclusum de la Diète (13 juillet 1731) à la simple approbation du transport des troupes espagnoles, sans la moindre mention de ce qui, dans le traité de Vienne, regardait la succession impériale ⁵ :

rieuse, que celle dont on délibéroit ; qu'ils n'acquiescèrent au traité que sur l'affirmation précise et formelle des Walpole, qui répondirent sur leur tête que la France recevroit l'affront et le supporteroit avec patience, qu'elle bouderoit peut-être, mais qu'il n'en seroit pas davantage. »

1. Chavigny à Chauvelin, 6 mars 1731. A. E. All. 379, f° 58.

2. Chavigny à Chauvelin, 27 mars 1731. A. E. All. 379, f° 109.

3. A. E. All. 379, f° 162.

4. Chavigny à Chauvelin, 9 juillet 1731. A. E. All. 379 ; 24 juillet, *ibid.*, f° 234.

5. Le résultat est aux A. E. All. 379, f° 235. — Cf. Chavigny à Chauvelin, 17 juillet 1731, *ibid.*, f° 238 ; 24 juillet, citée.

« Le conclusum, avouait Chauvelin, pourroit être mieux ; il n'est cependant pas mal.... Vous avez heureusement réussi »¹.

Il avait surtout gagné du temps ; l'Empereur avait retardé la mise à l'ordre du jour de la Pragmatique Sanction, il ne pouvait y renoncer. Bientôt, elle allait être portée à la Diète. Fallait-il se résigner au triomphe de la maison d'Autriche ? L'Union Electorale n'était que ruines : seul l'Electeur de Bavière et l'Electeur Palatin tenaient ferme. Les protestants étaient perdus pour nous, depuis la trahison de Georges II. Il était urgent, cependant, de remplacer le Hanovre, maintenant notre ennemi, par une puissance protestante. Une tentative fut faite en ce sens. La mort du landgrave de Hesse-Cassel venait de faire du Roi de Suède son fils son successeur en Allemagne : elle lui donnait deux voix importantes au collège des Princes ; sa puissance militaire était considérable. Le gagner eût été un coup de partie. Chauvelin aurait voulu que Chavigny passât à Cassel en août ou septembre², pour empêcher le Roi d'accéder au dernier traité et sonder ses dispositions : les liaisons anciennes de Chavigny avec le prince Guillaume de Hesse, frère cadet du Roi de Suède, très influent sur son esprit, pouvaient faciliter la négociation. Par malheur, Chavigny était fort nécessaire à Ratisbonne : ce fut pourtant lui qui rédigea les instructions données au résident à Mayence, Villebois, que Chauvelin envoya à Cassel³. Tout manqua par la maladresse de l'in-

1. Chauvelin à Chavigny, 29 juillet 1731. A. E. All. 379, f° 241.

2. Chauvelin à Chavigny, 18 mai 1731. A. E. All. 379.

3. A. E. All. 379, f° 197. Mémoire (sur le Palatinat et la Suède). Sur la mission Villebois, voir Chauvelin à Villebois, 18 mai 1731. A. E. M., 39, f° 321 : instructions, f° 323. Son rappel. Chauvelin, 16 septembre 1731, *ibid.*, f° 352.

fortuné ministre ; du reste, le prince Guillaume, homme fort habile et dissimulé, était acquis aux Anglais, et il eût fallu un Chavigny pour l'entamer sérieusement. Force était bien de se rabattre sur un groupement nouveau. Ce fut la dernière tentative de Chavigny, la plus heureuse, l'alliance Saxo-Bavaroise.

V. 1731

L'ALLIANCE SAXO-BAVAROISE. — LA PRAGMATIQUE SANCTION.
RAPPEL DE CHAVIGNY. — CONCLUSION.

I

Le rapprochement de la Saxe et de la Bavière est un article favori de la politique française en Allemagne ; les deux Etats, par leur situation, entourent et pressent les domaines de l'Autriche : ils sont assez puissants pour constituer individuellement un appoint sérieux : alliés, ils forment un parti redoutable. Depuis que l'Electeur de Saxe s'était converti au catholicisme et était devenu Roi de Pologne, il avait cru devoir ménager l'Empereur plus que par le passé ; en 1725, il avait accédé au premier traité de Vienne. En réalité, tous ses efforts tendaient à observer une exacte neutralité entre les ligues de Vienne et de Hanovre ; c'est l'application d'un des principes fondamentaux de la cour de Dresde, obligée par la position de ses Etats à ménager tous ses puissants voisins, Prusse, Autriche, Russie, Hanovre. Cependant, dès 1729, des symptômes de changement se manifestent. Toute la politique d'Auguste II tendait à assurer le trône de Pologne à son fils, et une portion de la succession d'Autriche à l'archiduchesse sa bru : il avait besoin de la France, surtout

dans le second cas ; la constitution de l'Union Electorale lui fit craindre d'être isolé, et sentir la nécessité d'entrer dans un concert dont l'objet caché était le partage de l'héritage des Habsbourg. La retraite du comte de Manteuffel, ami de l'Autriche, la faveur du comte d'Hoym, ami de la France, furent l'indice de ce revirement (fin août 1730) ¹. Déjà, l'évolution s'était marquée par une excellente attitude dans l'affaire de Mecklembourg et dans celle de Séville. Le comte de Schomberg, ministre à Ratisbonne, a la confiance d'Hoym. A la fin de l'année 1730, la cour de Saxe est détachée de l'Empereur et tout acquise à la France.

Ce furent ces bonnes dispositions qui suggérèrent à Chavigny l'idée d'un rapprochement entre la Saxe et la Bavière ², fondé en apparence sur un concours dans l'Empire, en réalité sur un accord secret pour partager les dépouilles des Habsbourg. Les premières insinuations furent faites dans son voyage de Munich d'avril 1730 ³. Il agit sur la Bavière personnellement, et sur la Saxe, soit par Schomberg, soit par son ami le marquis de Monti, ambassadeur auprès du Roi de Pologne ⁴, résidant en 1730 à Varsovie, et le chargé d'affaires à Dresde, de Perteville, avec lequel il

1. Chavigny à Perteville (chargé d'affaires à Dresde), 14 septembre 1730. A. E. All., 377, f° 79.

2. Cf. Mémoires de Chavigny, l. c., f° 191 : « Quelque allarmés que fussent nos amis de l'Empire de l'abandon de l'Espagne et de l'Angleterre à la fois, nous ne perdîmes pas terrain ; au lieu du traité d'union entre les Electeurs Catholiques et Protestants, qui s'étoit évanoui, nous nous replîâmes sur quelque chose de mieux ; nous conçûmes le dessein de rapprocher les deux maisons de Saxe et de Bavière l'une de l'autre, d'accorder leurs prétentions réciproques sur la succession de la maison d'Autriche. »

3. Chavigny, 18 avril 1730, citée.

4. Mémoires, l. c., f° 192.

entretient une correspondance très active. De mai à septembre, c'est une période de préparation : en septembre Chavigny voit Terring ; son travail a réussi : l'Electeur de Bavière sent parfaitement l'insuffisance de l'Union Electorale, l'intérêt d'attirer la Saxe et « de quelle importance il est pour les deux cours de s'entendre plus qu'elles n'ont fait jusqu'icy et que de leur union dépend en quelque manière leur bonheur et le repos de l'Empire » ¹. On décide l'envoi à Dresde d'un ambassadeur bavarois, le comte de La Pérouse. D'autre part, le ministère français a accepté l'idée de l'alliance saxo-bavaroise ; il la remet entièrement entre les mains de Monti et de Chavigny, et transfère la négociation à Ratisbonne, aux soins de ce dernier. « Cela sera d'autant plus désirable que vous seriez à portée de les ayder et de les concilier et que cela nous donneroit en cette affaire une influence directe qui faciliteroit notre intervention, lorsque nous le jugerions à propos » ². Le 12 décembre 1730 les choses étaient assez avancées pour que Chavigny rédigeât un premier projet de traité, ébauche encore informe et peu nette ³.

Mais la besogne n'était pas aisée : les deux cours nourrissaient à l'égard l'une de l'autre une extrême défiance que Chavigny s'appliquait à dissiper, en assurant constamment les deux Electeurs de leurs bonnes dispositions réciproques ⁴.

1. Chavigny à Perteville, 11 septembre 1730. A. E. All. 377, f° 79 ; à Chauvelin, 12 septembre, *ibid.*, f° 63.

2. *Mémoires* de Chavigny, l. c., f° 192 ; Chauvelin à Chavigny, 19 octobre 1730. A. E. All. 377, f° 155.

3. A. E. B. 79, f° 338 ; Chavigny, 12 décembre 1730. All. 378, f° 237. Chauvelin le trouve trop compliqué.

4. Chauvelin à Chavigny, 19 octobre citée ; Chavigny à Chauvelin, 31 octobre 1730. A. E. All. 377, f° 171 ; 13 mars, *ibid.*, 379, f°s 67-69.

D'autre part, Auguste II prétendait que la France abandonnât Stanislas Leczinski en Pologne ; il comptait sur une « forte guerre » en Allemagne, des subsides, des territoires. Il fallait que Chavigny et Monti lui démontrassent qu'on ne pouvait en même temps courir après la Pologne et la succession des Habsbourg, qu'il fallait sacrifier la première à la seconde ¹. Ce n'est pas tout : la rivalité personnelle du comte d'Hoyms et du marquis de Fleury compromettait la négociation ² : Monti se chargea de ramener le marquis et le Roi de Pologne. La disgrâce d'Hoyms fut encore une vive alarme : elle ne changea pourtant rien à la ligne de conduite adoptée ³. Pour la cour de Munich, Chavigny se chargeait de l'encourager ; il amène l'Electeur de Bavière à traiter séparément des membres de l'Union Electorale ⁴ : il tâche de remédier à l'indolence et à la mauvaise organisation du ministère bavarois ⁵, d'apaiser les défiances toujours renaissantes de Charles-Albert. Dès mars et avril 1731, néanmoins, les choses sont bien engagées : « Je ne puis désormais y rien faire, écrivait Chavigny, le 23 mars, la négociation prendra d'elle-même un mouvement effectif, aussitôt que le Roi de Pologne sera arrivé en Saxe, pourvu que le comte de La Pérouse s'y rende en même temps » ⁶. En avril, de Fleury mandait à Schomberg que, dès que l'accord serait établi, la Saxe et la

1. Chavigny à Chauvelin, 14 novembre 1730. A. E. All. 378, f° 191.

2. Chavigny, 13 mars, citée.

3. Chavigny à Chauvelin, 10 avril 1731. A. E. All. 379, f° 122 ; à Perteville, 12 avril, *ibid.*, f° 131.

4. Chauvelin à Chavigny, 17 décembre 1730. A. E. All. 378, f° 221 ; Chavigny à Chauvelin, 13 février 1731, *ibid.*, f° 39.

5. On laisse La Pérouse sans ordres pendant 11 ordinaires. Chauvelin à Chavigny, 20 septembre 1731. A. E. All. 379, f° 289 ; Chavigny à Chauvelin, 18 septembre, *ibid.*, f° 296.

6. A. E. All. 379, f° 67.

Bavière confieraient à la France « leurs desseins et leur état pour agir sous ses auspices et s'assurer de toute son assistance » ¹. En mai, La Pérouse était à Dresde. En même temps, les pourparlers se précisaient avec le cabinet de Versailles directement ; en juillet, le Roi de Pologne adressait par Monti un mémoire auquel le Roi répondait le 19 août par l'offre de son alliance ². Dans le même moment, à la prière de Terring et de Schomberg, Chavigny rédigeait un projet de traité définitif (21 août) ³. Tout s'acheminait vers une heureuse conclusion. Suivant l'expression de Chavigny, les deux maisons étaient décidées à « se ramasser et à se réunir dans un concert indépendant et immuable » ⁴ ; le groupement pouvait permettre à la France d'agir, sinon à la Diète, du moins en Allemagne, en cas de conflit, point plus essentiel ⁵.

Chavigny ne devait pas voir lui-même le fruit de ses efforts. Les événements se précipitaient : dès avril 1731 la cour de Vienne dispersait dans toute l'Allemagne ses ministres, Kuffenstein, Stahrenberg, d'Harrach, Waldstein, pour négocier dans les petites cours allemandes la garantie de la

1. Chavigny à Perteville, 3 mai 1731. A. E. All. 379, f° 150.

2. Voir LE DRAN : *Négociations d'Allemagne, depuis 1712 jusqu'en 1733* (manuscrit à peu près exclusivement composé d'extraits ayant rapport à l'alliance Saxo-Bavaroise). A. E. Mém. et Doc. F. D. All. 59, f° 20 et suivants.

3. A. E. All. 379, f° 276. Les articles importants sont l'article III : union dans l'Empire des deux Electeurs ; l'article IV : invitation aux Electeurs de Cologne et Palatin d'entrer dans l'alliance ; l'article séparé ; l'engagement de travailler aux intérêts réciproques de leurs maisons.

4. Chavigny à Chauvelin, 4 septembre 1731. A. E. All. 379, f° 284.

5. Chavigny, 24 août 1731. A. E. All. 379, f° 253) désire que l'on songe à « une action forte » avec l'aide de ce parti ; avec lui, on peut « allumer le feu » dans l'Empire.

Pragmatique avant de la porter à la Diète. Il était d'autant plus difficile de « résister au torrent »¹ que beaucoup avaient adhéré au traité de Vienne de 1725, et par conséquent à l'ordre de succession. Chavigny roulait dans sa tête mille spéculations : dissoudre la Diète, comme le voulait l'Electeur de Saxe, en ressuscitant l'affaire de Zwingenberg² ; laisser les députés sans ordres, pour retarder une délibération : susciter à l'Empereur « tantôt une affaire, tantôt une autre », tout brouiller, pour tout empêcher : « J'imagine assez de choses qui pourroient se faire, disait-il avec mélancolie, mais sans aucune espérance qu'elles se fassent »³. En vain fournissait-il les députés d'objections de droit et de fait à la Pragmatique : il sentait bien la partie perdue. Chauvelin, avec crânerie, voulait que les trois Electeurs de Saxe, de Bavière et Palatin déclarassent qu'ils n'étaient pas d'avis qu'on votât, et qu'ils regarderaient comme nulle toute délibération à ce sujet⁴. Mais l'archevêque de Cologne n'était pas sûr, bien que lié à son frère : le Palatin lui-même, malgré les énergiques objurgations de Chauvelin, flottait irrésolu⁵ ; la réponse de l'Electeur de Saxe au comte de Waldstein était molle et entortillée⁶. Seul, Charles-Albert mon-

1. Chavigny à Chauvelin, 8 mai 1731. A. E. All. 379, f° 154.

2. Chavigny à Chauvelin, 24 avril 1731. A. E. All. 379, f° 142 : 29 mai, *ibid.*, f° 169.

3. Chavigny, 24 avril, citée.

4. Chauvelin à Chavigny, 29 juillet 1731. A. E. All. 379, f° 241. Il écrit à Chavigny le 9 août (*ibid.*, f° 247) : « Ces principes (ceux de Chavigny) ne sont ni assez grands, ni assez courageux.

5. Chavigny à Chauvelin, 7 août 1731. A. E. All. 379, f°s 253-254. — Cf. Chauvelin, 19 août, *ibid.*, f° 261. « Le mal est le peu de concert qu'on peut former dans l'Empire. »

6. Chavigny à Chauvelin, 9 octobre 1731. A. E. All. 379, f° 313.

trait d'autant plus de fermeté et de fierté ¹ ; mais il était mal secondé : « Les choses vont de mal en pis, écrivait Chavigny découragé, le 25 septembre ; les desseins de la cour de Vienne lui succèdent à souhait. Pour le faire court, l'Empire est assujetti ; nous verrons bientôt tous les membres de ce grand Corps obligés de se réunir et d'agir bon gré mal gré sous la conduite et sous l'autorité arbitraire du chef » ². Et il répétait que Bavière et Saxe ne pourraient rien, si elles ne sentaient pas « au doigt et à l'œil » que la France, pour les soutenir, était disposée à prendre « de grands partis » ³. Mieux que personne, il savait ce que Chauvelin pensait là-dessus, mais que Fleury arrêtait tout.

C'est dans cette circonstance, le 9 octobre 1731 ⁴, que Chauvelin rappela Chavigny : « La solution présente des affaires, Monsieur, nous a fait penser que la personne d'un ministre caractérisé du Roi à Ratisbonne pouvoit ne pas

1. Cf. Chavigny à Chauvelin, 8 mai 1731, citée : L'Electeur est le seul « qu'on puisse mettre dans l'Empire à la tête d'un party..... Tout considérable qu'il est dans l'Empire, il doit se considérer comme un particulier *qui a sa fortune à faire* et qui ne peut y arriver que par un grand travail et par de longues épreuves. » — Cf. Chavigny à Monti, 29 octobre. A. E. All. 380, f° 154°. L'Electeur écrit à Chavigny, de passage à Augsbourg : « J'ay levé le masque, je ne reculerai pas ; les dangers, les persécutions, les obstacles m'affermissent. Je répandrai jusques à la dernière goutte de mon sang pour la liberté de l'Empire. Mon rempart est le maintien du repos public, des constitutions et des loix fondamentales. Je m'y enseveliray plutôt que de survivre à notre ruine. » Mais son chancelier, Unertel est impérialiste. Kœnigsfeld, ministre à Ratisbonne, est un traître.

2. A. E. All. 379, f° 301.

3. Chavigny à Chauvelin, 16 octobre 1731. A. E. All. 379, f° 323. Il ajoute que la Bavière et la Saxe sont un centre faible, quand il nous manque les deux extrémités (Suède et Danemark).

4. A. E. All. 379, f° 309.

convenir entièrement à la dignité du Roy. La cour de Vienne a pris le party de négocier dans les cours particulières ; elle ne portera l'affaire de la Pragmatique à la Diette que lorsqu'elle sera entièrement sûre de la pluralité. Cela ne laisse pas que d'estre un déshonneur, l'Europe sachant comme nous pensons sur cela, d'avoir l'affaire terminée à la satisfaction de l'Empereur sous les yeux d'un ministre français. L'incertitude de ce que les Impériaux peuvent tenter et la certitude au contraire presque physique de n'estre pas soutenus par les princes de l'Empire, toutes ces circonstances nous ont déterminés à vous retirer de Ratisbonne pour passer incessamment ailleurs où votre présence sera nécessaire et où vos talents seront utilement employés. » C'était « le meilleur party qu'il y eût à prendre » ¹. Le décret de commission demandant la garantie de la Pragmatique avait été dicté le 19 octobre ². Chavigny différa un peu sa lettre de recréance, pour ne pas établir, par dignité, de relation entre les deux faits ³. Le rappel fit sensation ; chez les Impériaux, ce fut un peu d'inquiétude, mêlée à la joie de voir disparaître cet homme « pernicieux », « dont les principes et les leçons, pour parler leur langage, se glissent et font impression partout », qu'on a eu tort de laisser pénétrer dans l'Empire « dont il connoist tous les secrets et les ressorts » ⁴. Les princes amis attribuèrent le rappel « à leur propre faiblesse et à leur prostitution » ⁵. Cependant tous ceux — et ils étaient

1. Chavigny, 16 octobre, citée, f° 324.

2. A. E. All. 379, f°s 326 (allemand), 329, 331 (trad. française).

3. Chavigny à Chauvelin, 23 octobre 1731. A. E. All. 379, f° 334.

4. Chavigny à Chauvelin, 7 août 1731. A. E. All. 379, f° 249.

5. Chavigny, 23 octobre, citée : « Le point essentiel est de poser les premiers fondemens à l'édifice que nous voulons élever ; j'augure que nous y parviendrons..... »

nombreux — que Chavigny avait su conquérir par l'agrément de son commerce, sa souple politesse et son habileté consommée de négociateur, se réunirent, malgré les Impériaux, pour lui décerner des éloges, dont il tire gloire dans ses *Mémoires*, pour sa propre justification ¹. Le 17 octobre, il quittait Ratisbonne. A Augsbourg, le 29, il travaillait encore à l'union saxo-bavaroise. De là, il revenait directement à Paris, d'où il ne tardait pas à repartir pour Londres. Sauf un séjour à Mayence, dans son voyage vers Hanovre en 1732, il ne devait revoir cette Allemagne que treize ans plus tard et dans des circonstances plus tragiques.

II

Cette longue mission eut des résultats immédiats et des résultats plus lointains et moins palpables. Son départ n'empêcha pas le groupement Saxe-Bavière-Palatinate de se former à la Diète et de faire une opposition énergique à la Pragmatique Sanction ². Sans doute, les intérêts particuliers des

1. *Mémoires*, t. c., f^{os} 192 et 193. — Cf. Réponse de la Diète à la lettre de remerciement, 16 novembre 1731. A. E. All. 379. « ... Quem admodum igitur pro gratiosa hac notificatione ac Regis suo, erga Electores. Principes ac Status, S. R. I. Principales nostros declarato affectu, debitas ac humillimas grates referimus, illumque prædictum ministrum a Chavigny, qui, ob non vulgaris animi dotes necnon in pertractandis negotiis sibi acquisitam dexteritatem nobis semper perquam gratus et acceptus fuit, satis cognovimus.... »

2. Cf. Pour toutes les circonstances relatives à la question de la Pragmatique à la Diète, les pièces réunies à la fin du vol. 379 de la corr. All., f^o 384, Réflexion d'un patriote impartial sur la demande de garantie de la Pragmatique impériale, f^{os} 360 et 366, projets de votum bavarois, f^o 396. Délibération du collège électoral du 18 décembre 1731, f^o 420. Suffrages et protestations respectives concertées entre les cours de Bavière, de Saxe et de Palatine, pour l'ultérieure déli-

maisons de Bavière et de Saxe expliquent leur attitude en cette occasion. Il est permis de douter qu'elle eût été aussi nette et aussi ferme, si la France n'avait pas habitué, par l'intermédiaire de Chavigny, les princes de l'Empire à prendre confiance en eux et en elle. En 1725, la question de la succession d'Autriche est la même, les principes des deux maisons sont identiques. Pourtant Charles-Albert est lié à l'Autriche malgré lui ; l'Electeur de Saxe la ménage et la sert. En 1731, tous deux osent se dresser en face d'elle. Ce centre de résistance à l'oppression de l'Empereur, qui demeurera désormais, grâce à l'appui de la France, c'est à Chavigny, à bien des égards qu'on en doit la création. L'alliance saxo-bavaroise est son œuvre comme l'Union Electorale eût pu être son triomphe : lorsqu'elle se signe, le 4 juillet 1732, Chavigny eût mérité d'apposer son nom à côté de celui des plénipotentiaires. L'alliance bavaroise elle-même, celle de 1733, ne doit-elle pas beaucoup à la longue intimité de Terring, de l'Electeur lui-même avec notre envoyé ? Cette liaison personnelle, le gouvernement français en tira parti plus tard pour envoyer Chavigny en Bavière, non aux heures faciles du triomphe, mais aux heures difficiles des revers, en 1744, quand il s'agissait de relever l'Electeur désemparé, et de lui reformer un parti. Enfin, pour mesurer le chemin parcouru, il suffit de comparer les deux guerres de la France avec l'Autriche. Au début du siècle, l'Empereur a l'Empire avec lui ; en 1733, l'Empire demeure neutre, quelques Etats sympathiques à la France. S'il est imprudent de tout rapporter à son héros, on ne saurait ce-

bération de la Diète sur la garantie de la Sanction Pragmatique fixée au 7 janvier 1732. Cette protestation est celle que les ministres bavarois, saxon et palatin, ont lue, à cette date.

pendant nier qu'à Chavigny ne revienne une part de ce résultat.

L'activité incessante de Chavigny, le travail continuel des affaires, au milieu desquelles il vit et respire à l'aise, la tension de son esprit toujours en éveil, ne sont pas seulement l'agitation d'une nature avide de se dépenser, confiante en elle-même et parfois non exempte de vanité. Ils reposent sur des idées qu'il se forme. Au cours de cette négociation, comme au cours des autres, Chavigny réfléchit et conclut : « Il ne serait pas mal, écrit-il dans ses *Mémoires*, de recueillir d'un aussy grand travail que celui que j'ay fait à Ratisbonne, de quoi former un corps de principes, de connaissances et de points de vue dont l'application pourroit peut-être n'être pas inutile dans tous les tems prévus ou imprévus : la maxime qui naît d'une bonne politique est de prévoir et de prévenir. » Il ne l'a pas fait méthodiquement : peut-être pourrait-on le faire à sa place. Il a conçu le rôle de la France en Allemagne comme celui d'une protectrice des Constitutions germaniques, telles que les ont façonnées les événements historiques, de la Bulle d'Or aux traités de Westphalie. Également éloigné de l'idée de la suppression de la couronne impériale, conçue par Dubois, et de celle de l'alternative entre un empereur protestant et un empereur catholique, imaginée par Stanhope, il estime qu'il faut maintenir l'Empire en sa forme actuelle, mais en sauvegardant le principe de l'élection impériale, anéanti par l'ambition des Habsbourg ; mettre, en la place du successeur de Charles VI, l'Electeur de Bavière, n'est pas changer les traditions, mais y revenir. Il estime si nécessaire de conserver au Corps Germanique sa physionomie historique qu'il y voudrait un Empereur assez puissant pour en empêcher la dissolution, pas assez pourtant pour l'asservir. Vis-à-vis de lui,

il faut que les Etats conservent leur indépendance politique, leurs droits et privilèges, garantis par l'omnipotence ressuscitée de la Diète, l'abaissement du Conseil Aulique, la réorganisation de la Chambre Impériale. La France trouvera son intérêt à cette restauration de la vieille Allemagne : le Roi y doit devenir l'arbitre des princes, le « manutenteur » de leurs droits, rôle qu'il tient de la paix de Westphalie, et qui est la plus essentielle de ses attributions ; en même temps il assurera sa frontière la plus faible et la plus exposée. Sans doute, Chavigny est un esprit assez positif pour ne pas penser que pareille œuvre ne saurait se réaliser sans donner des gages à ceux qui doivent en être les instruments nécessaires : Hanovre, Prusse, Saxe, Bavière, autant d'Etats qu'il faut se résigner à grandir pour abattre le colosse autrichien ; mais il faut prendre garde de conserver entr'eux un juste équilibre. Ce serait une question que de chercher si cette politique, qui tend au démembrement de la puissance des Habsbourg, était opportune et conforme aux vrais intérêts de la France. Outre qu'elle était populaire, si quelque chose pouvait la justifier, ce sont les réels progrès faits par l'Autriche en Allemagne, la domination indéniable qu'elle exerçait dans l'Ouest, dans le Sud et dans le Centre, le danger, sur notre frontière ouverte, d'une monarchie forte et hostile par tradition à notre pays ; ce sont aussi les tentations que suscitait une succession prête à s'ouvrir, la perspective d'établir en Europe la prééminence incontestée du Roi Très-Christien. Chavigny pensait, comme bien d'autres, qu'elle y pouvait régner sans violences et sans conquêtes, par le simple affaiblissement de nos puissants voisins, par une sorte de médiation et d'arbitrage. « Il ne faut pas s'y tromper, dit-il dans ses *Mémoires*, et ce ne sera qu'à l'ombre de l'ordre public qu'il est dans celui de la puissance du Roy de maintenir et

de raffermir, que S. M. tiendra un juste milieu entre une ambition indiscrette et prématurée, et une conduite faible et superstitieuse et se conservera longtemps dans la condition où Elle est aujourd'huy » ¹. Toutes ces idées se trouvent éparses dans ses mémoires et ses lettres : il est permis de croire que, non moins que son exemple et ses méthodes de diplomatie, elles ont eu quelque influence sur l'esprit du neveu qu'il forma dans la carrière, de Vergennes.

1. Suite des réflexions de M. de Chavigny et des idées qui doivent naître du mémoire anecdotique, 1^{er} juillet 1739. A. E. Mém. et Doc. F. v. 445, f^{os} 223-244.

VU,

Le 25 avril 1911.

Le Doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Paris,

A. CROISSET.

VU et Permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.	7
I. 1726-1727. — Les Instructions. — La Légitimation. — Premiers efforts. — L'Union des Cercles et la neu- tralité de l'Empire.....	11
II. 1727-1728. — Tâtonnements. — Première tentative de groupement des Princes de l'Empire. — Affaires de Zwingenberg et de Mecklembourg.....	49
III. 1728-1729. — L'Union Electorale. — Mission de Chavigny à Hanovre.....	75
IV. 1730-1731. — Décadence de l'Union Electorale. — Le Traité de Séville à la Diète. — Le traité anglo- autrichien de Vienne (16 mars 1731).....	97
V. 1731. — L'Alliance saxo-bavaroise. — La Pragma- tique Sanction. — Rappel de Chavigny.....	121
TABLE DES MATIÈRES.....	135

TOULOUSE
IMPRIMERIE DU SUD-OUEST
51, Rue Bayard, 51.
